

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Pandémie, capitalisme et révolution communiste** 1
- **Crise économique mondiale : état des lieux un an après** 4
- **Russie et révolution dans la théorie marxiste.
Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente
de la révolution double (1)** 9
- **La guerre d'Espagne (2)
La prétendue « gauche communiste » espagnole et la
« révolution démocratique »** 29
- **A. Bordiga. Sur le Fil du Temps.
Pression « raciale » de la paysannerie, pression
de classe des peuples de couleur** 41
- **Petit dictionnaire marxiste** 48

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du Parti Communiste International
 ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
 Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, 100 DA, 4 DT, 20 DH, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 2 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, 1000 DA, 40 DT, USA + Cdn US \$ 40, Amérique latine US \$ 10

Paiement par mandat ou chèque: A l'ordre de DESSUS,
 Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous.

CORRESPONDANCE

France : Programme - B.P. 57428 - 69347 Lyon Cedex 07
Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano
Espagne : Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

E-MAIL

leproletaire@pcint.org
 ilcomunista@pcint.org
 proletarian@pcint.org
 elprogramacomunista@pcint.org

SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
www.pcint.org

Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale du parti ! Souscrivez !

« **le prolétaire** » - *Journal bimestriel*
 Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1,5, 500 CFA, 1 DT, 60 DA, 5 DH, USA \$ 1,5, CDN \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n^{os}): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« **il comunista** » - *Journal bimestriel en italien*
 Le numéro: 2 €, 5 FS, £ 1,5 - **Abonnement:** 10 €, 25 FS, £ 6 - **Abonnement de soutien:** 20 €, 50 FS, £ 12

« **el programa comunista** » - *Revue théorique en espagnol*
 Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

Suplemento Venezuela a «el programa comunista»
 Precio del ejemplar: Europa: 1 € / América del Norte: US \$ 1 / América Latina: US \$ 0,5

« **el proletario** » - *Journal en espagnol*
 Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

« **Proletarian** » - *Supplément en anglais à «le prolétaire»*
 Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

- Imprimé par nos soins -

PROGRAMME COMMUNISTE
Theoretical Review in french of the International Communist Party
 Editorial office: Programme B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07; France

Payment by eurochek or international money order to: DESSUS
 All correspondence should be sent to the above address.

49^e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

le prolétaire
 organe du parti communiste international

M5414-400-1-C

Adressa: Programme Communiste, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07, France
 No 490
 Juin 2006
 40 pages, 10,00€

Pour l'organisation indépendante de classe
 Les leçons des luttes du printemps

il comunista
 organo del partito comunista internazionale

iraq: guerra di rapina e di spartizione

il proletario
 foglio di intervento sul terreno immediato del Partito Comunista Internazionale per la organizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!

Proletarian
 Organ of the International Communist Party

Multiform and indissociable Tasks of the Class Party

el programa comunista
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO

- Lo que distingue a nuestro partido
- Europa: luchar burgués, guerra proletaria

el programa comunista
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Venezuela: Crónica de una burguesísima "revolución hollivariana"

el proletario
 ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Del 15 de Mayo al 25 de Abril

Accidente ferroviario en la línea Madrid-Ferrol
A alta velocidad hacia la muerte

¿Dónde está Nin?

EN ESTE NÚMERO

- Entre muchos otros temas, el artículo en los organismos internacionales
- Europa: luchar burgués, guerra proletaria

Pandémie, capitalisme et révolution communiste

Au moment où nous écrivons, à la mi-juin, le bilan officiel de la pandémie est de 3 800 000 morts dans le monde; mais le chiffre réel est sans aucun doute nettement plus élevé, l'OMS l'estimant fin mai de 6 à 8 millions (<https://news.un.org/fr/story/2021/05/1096492>), certaines estimations étant encore supérieures.

En font foi, pour nous limiter à quelques exemples, le fait que le chiffre des décès en Inde (377 000 morts) devrait être, selon les spécialistes, multiplié par 6 pour s'approcher de la réalité (1) ou que la Tanzanie, pays africain de 56 millions d'habitants, avait assuré qu'elle ne comptait plus aucun cas après 3 journées nationales de prière en mai 2020 – mais les choses changent dans ce pays après la mort du président en mars, selon la rumeur, de la Covid-19: les nouvelles autorités ont décidé de «*ne plus ignorer*» la maladie (sic!); en réalité ce n'était pas de l'ignorance: il était **interdit** de donner des informations à son sujet.

Mais même dans les pays riches, au système de santé développé, les chiffres officiels sont sujets à caution. Pour avoir une idée plus précise les statisticiens étudient les chiffres de la mortalité – quand ils existent et sont fiables. Une étude du *British Medical Journal* (2) a constaté une surmortalité en 2020 dans pratiquement tous les 29 pays développés étudiés, cette surmortalité dépassant dans «beaucoup» de cas le nombre de décès attribués à la Covid. Par exemple

la Russie déclare 127 000 morts de la Covid depuis le début de la pandémie alors qu'on constate une surmortalité de près de 425 000 personnes; selon l'OMS en Europe pour l'année 2020 il y avait une surmortalité de plus d'un million de morts, deux fois plus que les 590 000 officiellement attribués à la Covid. Dans beaucoup de pays il existe une volonté de minimiser la réalité pour ne pas mettre en question l'efficacité des politiques gouvernementales

Bien entendu toute la surmortalité ne peut être attribuée directement à l'épidémie; il y a eu aussi les conséquences de l'embouteillage des services de santé qui a provoqué des retards à la prise en charge – ou la non prise en charge – de malades souffrant d'autres graves pathologies; mais d'autre part les épisodes de confinement et le ralentissement de l'activité économique ont entraîné une baisse de la mortalité due aux accidents dans les déplacements et au travail, etc.

Quoi qu'il en soit, la pandémie actuelle, qui semble en ralentissement dans l'hémisphère nord entrant dans l'été, alors qu'elle s'accroît dans l'autre hémisphère entrant dans l'hiver, est la plus meurtrière depuis la terrible pandémie dite de la «grippe espagnole». Celle-ci il y a un siècle fit près de 50 millions de morts dans le monde (certaines estimations récentes vont jusqu'à cent millions) dont 200 à 400 000 en France (pour une population de 39 millions d'habitants).

tons le charbon (anthrax), les poules et les cochons, la grippe et le cheval le tétanos. Les déplacements de population ont propagé les épidémies à d'autres régions, d'autres pays, d'autres continents. La peste dite «de Justinien» au Ve siècle, partie d'Égypte (après être venue d'Asie le long des routes de la soie), suivit les routes commerciales pour atteindre Constantinople (où elle aurait fait 10 000 morts par jour) puis quasiment tout le bassin méditerranéen. La «peste noire» ramenée du Moyen-Orient par les Croisés, ravagea l'Europe au Moyen-Âge, tuant près du quart de la population. Les Amérindiens furent décimés au XVIe siècle par les virus dont étaient porteurs les Conquistadors contre lesquels ils n'avaient aucune immunité. Face à ces épidémies qu'on ne savait soigner, la mise en quarantaine et le confinement des populations étaient les seuls moyens efficaces (4).

Le développement du capitalisme qui débouchait sur la concentration de populations toujours plus importantes dans les villes créa des conditions favorables aux maladies. Avec le développement sans précédent des forces productives et comme condition de ce développement, le capitalisme créa la science, au sens moderne du mot, c'est-à-dire comme activité spécifique. Le développement de la médecine fut de la même façon une condition du développement des forces productives (pour exploiter au mieux les prolétaires il faut qu'ils soient en relativement bonne santé) et la recherche médicale devint une branche importante de la science. «*La bourgeoisie, dit le Manifeste du Parti Communiste, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses; et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chi-*

LA CATASTROPHE SANITAIRE MONTRE AU GRAND JOUR LES TARES DU CAPITALISME

Depuis l'antiquité le développement des civilisations humaines a été rythmée par les épidémies. L'accroissement des concentrations humaines avec les premières villes rendues possibles par l'agriculture, et le développement des échanges dans les premières sociétés mercantiles, ont eu comme conséquence l'apparition

d'épidémies qui auparavant restaient circonscrites à de petits groupes humains isolés. La domestication et l'élevage de nombreuses espèces animales ont entraîné le passage à l'homme de nombreuses maladies: les vaches auraient ainsi transmis la variole, la lèpre, la rougeole, la typhoïde et la tuberculose, les mou-

Pandémie, capitalisme

mie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?».

Il en est allé de même des progrès de la médecine, quoique à un rythme infiniment moins rapide que celui de la production de marchandises.

Les débuts du capitalisme industriel furent en effet marqués par une forte dégradation des conditions de vie prolétariennes au dix-neuvième siècle; temps de travail très long dans des environnements toxiques et dangereux, entassement dans des quartiers et des villes polluées à l'extrême, salaires insuffisants pour se nourrir, se loger, se vêtir de façon correcte, tout ceci explique une mortalité élevée parmi les esclaves salariés et en général leur mauvaise santé. On a relevé à l'époque une baisse de leur taille, signe supplémentaire des bienfaits de l'enfer capitaliste: pour les patrons il n'était pas question de rogner la moindre part de leurs profits pour améliorer la condition de leurs salariés!

C'est une situation que l'on retrouve aujourd'hui dans certains pays et certains secteurs où la quête frénétique du profit entraîne l'exploitation la plus bestiale. Mais dans les pays capitalistes les plus développés, grâce à l'augmentation des profits due à l'accroissement de la «productivité» du travail, et sous la menace des luttes ouvrières, les capitalistes eurent la possibilité de lâcher des miettes pour améliorer la condition prolétarienne, et, dans ce cadre, de leur santé; c'était une condition non seulement d'avoir une force de travail exploitable, mais aussi et surtout de l'établissement et du maintien de la paix sociale

La longévité se mit à augmenter en raison, mais pas uniquement, des progrès de la médecine; entre autres les grandes maladies infectieuses, si meurtrières autrefois, furent traitées avec succès. Après la deuxième guerre mondiale les principaux Etats décidèrent la création d'une institution internationale, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) chargée de promouvoir des actions sanitaires au niveau mondial, alors que les institutions qui l'avaient précédée se li-

mitaient à quelques Etats.

Il est clair que la création de l'OMS est une démonstration, dans son rayon d'activité spécifique, que les structures bourgeoises traditionnelles (division entre Etats, etc.), sont un obstacle aux progrès de l'humanité.

Mais le capitalisme est un système contradictoire qui ne peut surmonter ces contradictions. Son propre développement engendre de nouvelles maladies et de nouvelles catastrophes sanitaires: il suffit de songer à l'épidémie de Sida ou à la «maladie de la vache folle». De 1940 au début des années 2000 on a recensé pas moins de 330 nouvelles maladies infectieuses, essentiellement dans les pays où le développement capitaliste a provoqué un bouleversement des équilibres sociaux et environnementaux précédents.

Les maladies infectieuses, presque disparues dans les grands pays développés, sont responsables d'environ 14 millions de morts par an, principalement dans les pays pauvres du sud. Comme les populations y sont peu solvables, la loi du marché fait que les recherches pour les combattre sont réduites... *«Les infections émergentes proviennent, pour deux tiers d'entre elles,*

de la faune domestique ou sauvage, tandis que d'autres sont liées à la réémergence de maladies oubliées, qui réapparaissent en raison d'un déficit de vaccination, de troubles politiques ou de guerres civiles, comme c'est le cas de la peste en Afrique» (5).

Les bourgeois se félicitent de la mise au point rapide de vaccins efficaces contre le virus de la Covid-19: effectivement il n'a fallu que quelques mois pour que la recherche pharmaceutique aboutisse à ces résultats: c'est que en raison des effets désastreux de la pandémie sur l'économie internationale les grands Etats ont déversé des milliards pour faire progresser au plus vite les travaux sur les vaccins: la sauvegarde des profits capitalistes l'exigeait!

D'autres graves maladies qui n'ont pas de telles conséquences sur l'économie capitaliste sont depuis des années en attente d'un vaccin; c'est le cas du paludisme qui cause de un à trois millions de morts par an dans le monde (les enfants sont les plus touchés) – démonstration supplémentaire, s'il en était besoin, que le capitalisme n'est pas mû par le souci du «bien commun» (selon le jargon à la mode parmi les petits bourgeois démocrates), mais par la recherche du profit.

LA RESPONSABILITÉ DU CAPITALISME DANS LA CATASTROPHE HUMANITAIRE

Si l'on écarte les thèses complottistes (encouragées par Trump) qui font du virus une fabrication chinoise (6), il n'en reste pas moins que les différents Etats n'ont pas pris les mesures nécessaires pour prévenir la pandémie; pourtant dans la plupart des grands pays des plans détaillés avaient été élaborés pour faire face à un telle situation après les alertes précédentes (grippe aviaire, grippe H1N1...). Le problème est qu'ils avaient un coût significatif, à un moment où le capitalisme cherche partout à réduire les coûts et les «dépenses improductives» afin de sauver le taux de profit moyen d'une économie allant de crise en crise. Le secteur de la santé publique est une cible privilégiée pour réduire ces coûts. On a donc connu partout la même situation, avec seulement des différences de degré selon les pays: insuffisances du système hospitalier, manque de personnels, manque de moyens de protection y compris les

plus élémentaires, ce qui s'est traduit par des milliers et milliers de victimes, y compris parmi le personnel soignant: les économies ça tue!

Les autorités chinoises et leurs partisans se vantent du succès du gouvernement de Pékin dans le contrôle de la pandémie; elles voudraient faire oublier que pour des raisons économiques, elles ont fait pendant des semaines le black-out sur le développement de l'épidémie à Wuhan, contraignant un médecin qui avait lancé publiquement l'alerte (mort ensuite de la maladie et dont elles font maintenant cyniquement un héros) à une humiliante autocritique, et protestant contre les pays qui interdisaient les vols venant de cette métropole.

Quand l'information n'a pu être plus longtemps cachée, elles ont prétendu que la maladie ne se transmettait pas à l'homme, ce qui a retardé d'autant l'alerte à la pandémie lancée par l'OMS (où la Chi-

ne est influente).

Lorsque les autres Etats ont été confrontés à la réalité de la pandémie, ils ont réagi en ayant recours comme l'Etat chinois aux vieilles mesures moyenâgeuses: quarantaines, confinements, interdictions de circulation – sauf pour les prolétaires des activités dites «essentiels» qui devaient aller au travail, prendre les transports en commun, etc. sans aucune mesure de protection sanitaire. En un mot les Etats ont fait payer leurs propres carences à la population et aux prolétaires!

Mais il y a plus; la bourgeoisie, en renforçant sa domination totalitaire sur la société par ces mesures,

BOMBE À RETARDEMENT

Cela ne se passe pas que dans les pays pauvres.

Aux Etats-Unis, ce sont les Noirs, en tant que prolétaires souvent en plus mauvaise santé que le reste de la population à cause des difficultés à se soigner, qui ont été les plus touchés. En France, à la fin de l'année dernière, différentes organisations charitables avaient estimé à un million le nombre de personnes devenues pauvres en 2020; dans un rapport remis en mai dernier au premier ministre, un «Conseil national de lutte contre la précarité et l'exclusion sociale», affirmait que la pauvreté s'était «*démultipliée*» en France et que cela constituait une «*bombe à retardement*».

L'ONU en citant des chiffres sur l'accroissement de la pauvreté et des inégalités dans le monde, mettait les points sur les i: elle redoutait que la pandémie crée «*un nouveau sous-prolétariat mondial avec tous les bouleversements sociaux et politiques que cela pourrait entraîner. (...) nous pourrions assister à une augmentation des troubles, des conflits et de la famine*» (8).

C'est bien évidemment ce que redoutent les bourgeois de tous les pays et c'est pourquoi ils ont imposé aux prolétaires leurs mesures d'«urgence sanitaire». Si celles-ci ont eu une efficacité redoutable sur le plan social (bien plus que sur le plan sanitaire), elles n'ont pu empêcher complètement les luttes.

D'ores et déjà on voit réapparaître des manifestations de colère sociale dans les pays où la contestation avait été étouffée et même de véritables explosions comme cela a été

utilisé le prétexte de la pandémie pour casser des mouvements de révolte au Liban, en Algérie, en Amérique Latine et ailleurs, alors même que ces mesures ont considérablement aggravé la misère de larges couches prolétaires. L'OIT (Organisation Internationale du Travail) estimait en mai 2020 que les mesures prises contre la pandémie ainsi que la crise économique allaient provoquer une baisse de 60% de leurs revenus pour 1,6 milliards de travailleurs informels dans le monde et en juin de cette année elle évaluait à 100 millions le nombre de travailleurs qui avaient sombré dans la pauvreté (7).

le cas aux Etats-Unis l'été dernier après le meurtre de Georges Floyd. Ces signes ne sont pas encore l'annonce du réveil de la lutte prolétaire de classe au plein sens du mot. Mais en révélant les difficultés de la bourgeoisie à tenir sous contrôle le front social en dépit des mesures extraordinaires qu'elle a imposées, ils sont de bon augure pour l'avenir; c'est le capitalisme lui-même qui pousse les masses prolétaires à la lutte et qui fera réapparaître la perspective du communisme comme seule issue au capitalisme et à tous ses méfaits. Seule la société sans classes pourra éliminer, en même temps que les injustices, la pauvreté et l'exploitation, les maladies qui prolifèrent sur ce terreau fertile.

Tôt ou tard la bombe à retardement explosera.

Mais dans ce futur annoncé de crises, de troubles et de guerres qui se profile, le prolétariat, pour vaincre, devra retrouver ses armes de classe; il devra reconstituer son parti internationaliste et international, sur la base du programme communiste, invariant parce qu'il synthétise le bilan de ses grandes luttes passées, de ses «assauts au ciel» et permettant ainsi de diriger les luttes futures vers la révolution communiste mondiale.

C'est ce à quoi nous travaillons et à quoi nous appelons les prolétaires d'avant-garde à travailler.

Comme le proclamait le vieux cri de guerre du *Manifeste*:

Le prolétariat n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à conquérir!

Notes:

(1) *The Economist*, 12/6/21

(2) <https://www.bmj.com/content/373/bmj.n1137>

(3) *Med Sci*, Volume 36, N°6-7, Juin-Juillet 2020, p.643

(4) La peste de Marseille, de 1720 à 1722, tua autour de 30 000 habitants dans une ville qui en comptait 90 000 environ. Elle fut provoquée par l'appât du gain qui causa le non-respect de la quarantaine d'un navire transportant des étoffes; désireux de vendre celles-ci à la foire, les notables qui en étaient les propriétaires, firent en sorte que le navire débarque au plus vite les tissus – avec les puces dont ils étaient couverts et qui étaient les vecteurs de l'infection. Le pouvoir royal décréta le blocus de Marseille avec attestation de déplacement («billet de santé») obligatoire pour ceux qui devaient se déplacer; un «mur de la peste» fut édifié pour isoler les régions atteintes (la peste ayant gagné les localités voisines comme Arles, Aix et Toulon).

(5) *Med Sci*, op. cit, p.642.

(6) L'hypothèse d'une fuite dans le laboratoire dit «P4» (haute sécurité) qui se trouve à proximité du fameux marché de Wuhan où a été détecté le premier foyer épidémique, a refait surface dans la presse internationale. La Chine qui, après l'épidémie de SRAS en 2003, voulait se doter d'un tel laboratoire pour travailler sur les virus existants dans la région, notamment les coronavirus de chauve-souris; s'était tourné vers la France pour en construire sur le modèle de celui existant à Lyon. Selon l'hebdomadaire *Challenges* (3/6/21) cette demande aurait suscité des oppositions parce qu'il pouvait y avoir une utilisation militaire; mais cela aurait bien été la première fois que les capitalistes français refusent un juteux contrat pour de telles raisons!

Finalement le contrat fut signé par Chirac au nom du coup d'envoi d'une collaboration franco-chinoise dans ce domaine et les futurs responsables chinois vinrent se former en France. Mais cette coopération ne vit jamais le jour; on a appris par contre qu'il existait une collaboration avec les Etats-Unis qui finançaient des travaux de ce laboratoire sur les coronavirus.

(7) *Capital*, 9/6/21

(8) <https://feature.undp.org/vid-and-poverty/fr/>

Crise économique mondiale : état des lieux un an après

Pratiquement un an après la généralisation de la pandémie et la crise sanitaire qu'elle a provoquée, il est nécessaire de dresser un premier bilan de la crise économique mondiale, même s'il est encore partiel. Les chiffres des organisations internationales que nous utilisons pour l'année 2020 sont encore en général provisoires. Avant de les passer en revue relevons que malgré la sévérité du choc encaissé par l'économie internationale, il n'y a pas eu d'effondrement économique ni d'effondrement social du capitalisme ; nous y reviendrons mais il faut souligner que les mesures sans précédent d'accroissement du contrôle social sous prétexte de pandémie ont été très efficaces à cet égard : si elles n'ont pas réussi à triompher du covid-19, elles ont permis d'écarter pour le moment la menace du virus des luttes prolétariennes et des explosions sociales qui se faisait menaçante en 2019 dans de nombreux pays.

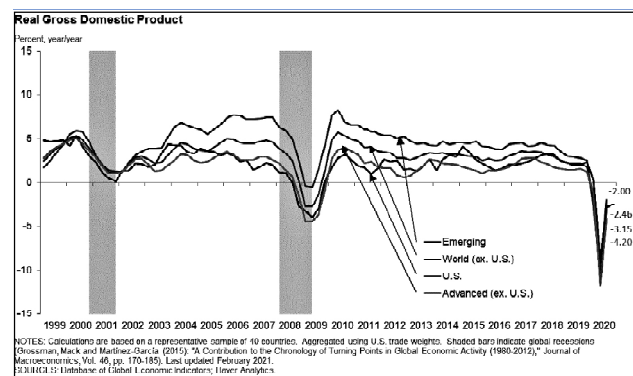
Dès la fin de 2019 les grandes institutions internationales s'inquiétaient du ralentissement de l'économie mondiale, certains économistes parlant d'une « récession industrielle mondiale » ; l'OCDE prévoyait que la croissance mondiale plafonnerait à 2,9% en 2020, « le plus bas niveau depuis 2009 » (soit le maximum de la grande récession), tandis que le FMI, obligé comme toujours à produire des prévisions optimistes, annonçait un « rebond » à 3,4% tout en avertissant que cette reprise resterait « précaire ». En réalité, comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises, la récession économique était déjà en acte sur le plan de la production industrielle, de façon sans doute différenciée selon les pays et les régions du monde, lorsque la crise sanitaire a été le déclencheur d'une crise économique généralisée sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale ; il n'y a pas de doute que les mesures prises par les différentes bourgeoisies face à la pandémie en termes d'arrêts de la production, de restrictions aux déplacements et de fermeture des frontières, ont considérablement aggravé la crise, mais il n'y a pas de doute non plus que cette crise était déjà présente.

LES CHIFFRES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le PIB (Produit Intérieur Brut) est un indice pour

estimer l'activité économique d'un pays en faisant la somme des « productions de richesse » des « agents économiques » (ménages, entreprises, administrations publiques) présents dans ce pays, indépendamment de la nationalité des propriétaires (alors que le PNB – Produit National Brut – ou RNB – Revenu National Brut – prennent en compte les entrées et les sorties de capitaux des entreprises « transfrontalières »). Non seulement il n'a rien de marxiste (il ne se base pas sur l'évolution des profits, etc.) , mais selon les économistes bourgeois eux-mêmes, il s'agit d'un indice très grossier : par exemple le PIB peut continuer à afficher une progression alors qu'un pays est en récession si l'un des secteurs économiques y est en croissance (mettons la production d'une matière première pour un Etat exportateur de celle-ci) ; de façon générale il a tendance à ne pas refléter avec précision les aléas économiques et à diminuer la profondeur des crises. En l'absence d'autres indices, il est cependant utilisé de façon générale, car il donne tout de même des indications sur l'état de l'économie capitaliste, et il vaut la peine d'être considéré, en prenant en compte des Etats en général délaissés par les grands médias européens.

Produit intérieur brut réel



Le FMI estime à 3,5% le recul du PIB mondial pour 2020, ce recul étant plus prononcé pour les grands pays capitalistes (-4,9%) que pour les pays « émergents » (-2,4%) cette différence s'expliquant essentiellement par la performance de la Chine, classée dans cette catégorie par le Fonds. C'est une baisse plus de deux fois plus importante que lors de la grande

récession de 2008-2009 (-1,6% en 2009, selon la Banque Mondiale), la seule période depuis les années trente où le PIB mondial avait reculé.

Une des particularités les plus importantes de la crise actuelle et l'un des facteurs de sa gravité est sa quasi-simultanéité à l'échelle mondiale et son extension à tous les pays. Lors de la crise économique de 1974-75, nous avons souligné que, pour la première fois depuis la fin de la guerre mondiale, les principales économies se retrouvaient en phase dans la plongée de la crise, ce qui empêchait que certaines d'entre elles puissent servir de « locomotives » pour faire repartir l'économie internationale ou au moins amortir la crise.

Cependant cette crise était restée limitée géographiquement à une partie du monde (dit « occidental » en y intégrant le Japon), le bloc soi-disant « socialiste » notamment restant à l'écart (bien qu'en subissant malgré tout les effets), alors que nombre de pays dits du « Tiers Monde » n'étaient que peu ou pas touchés. Il en fut de même pour la crise de 1980-82, même si les pays d'Amérique Latine furent frappés d'une grave crise d'endettement à la suite de la récession mondiale.

La grande récession de 2008-2009 se généralisa à l'échelle internationale de façon beaucoup plus importante que toutes les précédentes. Il n'en reste pas moins que de très grands pays, surtout asiatiques, furent nettement moins atteints : la Chine (selon les statistiques toujours sujettes à caution dans ce pays), après avoir essuyé une baisse de la production fin 2008 et début 2009, enregistra finalement une hausse de son PIB pour cette année là de 8,3%, à peine inférieure à celles de 2008 et de 2010. Même chose pour l'Inde avec une hausse du PIB estimée à 6,1%, tandis qu'en Indonésie le ralentissement était un peu plus marqué avec une hausse de 4,5% (contre 6,1% en 2008). A l'autre bout de la planète, même le Brésil ne connut pas une baisse du PIB en 2009, mais une simple stagnation : 0% de croissance, alors qu'en Europe la Pologne réussissait à éviter une récession avec une hausse, faible mais indéniable, de son PIB en 2009 : +1,4%...

Le tableau est différent pour la crise actuelle : parmi les grandes économies seule ou à peu près la Chine devrait, après un recul historique au début de l'année dernière, enregistrer en définitive une croissance de son PIB en 2020, autour de 2%. En dix ans les liens économiques entre les différents pays du monde n'ont cessé de se renforcer, facilitant ainsi non seulement la diffusion des virus mais aussi celle des crises économiques.

Le commerce mondial, qui avait commencé à baisser légèrement dès 2018, devrait avoir reculé de près de 10% en volume sur l'année 2020, un chiffre inférieur à ce qui était redouté au printemps dernier lorsque le commerce mondial s'était effondré de plus de 20% ; ce sont des chiffres comparables à ceux de 2009 (-19% au premier trimestre 2009, 12% sur

l'année), année de sa plus forte baisse depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Pour mémoire, lors de la crise économique de 1974-75, le commerce mondial avait reculé de 5% en volume (un peu plus qu'en 1957-58 : -4%), tout en continuant à croître en valeur ; lors de la sévère récession de 1981-82 il avait baissé de plus de 6% en volume (-2% en valeur).

Passons donc en revue les chiffres du PIB avancés pour les principaux pays par le FMI et l'OCDE, la CEPAL et la Banque Mondiale (il y a quelques petites différences entre les chiffres des institutions).

Nous commençons par les Etats-Unis ; ils ont connu une baisse relativement modérée de leur PIB : -3,5% environ. Les économistes attribuent cette – relative ! – résistance à la moins grande ouverture des Etats Unis au marché mondial que par exemple les pays européens.

Europe : la baisse dans la zone euro se situe autour de 7%, faisant de l'Europe une des régions du monde les plus impactées ; mais cette moyenne cache que tous les pays n'ont pas connu la même baisse : l'Allemagne enregistre « seulement » une baisse de 5,3%, alors que celle de la France est de 8,2%, celle de l'Italie 8,9% et celle de l'Espagne de 11%. Le Portugal a enregistré une chute de 7,6% « la plus forte depuis 1936 », celle de la Grèce où le tourisme est un secteur économique encore plus important, étant de 8,2%. De son côté, la Belgique aurait connu un quasi-effondrement de 13,9%.

Hors zone euro, le recul de la Grande-Bretagne qui a également souffert des retombées négatives du Brexit, est à peine moins prononcé que celui de l'Espagne : -10%. La Suisse n'enregistrerait qu'une baisse de 3 à 3,5%. Pour les petits pays nordiques on a les estimations suivantes : Danemark : -4,5%, Finlande -3,3%, Suède : -2,9% Norvège : -2,8%

Le PIB de la Russie s'établirait en recul de 3,6% en 2020, celui de l'Ukraine de 5%, celui de la Pologne de 3%.

Les plus puissants pays européens ont donc été sévèrement touchés même si la différence de puissance économique entre ces grands Etats est montrée par la crise.

Asie : nous avons vu que la croissance du PIB chinois en 2020 est estimée à 2% environ. L'Inde où le FMI prévoyait au printemps une hausse du PIB a connu au contraire une forte chute, de 8% à 10% selon les estimations. Le Japon devrait avoir connu une baisse de plus 5% tandis que celle de la Corée du Sud ne serait au final que de 1%. L'Indonésie enregistrerait une baisse supérieure à 2%, le Pakistan seulement de 0,5% ; la Thaïlande, touchée de plein fouet par l'arrêt du tourisme et la chute des exportations, aurait vu son PIB reculer de 6,5% alors que par contre le Vietnam et le Bangladesh enregistreraient une croissance, bien que ce dernier pays ait été sévèrement impacté par

Crise économique mondiale

le quasi-arrêt de ses exportations vers l'Europe, son premier marché.

Afrique et Moyen Orient : Pour la Turquie, le FMI comme l'OCDE donnent une estimation d'une **croissance** du PIB de 1,8%, alors qu'en octobre la Banque Mondiale prévoyait un **recul** de 3,8% : le quatrième trimestre aurait été marqué par une forte croissance du marché intérieur qui aurait permis de contrebalancer le recul antérieur.

De la même façon, le FMI et l'OCDE estiment que le PIB de l'Egypte a continué à croître en 2022 (+2,8%) en dépit de la chute des revenus du tourisme (-70%) et des transferts de fonds des travailleurs émigrés. Pour l'Arabie Saoudite la baisse du PIB est estimée à 4% tandis qu'au Liban déjà en forte crise l'année précédente, c'est un véritable plongeon qui aurait eu lieu, autour de 20% ou davantage.

La situation est moins catastrophique au Maghreb où on a les estimations suivantes : au Maroc, où la crise a été aggravée par une sévère sécheresse, chute de 6 à 7%. Algérie : -5% ; Tunisie : -8,6%.

En Afrique noire, le Nigéria, le pays le plus peuplé du continent, a connu sa récession la plus grave depuis plus de 30 ans au moins, même si le recul du PIB pour 2020 ne serait que de 2% ; l'Afrique du Sud, le pays africain le plus industrialisé a enregistré une baisse beaucoup plus importante : -7%

Amérique Latine : Elle était déjà en récession en 2019 et donc la situation n'y a fait que s'aggraver ; la CEPAL prévoit une baisse de 7,7% du PIB pour l'ensemble de l'Amérique Latine et des Caraïbes, ce qui en ferait « *la crise la plus grave depuis 120 ans* ». Elle donne les estimations suivantes pour les différents pays ; le Venezuela continue à plonger avec une prévision de -30% ; le Pérou vient ensuite avec -12,9%, dépassant l'Argentine à -10,5%, le Mexique à -9% la Colombie à -7% et le Chili à -6%. Même si Bolsonaro a déclaré que le pays était « *en faillite* », le Brésil avec un recul « limité » à -5,3% fait presque bonne figure ! A noter que Cuba est crédité d'un recul de -8,5% : le pseudo socialisme cubain n'a pas protégé l'île de la crise...

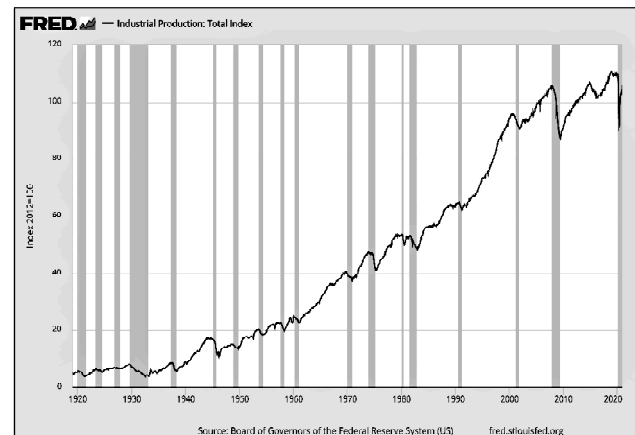
PRODUCTION INDUSTRIELLE

Les chiffres de la production industrielle sont désormais difficiles à trouver dans les publications des institutions internationales que nous avons utilisées, bien que ces chiffres donnent un éclairage plus précis de la situation économique (sans toutefois oublier que la création de profit, qui est l'âme du capitalisme se réalise aussi en dehors de l'industrie). Nous donnons des tableaux publiés notamment par la Réserve Fédérale de Philadelphie (FRED) dont les travaux font autorité pour la production industrielle des Etats Unis du Brésil et des plus grands pays européens ; on y constate que la reprise de la production industrielle

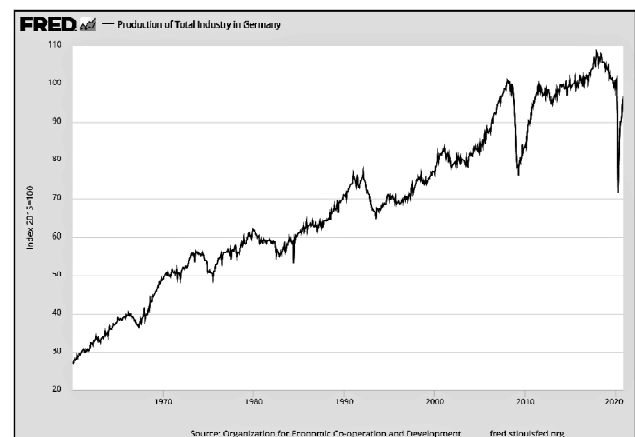
après la crise de 2008-2009 a été de faible ampleur, voire n'a pas eu lieu !

Nous publions aussi la série statistique de la production industrielle aux USA depuis la fin de la première guerre mondiale. On y voit qu'autrefois les variations en pourcentage étaient beaucoup plus fortes, mais les quantités de marchandises produites étaient aussi beaucoup plus faibles. Les colonnes en gris indiquent les récessions ; elles permettent de visualiser les cycles économiques.

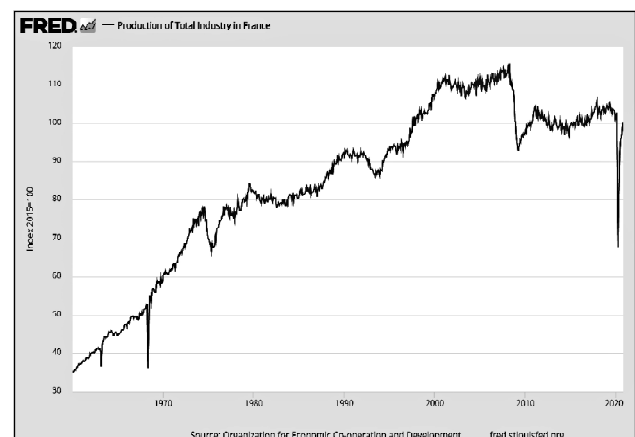
Production industrielle des Etats-Unis



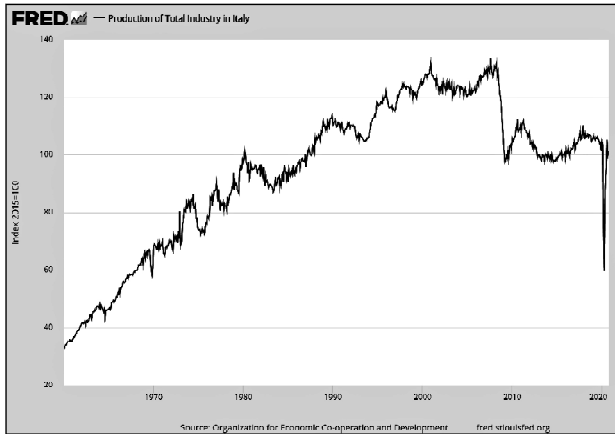
Production industrielle de l'Allemagne



Production industrielle de la France



Production industrielle de l'Italie



Production industrielle de l'Espagne



Production industrielle du Brésil



CYCLES ÉCONOMIQUES ET CAPITALISME DROGUÉ

Tous ces chiffres dessinent le tableau d'une crise sans précédent depuis la fin de la guerre mondiale, voire plus. Mais les organisations dont nous avons cité les statistiques fournissent des prévisions très optimistes pour 2021, qui devrait connaître un fort rebond économique. Il est inévitable qu'une reprise ait lieu ; mais même si elle se confirmait de façon aussi forte, ce

qui est plus qu'hypothétique, la crise actuelle aura des conséquences durables et profondes. Elle n'est pas un « accident de parcours » due à l'apparition inopinée d'un virus, mais elle est en dernière analyse le résultat du mécanisme cyclique de l'économie capitaliste. Marx avait établi que celle-ci passe par des périodes d'expansion qui débouchent inévitablement sur des crises, selon des cycles d'une durée approximative à son époque de 10 ans. Au cours de la période d'expansion économique qui a suivi la deuxième guerre mondiale, ces cycles semblaient s'estomper, ce qui était un des arguments mis en avant par certains pour parler d'un « néo-capitalisme » capable de surmonter au moins partiellement ses contradictions et de se « réguler » grâce à l'action de l'Etat. La grande crise de 1974-75 a fait disparaître ces théorisations et on a pu constater d'autre part que la durée des cycles se raccourcissait.

Mais ce dernier phénomène ne s'est pas confirmé : si l'on considère les cycles économiques en examinant le cas des Etats-Unis, première puissance capitaliste mondiale où les choses sont plus claires et mieux documentées qu'ailleurs, on constate que l'intervalle avec la précédente crise économique internationale (2008-2009) est supérieur à 10 ans (146 mois) : c'est le plus long cycle d'expansion économique enregistré depuis 1857 (date des premières statistiques publiés par le NBER, service officiel américain chargé d'établir les cycles économiques) ; le précédent étant celui qui avait conduit à la crise de 2001 (128 mois). Ce rallongement du cycle s'explique fondamentalement par les mesures dites « non conventionnelles » d'« assouplissement monétaire » (*quantitative easing*) : les quantités d'argent déversées par les Etats et les banques centrales dans les circuits économiques pour faire repartir la machine.

Cette politique d'argent facile (prêt à très faible taux voire à taux négatif) et de création monétaire, cette **économie de crédit** que l'administration Trump a prolongée et accentuée, semblable à une drogue, a permis sans aucun doute la prolongation du cycle de croissance, bien que cette croissance ait été anémique. Les gouvernements ont répondu à la crise actuelle en augmentant les doses – et ils ont réussi jusqu'ici de nouveau à éviter un effondrement économique tel qu'il semblait se dessiner au printemps.

Mais étant donné que la saturation des marchés par la surproduction, cause de toutes les crises, n'a pas été réellement surmontée, cet afflux de liquidités a eu du mal à trouver des rendements suffisants dans la production de marchandises ; il s'est dirigé en bonne partie vers les bourses qui ont enregistré des records en dépit de la crise économique et la spéculation financière en généra, créant des « bulles » qui menacent à tout instant d'éclater. Un exemple de cette spéculation est donné par l'envol du cours des « crypto-monnaies » ; cette frénésie spéculative est encouragée par les annonces de « plans de relance » pharamineux et l'assurance que la politique

Crise économique mondiale

de l'argent facile (pour les banques et les institutions financières !) ne sera pas arrêtée : les gouvernements ont trop peur que s'ils suspendaient l'administration de sa drogue le malade capitalisme tomberait dans les convulsions, autrement dit que cela déclencherait une crise économique et financière de plus grande ampleur encore !

ECONOMIE DE CRÉDIT

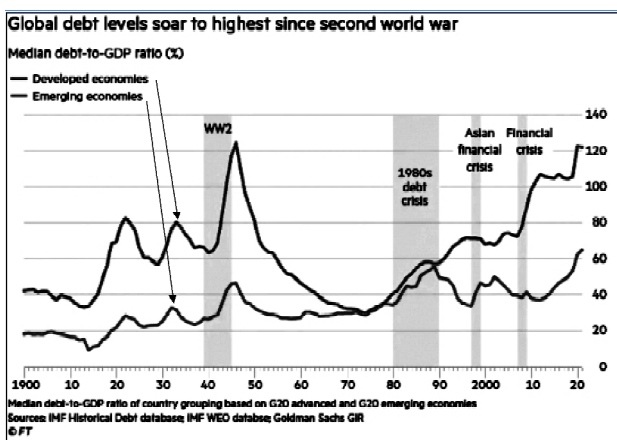
Marx expliquait que l'économie de crédit accélère la croissance des forces productives en rompant la barrière à la production causée par le caractère contradictoire du capitalisme qui tend à se développer sans se soucier des limites du marché : le crédit tend à accroître le marché, mais cet accroissement se révèle en définitive artificiel. En conséquence : **le crédit accélère en même temps les explosions violentes de cette contradiction, les crises, et, partant, les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production** (Le Capital, Livre 3, ch. 27 « Le rôle du crédit dans la production capitaliste »).

Au niveau international les économistes parlent de « vagues d'endettement » et en dénombrent 4 depuis 50 ans ; la troisième a débouché sur la crise mondiale de 2008-2009, déclenchée par l'impossibilité aux Etats Unis de rembourser les crédits avancés ; une quatrième, « sans précédent par son ampleur, sa rapidité et son caractère généralisé » (banquemoniale.org, janvier 2020) a accompagné la reprise économique qui a suivi – l'alimentant en fait ; puis elle s'est accélérée dans les dernières années (en particulier à la suite des mesures de l'administration Trump), fournissant du carburant pour la prolongation du cycle de l'expansion. Selon l'IFF (Institute of International Finance) fin 2020 l'endettement public et privé, démesurément gonflé par les mesures gouvernementales de soutien à l'économie prises surtout par les plus grands Etats, devait atteindre un niveau record, bien supérieur à celui qui a précédé la crise de 2008-2009 (l'augmentation de l'endettement ayant été la plus forte en Chine, en Turquie,

en Corée et aux Etats-Unis).

L'endettement mondial n'a jamais atteint un tel niveau depuis la dernière guerre mondiale.

Dettes mondiale depuis 1900



Ce gigantesque endettement qui sera encore renforcé par les plans de relance (tel celui, pharaonique décidé aux Etats-Unis) est nécessaire pour tirer en avant l'économie mondiale à bout de souffle : mais le remède ne pourra durer éternellement. Tant que les forces productives en surnombre n'auront pas été détruites (y compris par les destructions entraînées par une guerre généralisée qui seraient un véritable **bain de jouvence** pour le capitalisme), il n'y aura pas de véritable et durable reprise. La crise de 2020 n'est pas surmontée ; les capitalistes ont seulement gagné du temps en parant au plus pressé et déjà de plus en plus nombreux sont ceux qui lancent des avertissements sur la prolongation de la crise en crise financière par l'éclatement des bulles nées du crédit.

Le *Manifeste du Parti Communiste* le disait déjà en 1848 :

Le capitalisme ne surmonte ses crises qu'en jetant les bases de crises ultérieures plus graves encore.

Russie et révolution dans la théorie marxiste

Deuxième partie

Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1)

1. SORTIE ORIGINALE DE L'« ANCIEN RÉGIME »

Dans la première partie de ce rapport nous avons vu amplement comment le mouvement marxiste en occident jugeait la perspective historique de la Russie, et les éventualités qu'il avait définies pour l'extension à la Russie de la grande révolution démocratique et bourgeoise européenne, et pour les développements ultérieurs de la lutte de classe et d'une révolution socialiste.

En effet, étant donné le grand retard historique de la première révolution, et la vigueur du mouvement ouvrier en Europe ainsi que de sa doctrine achevée, il fallait s'attendre à ce que le second problème se superpose au premier; il s'agissait donc d'établir quelles tâches en découlaient pour l'Internationale prolétarienne.

Cette liquidation des formes médiévales et féodales se posait de façon originale par rapport aux pays d'Occident où, au moment de la révolution antiféodale, la classe ouvrière n'était pas encore assez puissante pour pouvoir y jouer un rôle autonome; elle n'avait eu d'autre fonction que de soutenir résolument toutes les insurrections libérales, démocratiques et d'indépendance nationale.

Nous avons dit à plusieurs reprises que cette situation n'était pas du tout nouvelle, mais qu'elle était avant tout une répétition de la situation de l'Allemagne en 1848: une révolution bourgeoise semblable aux révolutions anglaise et française était prévue avec certitude; il n'y avait alors pas de doute sur son issue victorieuse (alors qu'elle fut diluée par la suite dans une

longue série de luttes d'États et de classes), et l'appel était déjà lancé à la classe ouvrière allemande, pour que, après son concours au succès de cette révolution, elle essaye d'aller plus loin, comme les ouvriers français l'avaient en vain tenté en 1831 et 1848 (et comme ils le tenteront à nouveau, tout aussi vainement, en 1871).

Nous avons résumé les différences entre les deux situations, à côté de leur analogie de fond. Les caractéristiques d'« inertie historique » de l'aire *grand-slave* sont beaucoup plus accentuées que celles de l'aire *germanique*; elles tiennent des formes étatiques asiatiques et du monolithisme de l'État despotique central de formation ancienne, antérieur ou au moins contemporain à la formation de l'aristocratie dominante, si bien que le pouvoir unitaire, militaire, policier et bureaucratique n'est pas une ressource moderne de la forme capitaliste de production, mais correspond à la forme précente rurale et pré-mercantile – tout ceci en rapport lointain avec les différences des conditions matérielles du milieu physique et naturel qui ont produit une forme bien différente d'organisation humaine stable sur le sol.

Cette analyse générale – inséparable de la formulation selon laquelle l'histoire russe s'étudie et s'explique avec la méthode historique dialectique et matérialiste découverte par l'analyse de l'économie anglaise et qui s'adapte comme un gant à toute l'histoire sociale de l'Occident blanc –, ayant été confirmé par l'étude complète tout le matériel de l'éco-

le marxiste européenne, nous allons en faire autant avec le matériel du mouvement russe *passé* de façon foudroyante *en tête* de la Révolution Mondiale (événement principal de notre génération), .

Étude et explication d'un cours historique, découverte de ses lois, ne signifieraient rien s'ils ne débouchaient pas sur une *prophétie*, risquée mais faite sans hésitation, sur une *hypothèque* – oui messieurs – sur le futur. Il s'agirait d'une faillite de la doctrine si cette hypothèque n'était pas payée au moment voulu, tôt ou tard; et si c'est tard, c'est au risque et à la charge de ces formes de production définies qui résistent à crever.

Il s'agit maintenant de soumettre la perspective tourmentée de tous les mouvements récents de Russie, et de celui qui s'est placé avec force au premier plan, le bolchevisme, à la même épreuve que celle à laquelle nous avons soumis la contribution du marxisme d'Europe.

Quittons cette dernière contribution avec la formule, comme toujours incomparablement synthétique, que Marx donne dans une de ses lettres à Sorge – que nous avons déjà citée – du 1er septembre 1870, lors du déclenchement de la guerre franco-prussienne : « *Ce que les ânes prussiens ne voient pas, c'est que la guerre actuelle mène nécessairement à une guerre entre l'Allemagne et la Russie, comme la guerre de 866 conduisit à une guerre entre la Prusse et la France. Et cette guerre numéro deux servira de nourrice à l'inévitable révolution en Russie* ».

2. CONCORDANCES LÉONINES

L'immense matériel critique fourni par les Russes dans la confrontation torrentielle entre idéologies opposées reflète – en restant à la hauteur – les heurts apocalyptiques des forces sociales en Russie et leur chevauchement tempêteux qui n'est certainement pas achevé. En cela se confirme une autre loi : que le pharisien capitaliste ne se réjouisse pas trop du retard que met à se réaliser le « c'est écrit », qui le terrorise parce qu'il expiera le répit obtenu par une confirmation bien plus éclatante du caractère catastrophique que nous avons théorisé de sa fin.

Nous choisirons nombre des constructions les plus rigoureuses non seulement dans l'œuvre de Lénine mais également dans celle de Trotsky qui, dans de nombreux cas, ne reste pas en arrière des formulations de la « pensée de l'histoire » à travers la voix de ses acteurs.

Anticipons une belle synthèse de la position historique purement *léniniste* – quoiqu'en disent les multiples séries des personnes sans scrupules qui dans leur impuissance à effleurer, même de loin, la dialectique, voient en Lénine, qui un libéral, qui un anarchiste, qui un démocrate républicain bourgeois, qui un plat ouvriériste, qui (imbécilles!) un chef paysan, qui (canailles!) un petit-bourgeois partisan des blocs – dans la mesure où elle est sur une ligne du « fil du temps ». Nous citons Trotsky lorsque, marxiste authentique, il republie mot pour mot en 1922, après la guerre civile, ce qu'il avait écrit en 1905; dans sa préface il décrit comment les marxistes russes voyaient le problème central de la révolution double :

« Dès 1905, nous étions infiniment loin d'une conception *mystique* de la démocratie ; nous nous représentions la marche de la révolution non point comme une réalisation des normes absolues de la démocratie, mais comme une lutte des classes, durant laquelle on utiliserait provisoirement les principes et les institutions de la démocratie. A cette époque là, nous mettions en avant, d'une façon déterminée, l'idée de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; nous estimions que cette conquête était inévitable et, pour en venir à cette déduction, loin de nous fonder sur les chances que présenterait une statistique électorale selon " l'esprit démocratique ", nous con-

sidérons uniquement les rapports de classes. Les ouvriers de Pétersbourg, dès 1905, appelaient leur soviét " gouvernement prolétarien ". Cette dénomination circula alors et devint d'usage familier, car elle entraînait parfaitement dans le programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous opposions au tsarisme le programme de la démocratie politique dans toute son étendue – suffrage universel, république, milice, etc. Nous ne pouvions pas faire autrement. La démocratie politique est une étape indispensable pour le développement des masses ouvrières avec cette réserve fondamentale, cependant, que, dans certains cas, il leur faut des dizaines d'années pour parcourir cette étape, tandis qu'en d'autres circonstances la situation révolutionnaire leur permet de s'affranchir des préjugés démocratiques avant même que les institutions de la démocratie n'aient eu le temps de s'établir et de se réaliser ».

Ces phases et celles qui les suivent, et qui rappellent un événement d'une importance telle important qu'il *valait la peine* d'avoir fait pour lui une grande Révolution et de la voir ensuite tristement partir en fumée (« la dispersion de l'Assemblée constituante par les forces armées du prolétariat exigea à son tour une révision complète des rapports qui pouvaient exister entre la démocratie et la dictature. L'Internationale prolétarienne, en fin de compte, ne pouvait que gagner à cette situation, dans la théorie comme dans la pratique »), nous serviront encore. Elles le feront quand nous traiterons de la

3. TABLEAU SOCIAL RUSSE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE- L'ÉTAT.

Quand il range à leur place l'État despotique, la classe noble, le clergé et la classe paysanne, tout ce que décrit Engels dans ce tableau est suffisamment connu. Les descriptions des premiers marxistes russes sont conformes à ces analyses. Nous leur demanderons plus loin des contributions plus importantes, non seulement sur l'apparition du capitalisme, déjà solidement dessinée et mise en relief par Marx et Engels, mais surtout sur les premiers mouvements du prolétariat industriel, et enfin sur la critique des différentes tendances politiques, souvent prises

perspective de Lénine de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » sur laquelle se sont cassées tant de têtes *adialectiques*. Ce n'est pas un pacte de larrons en foire; cette formule répond à la confluence dans un tourbillon historique pour une tumultueuse et déchirante fécondation de quatre courants roulant dans des directions inconciliables mais qui étaient malgré tout à ce moment là, les *composantes* de la résultante historique.

Pour le marxiste Trotsky il ne peut être question d'essences immuables mais de champs et de cycles historiques, conformément à la position de notre école qu'aujourd'hui – en recopiant obstinément les mêmes choses – nous défendons encore, pour la millième fois.

Transposer les rapports entre les classes et les formes sociales de cette aire et de cette époque dans l'Occident ultra-bourgeois d'aujourd'hui, et s'y occuper pareillement de la sollicitation démocratique, reviendrait à confondre les charmes d'une vierge encore verte et pleine de vie avec les appels rauques d'une professionnel de bordel, flasque et décatié.

Nous allons emprunter à Trotsky une autre formule, à l'unisson avec ce que n'importe qui d'entre nous pourrait avoir écrit entre 1875, 1905 ou 1925; elle se trouve dans les premières lignes de ce texte historique : « Notre révolution a tué l'idée que nous étions un peuple à part. Elle a montré que l'histoire n'avait pas créé pour nous de lois d'exception. Et pourtant la révolution russe a un caractère unique, qui est la somme des traits particuliers de notre développement social et historique et qui ouvre à son tour des perspectives historiques toutes nouvelles ».

à tort pour des querelles stériles d'émigrés politiques.

En guise de confirmation, nous pouvons demander à Trotsky – afin d'éviter le reproche, habituel, d'élaborer *post festum* des théories commodes – d'autres formules, essentiellement sur les caractères historiques de l'État russe.

Le problème a déjà été cerné ; nous nous limiterons donc à des passages qui, même isolés, restent significatifs, et qui justifient nos expressions : étatisme terrien, étatisme agraire, féodalisme d'État – plutôt que féodalisme

nobiliaire terrien – en tant que forme définie de production dans laquelle, l'État est depuis le début un agent économique, un facteur économique.

« *L'Etat russe, en fait, est à peine plus récent que les autres Etats européens : les chroniques fixent à l'année 862 le début de son existence [mille ans de plus que le jeune Etat italien qui naquit bourgeois ! – NDA]. Mais les conditions géographiques qui sont les siennes ainsi que la dispersion de sa population sur un territoire immense entravaient, en même temps que le développement économique, le processus de sociale, laissant notre histoire loin derrière celle des autres pays.*

L'histoire de l'économie politique russe est faite d'une chaîne ininterrompue d'efforts héroïques dans leur genre, tous destinés à garantir les ressources indispensables à l'organisation militaire. Tout l'appareil gouvernemental fut construit et, de temps à autre, reconstruit en fonction du Trésor. La tâche des gouvernants consistait à utiliser les moindres produits du travail national pour ces mêmes fins.

L'histoire de l'économie politique russe constitue une chaîne ininterrompue d'efforts, héroïques en leur genre tous voués à assurer à l'organisation militaire les moyens indispensables [pour se défendre contre des ennemis mieux armés l'État russe fut contraint de se créer une industrie et une technique...]. Toute la machine gouvernementale fut construite et, de temps à autre, reconstruite, dans l'intérêt du Trésor. La tâche des gouvernants consistait à utiliser les moindres produits du travail national pour ces mêmes fins. Dans sa recherche des fonds indispensables, le gouvernement ne reculait devant rien : il imposait aux paysans des charges fiscales arbitraires et toujours excessives, auxquelles la population ne pouvait faire face. Il décida que la commune serait fiscalement responsable. [Il établit la responsabilité collective du paiement de la totalité des taxes imposées : côté dialectique du communisme ou, mieux, du microcommunisme vassal de l'État, qui jouit en commun de ce qui a été produit en commun, mais qui prévoit un versement à l'État et non au noble ou au propriétaire foncier bourgeois comme le paysan parcellaire individuel de l'époque ultérieure]. Par des prières et des menaces, par des exhortations et des

violences, il extorqua de l'argent aux marchands et aux monastères. Les paysans fuyaient leurs maisons, les marchands émigraient».

Le XVII^e siècle enregistre une forte diminution de la population. Le budget de l'État était d'un million et demi de roubles or (environ deux milliards des liras italiennes d'aujourd'hui) dont 85 % servait à des fins militaires. À la moitié du XVIII^e siècle il s'élevait à 20 millions (une trentaine de milliards) dont environ 70 pour cent pour la guerre. Au XIX^e siècle et à l'époque de la guerre de Crimée il était encore bien plus important.

Rançonner la population ne suffit pas. Déjà Catherine II (1762-1796) avait contracté des prêts à l'étranger. « *L'accumulation d'énormes capitaux sur les marchés financiers de l'Europe occidentale a exercé, depuis ce temps là, une influence fatale sur l'évolution politique de la Russie* ».

La dette s'éleva en 1908 à 9 milliards de roubles. Cette année-là les dépenses militaires atteignirent le milliard de roubles, soit 40 pour cent du budget total. Observons qu'il ne faut pas se laisser impressionner par le chiffre de la population, à l'époque environ le double de la population italienne actuelle, alors qu'aujourd'hui le budget italien est du même ordre de grandeur. Le fait important est qu'aucun État, même en tenant compte du grand nombre d'habitants, n'a connu, même de loin, un tel mouvement économique avant la révolution bourgeoise-capitaliste.

Mais l'économie ne connaît ni patries ni frontières juridiques. « À la suite de la pression que l'Europe capitaliste exerçait ainsi, l'État autocratique absorbait une partie démesurée des surprofits, c'est-à-dire qu'il a vécu aux dépens des classes privilégiées qui étaient alors en train

de se former, freinant ainsi leur développement déjà lent en lui-même. Mais ce n'est pas tout. L'État s'est emparé également des produits indispensables à l'agriculteur, il lui a enlevé ses sources de subsistance, il l'a contraint à abandonner les lieux où il avait à peine réussi à s'installer et, ainsi, il faisait obstacle à l'augmentation démographique et retardait le développement des forces productives. De cette façon l'État, en absorbant une part démesurément grande du surprofit, a ralenti le processus déjà lent de différenciation des classes ».

Encore deux observations qui nous confirment la correspondance avec ce que nous avons dit dans la première partie. « Sous ces aspects le tsarisme est une forme intermédiaire entre l'absolutisme européen et le despotisme asiatique, peut-être plus proche de ce dernier ». Et l'autre sert à démontrer combien sont anciennes certaines formulations tordues – qu'aujourd'hui certains croient avoir inventées –, formulations sur l'État qui l'emporte sur l'économie et renverse le jeu des classes ; certains qui ne s'aperçoivent pas qu'ils pensent, involontairement, en bourgeois, que le centre politique fort émane non pas de l'infrastructure sociale donnée par les conditions spécifiques de production mais par la puissante de la volonté du monarque, du chef de guerre ou du politicien de service, dans la succession des noms dont des imbéciles, très anciens et très modernes, restent éblouis.

« Affirmer, comme le faisait Milioukov (le chef libéral russe) dans son histoire de la culture russe que, alors qu'en Occident les classes créaient l'État et que chez nous le pouvoir d'État créait, dans son intérêt, les classes, serait la destruction de toute perspective historique ».

4. LES CLASSES AGRAIRES

La population agraire au moment de la réforme de 1861, comme nous le savons, se répartissait en deux parts quasi égales, serfs des nobles et serfs de l'État. Selon les chiffres donnés par Trotsky les premiers étaient 11 907 000 et les seconds 10 347 000. La répartition des terres sur lesquelles ils travaillaient et qui leur furent assignées était très différente. Les ex-serfs des nobles eurent environ 38 millions de déciatines, donc 3,17 par paysan ; les ex-serfs de l'État en

eurent beaucoup plus : 70 millions environ, et donc pour chacun plus du double : 6,74 déciatines.

Déjà alors il n'y avait que peu de paysans propriétaires parcellaires libres (mais certes pas libres des caresses du fisc) : presque un million avec 4 260 000 déciatines, en raison de 4,90 pour chaque paysan. La réforme intéressa donc 23 millions de paysans et 112 millions de déciatines. La déciatine correspond à un peu plus d'un hectare, et cette superficie est équivalente

Russie et révolution

valente à environ quatre fois la superficie agricole italienne. Celui qui observe que la superficie géographique de la Russie européenne est donc quinze fois celle de l'Italie, et la population environ le triple, doit noter que cette superficie ne représentait pas toutes les terres agricoles russes qui atteignaient plus de 350 millions de déciatines, une centaine appartenant déjà à des personnes privées (dont 80 environ de grandes et moyennes propriétés restées aux nobles et aux riches), 150 millions environ à la Couronne, en grande partie non divisibles en lots et non cultivables, et 9 millions aux couvents.

Le mouvement des possessions terriennes déterminé par la réforme se développe dans le sens de la fragmentation en très petites possessions qui, quoique devenues autonomes, aggravèrent la misère du paysan en provoquant une diminution dracoenne de la population.

On peut évaluer à sept déciatines le minimum de cette terre extensive suffisant à la vie et au travail d'une famille. Au contraire, les lots de trois déciatines donnés aux serfs des nobles correspondaient à la moitié de leur possibilité de travail puisque, avant la réforme, chaque paysan devait travailler trois jours par semaine dans la terre du boyard : il fut libéré de cette obligation mais il conserva sa fameuse *faim de terre*. De plus, sur ces lots destinés aux serfs, environ 20 pour cent de très bonnes terres furent prélevés, et ces terres passèrent aux nobles. La misère immense et bien connue du moujik russe fut par la suite aggravée par les sommes que les émancipés payèrent d'un côté pour la concession de leur terre, de l'autre pour leur libération personnelle. Ils versèrent 867 millions pour la terre, à cause des estimations exorbitantes faites par les fonctionnaires de l'État, et 219 millions de roubles pour leur rachat personnel. Et après la réforme le poids des impôts étatiques sur le revenu des terres, à égalité de surface, se révéla bien supérieur à celui sur le revenu des terres des riches.

L'évolution qui suivit la réforme entraîna une inégalité dans la répartition entre les paysans des anciennes communautés, en formant une classe de paysans riches, *koulaks*, qui possédaient terres, réserves et argent et qui exploitaient de toutes les façons les paysans pauvres : début d'une

véritable bourgeoisie rurale.

D'un autre côté, sauf cas rarissimes, les grandes propriétés rassemblées entre les mains d'une même personne ou d'un même organisme n'étaient pas, surtout dans la Russie centrale, organisées en grandes entreprises. Le noble et le grand propriétaire foncier, dans une agriculture si arriérée, n'avaient pas avantage à la gestion directe de leurs terres ni à laisser l'exploitation de leurs terres à de grands fermiers capitalistes, ils préférèrent exploiter la faim de terre des paysans des villages, qui aspiraient ardemment à la location d'un tout petit lot dans lequel investir leur force de travail en partie inoccupée. Les terrains des grandes propriétés morcelées en ces lots étaient loués pour des loyers très élevés. « Le paysan est contraint, comme nous l'avons vu, de prendre en location la terre du propriétaire au prix qui lui était demandé. Non seulement il renonce à tout profit, non seulement il réduit au minimum sa consommation personnelle, mais il vend également ses outils à droite et à gauche en

abaissant encore plus le niveau déjà extrêmement bas de sa technique. Face à ces "avantages" décisifs de la petite production, le grand capital recule impuissant : le propriétaire liquide une administration économique rationnelle et morcelle ses terres en les confiant aux paysans ».

Ce tableau est complété par Trotsky avec le calcul du revenu total agricole russe à la fin du dix-neuvième siècle. Il est très bas comparé à celui de chacun des autres pays agricoles : 2,8 milliards de roubles, 2,3 aux paysans et un demi-milliard aux nobles et aux grands propriétaires fonciers. Même la confiscation totale de ce revenu, dont l'aspiration détermine la tension de classe dans les campagnes, n'améliorerait que de 15 pour cent la situation très misérable de la paysannerie : du reste dans le budget, fait par l'auteur, de la classe paysanne en tenant compte des loyers payés et des impôts, on trouve un déficit de 850 millions de roubles à l'année, qui ne serait pas colmaté par les 500 millions du revenu nobiliaire et foncier.

5. L'INDICE DES PUNAISES.

La misère de la famille paysanne « prend de telles proportions que la présence dans l'*isba* (l'habitation de bois et de paille) de *punaïses* et de *blattes* est considérée comme un *symbole éloquent de bien-être*. Et effectivement Chingarev, député à la Douma, a constaté que dans les habitations des paysans sans terre dans les districts du gouvernement de Voronesch, il n'y a aucune punaise, alors que dans les habitations des autres catégories de la population la quantité de punaises dans les *isbas* est, en général, proportionnelle au *bien-être* des familles. Chez 9,3 % des paysans on ne trouve même pas de blattes à cause du froid et de la faim qui règnent dans les maisons ! Ces gracieuses bestioles ont besoin d'une température minimale et ont besoin de trouver un minimum de restes de nourriture ; là où la misère sociale du noble animal homme, roi de la nature, dépasse une certaine limite, le froid glacial et l'inanition les ont toutes exterminées ».

Dans les terres noires, dont nous allons parler, là où la commune de village survit, les paysans à la fin du siècle ne s'étaient pas encore socialement différenciés, parce qu'aucune épargne ne s'était accumulée ou

n'avait pu être destinée à une technique meilleure et au développement des forces productives. Quelle misérable fin pour le *microcommunisme* que nous avons auparavant examiné !

« À l'intérieur de la communauté agricole des terres noires règne une seule égalité, celle de la misère... On ne peut pas noter un autre antagonisme que celui très fort entre paysans pauvres et noblesse parasitaire. »

Comme tous les marxistes, comme Lénine, Trotsky dès 1905 se situe aux antipodes des « partageurs de terre ». La fragmentation des grandes possessions entre paysans, qui passe pour être la grande découverte révolutionnaire des Russes (alors que c'est une vieille tare des réformateurs de tous les temps qui est mise chaque jour en avant dans les programmes agraires de tous les mouvements petits-bourgeois, chrétiens, mazziniens, sociaux-démocrates et staliens, sans compter les fascistes), est considérée par nous comme la plus antimarxiste des mesquineries ; poussée à ses extrêmes, elle devient odieuse aux poux eux-mêmes et ceux-ci se retirent dans la dignité.

Même pensée dans le *domaine bourgeois*, la question agraire ne se

résout pas par la petite propriété au travailleur, mais par la formation d'exploitations étendues, au moyen de l'apport sur la terre de capital d'exercice, et par la transformation des paysans propriétaires en salariés.

Ainsi Trotsky énonce-t-il ces anciennes thèses marxistes : « L'expropriation de la noblesse (et de la grande propriété foncière bourgeoise) ne prend toute sa valeur que lorsque sur les grands domaines arrachés à des mains oisives peut se développer une libre économie rurale de niveau élevé qui augmente de manière considérable le revenu agricole. Une gestion de la terre de type américain (moyenne entreprise mécanisée avec un important capital de gestion), à son tour, n'est possible sur le sol russe qu'après la suppression définitive du tsarisme, de l'absolutisme, avec son fisc, sa tutelle bureaucratique, avec son militarisme vorace, ses obligations financières envers la Bourse européenne. La formule développée de la question agraire serait : expropriation de la noblesse, abolition du tsarisme, démocratie ».

« C'est seulement ainsi que l'on peut faire finalement avancer l'agriculture cela produirait une augmentation de ses forces productives et, dans le même temps, de sa demande en produits industriels. L'industrie recevrait une impulsion puissante pour un développement ultérieur et absorberait une partie importante de la main d'œuvre agricole aujourd'hui inutilisée dans les campagnes. *Mais dans tout ceci on ne trouve pas encore la "solution" de la question agraire : en un système capitaliste, elle ne peut pas être résolue.* Dans tous les cas, cependant, la liquidation révolutionnaire de l'autocratie et du régime féodal doit précéder cette solution ». *Cette solution, donc, est encore purement bourgeoise et capitaliste.*

Encore aujourd'hui, en substance, les grands chefs du gouvernement russe se cassent la tête sur ce rapport entre production agricole et production industrielle, consommation des villes et consommation des campagnes : ils sont toujours prêts aux tournants fameux qui semblent du jour au lendemain mettre sens dessus dessous théories, programmes et plans de production, exposés à passer, de façon explosive, du rang de héros à celui de traître, du rang de surhomme à celui de crétin.

La thèse selon laquelle la solution n'est pas possible dans la for-

me capitaliste s'exprime en disant qu'elle n'est pas possible dans la forme marchande-monnaire. Un des principes marxistes fondamentaux dit : dès que le travail s'échange contre un salaire et le produit contre de l'argent alors non seulement le déséquilibre entre ville et campagne n'est pas résolu mais il s'exacerbe toujours plus.

Le programme de l'abolition de la rente foncière et son passage à l'État qui gère la terre au moyen de grandes exploitations et du travail salarié, en laissant également à l'État le profit d'entreprise, n'est pas encore un programme agraire socialiste.

Celui de l'abolition de la rente patronale et de la location de la terre pour une gestion par des entreprises

privées de fermage capitaliste qui versent leurs loyers à l'État (formule de Ricardo) l'est encore moins.

Ce n'est pas non plus un programme agraire de capitalisme développé que celui qui abolit la rente des gros propriétaires fonciers au moyen de la remise aux paysans de petits lots, de façon que l'agriculteur parcelle-tire du produit ce qui était auparavant la rente, le profit et le salaire ; bilan qui, comme nous le savons de notre étude sur la question agraire, est souvent négatif : le paysan parcelle-tire n'ajoute pas la rente et le profit au travail qu'il fournit mais il doit fournir un temps de travail énorme, plus important que celui que fournirait le prolétaire agricole, pour un salaire normal.

6. LES COUCHES DE LA POPULATION AGRICOLE

Nous connaissons depuis notre étude de la question agraire chez Marx le « modèle » de la production agricole bourgeoise comme, d'autre part, nous connaissons le modèle féodal. Dans ce dernier la classe dominante est une : l'aristocratie terrienne, dont les familles contrôlent de façon héréditaire un territoire donné, ou fief, en ayant un droit seigneurial sur les personnes de tous les habitants qui sont paysans serfs. Ces derniers exploitent un lot de terre des produits duquel ils vivent mais ils doivent au seigneur une quote-part de ces produits et de leur temps de travail. L'exploitation technique de la terre se fait en petits champs, chacun étant lié à une famille de serfs. La bourgeoisie, là où elle apparaît, faite d'artisans qui ne sont ni agriculteurs ni nobles, est une classe opprimée et tenue en dehors du pouvoir politique.

Dans le modèle bourgeois typique de la production agricole, il y a deux classes dominantes : les propriétaires fonciers et les capitalistes agricoles, ou fermiers, qui versent au patron juridique du domaine le loyer de la location (rente) ; et les travailleurs journaliers salariés qui n'ont ni terre ni capital forment la classe opprimée. Le produit est divisé entre ces trois classes, seule la troisième travaille et produit du surtravail, réparti entre les deux autres.

Dans les pays capitalistes modernes, cette forme - techniquement parvenue à la grande exploitation unitaire - ne se trouve jamais à l'état pur. En admettant que la classe ser-

ve soit liquidée définitivement, ainsi que la classe nobiliaire en tant que privilège social, la terre étant désormais toute commercialisable et tout travailleur étant libre de travailler en changeant de lieu quand il en a envie (avec les aléas du recrutement salarial), différents types bâtards persistent à côté des trois classes types (propriétaires fonciers, fermiers, salariés).

Le petit fermier et le métayer ont le caractère d'un détenteur de capital limité et d'un possesseur de sa propre force de travail, mais ils n'ont pas de terre, elle leur est concédée par le propriétaire foncier contre la rente d'un loyer en argent ou en produits (Vanoni a dit justement que l'agriculture partiaire est une forme arriérée, un résidu des formes féodales ; mais, avec le libre accès de l'agriculteur au contrat, elle devient une forme bourgeoise).

Le petit paysan propriétaire, enfin, est en même temps propriétaire foncier, capitaliste et travailleur : comme nous le disions, il cumule - dans la misère la plus stupide et le gaspillage de force de travail et de valeur - rente, profit du capital et travail moléculaire, mais surtout trop de travail pour une trop basse consommation.

La société russe de la campagne dans la phase prérévolutionnaire était un mélange de formes bourgeoises, féodales et préféodales, c'est-à-dire patriarcales et communistes primitives.

Naturellement les types étaient diversement importants dans les différentes régions, et après avoir enco-

Russie et révolution

re une fois rappelé patiemment les formes-types, les modèles de base, nous trouverons encore chez Trotsky la division du pays en trois zones différentes.

Cette répartition concerne les 50 gouvernements dans lesquels la Russie européenne se divise. Ce sont, jusqu'à l'Oural et y compris les peti-

tes mais peuplées Ukraine et Russie Blanche, environ 5 millions de km² (qui aujourd'hui ont 150 millions d'habitants, au début du siècle elles en avaient environ 90).

La première zone est une zone d'« industrie ancienne », la deuxième d'« industrie jeune », la troisième d'agriculture primitive.

7. LES TROIS ZONES RUSSES

La première zone était celle de Saint-Petersbourg-Moscou, la première à être le siège d'une industrie d'État et d'usines surtout textiles. L'agriculture y était déjà évoluée, avec la culture du lin, des cultures horticoles et relativement intensives pour la production commerciale (dirigée vers la consommation des agglomérations urbaines), alors que la production de blé, importé du sud, était basse.

Dans cette zone, on peut considérer qu'en 1900 il n'y a plus de serfs, les nobles ont la figure de propriétaires fonciers du type bourgeois, il y a des petits et moyens fermiers, des petits et moyens propriétaires et encore une certaine quantité de villages agricoles, autrefois serfs de l'État, moins pauvres, avec un artisanat assez important. La *Russie russe*.

La deuxième zone au sud-est, limitée par la Mer Noire et la Basse Volga est devenue plus récemment, par ses grandes richesses minières, le siège d'une industrie lourde. Ce serait l'*Amérique russe*. Des masses de paysans émigrés de la troisième zone misérable, dont nous allons parler, y ont en fait afflué et se sont transformés par la suite en prolétaires. Main d'œuvre et capital disponible ont fait en sorte que de grandes exploitations - appelées alors « usines à blé » - naissent dans l'agriculture surtout pour la production du blé. Celui-ci était exporté tant dans la Russie du nord-ouest qu'à l'étranger par les ports de la Mer Noire, exportation qui a totalement cessé aujourd'hui ; le blé dur servait dans l'Italie méridionale à faire des macaronis qui, depuis un demi-siècle, ont conquis la planète.

Cette zone n'avait pratiquement pas connu la servitude de la glèbe. Dans la campagne les différenciations sociales se faisaient fortement sentir. Face à de riches fermiers se levaient les prolétaires agricoles, venus de la troisième zone dans de nombreux cas.

Dans cette deuxième zone, avant

1905, il n'y avait ni serfs ni semi-serfs, il y avait des capitalistes agricoles et des salariés agricoles, des propriétaires fonciers de type bourgeois, et également, dans une certaine mesure, petite propriété, petite fermage et métayage.

La troisième zone, qui est la plus vaste et se trouve au centre, est la zone immense des « terres noires », appelée l'*Inde russe*. Elle est également la plus arriérée. Elle était relativement peuplée avant la réforme de 1861 : celle-ci, en libérant les paysans serfs de la glèbe, amputa de 24 pour cent, dans les lots les meilleurs, les terres qu'ils cultivaient et qui passèrent aux propriétaires et aux féodaux. C'est là que, après la réforme, le terrible paupérisme apparut avec la fuite de la population. « Dans la troisième zone il n'y a ni grande industrie, ni agriculture capitaliste ». On y trouve le type parasitaire de jouissance de la grande propriété, la situation est : grande possession juridique, petite exploitation technique ; dans la mesure où, comme on l'a déjà dit, les grands propriétaires fonciers ont adopté un système de gestion totalement parasitaire, ils ont fait travailler leurs terres avec les instruments et les bêtes de somme du village, ou ils les ont louées aux paysans qui n'ont pas pu sortir des conditions d'une vie pénible de petits fermiers.

La cohérence de l'auteur avec la théorie agraire marxiste est absolue. « *Le fermier capitaliste*, ici, n'est pas en mesure de faire de la concurrence au *fermier pauvre*, et la charrue à vapeur sort vaincue dans sa lutte contre la physiologie élastique du

moujik, lequel, après avoir dépensé pour le loyer non seulement tous les profits de son capital (mal traduit dans l'édition italienne Ist. : toutes les rentes), mais également la plus grande partie de son salaire, il se nourrit de pain fait de farine mélangée avec de la sciure de bois ou de l'écorce moulue ».

Dans cette zone on trouve encore présents des serfs, ou au moins des demi-serfs, dont l'émigration désespérée est encore une évasion parfois punie par le knout. On trouve des boyards, figures bâtarde entre les féodaux et les grands propriétaires fonciers bourgeois. En général il n'y a pas de capitalistes agraires ni de prolétaires agraires. Après la réforme appaurent de petits fermiers et un plus petit nombre de petits propriétaires libres.

C'est dans cette zone que survivait, réduite à une très petite économie, la communauté de village, liée cependant au caractère arriéré de la consommation immédiate sur place de la partie du produit restée après le paiement des impôts, des loyers, toujours plus exorbitants, communauté de la terre arrachée aux nobles et s'ajoutant aux maigres terres communales. Mais ce résidu de communisme - qui a perdu du fait des distributions duodécennales son caractère de travail en commun avec la répartition du produit, remplacé par des attributions familiales de parcelles autonomes - vit dans la mesure où il n'a pas connu les formes développées et riches de développements en tout sens de la vie sociale que l'on doit à l'échange des produits, comme c'est le cas dans la première zone qui mange le blé cultivé dans la deuxième.

De même que la circulation marchande et l'échange monétaire signifient que le microcommunisme originel est dépassé, de même leur emploi dans la répartition des biens de consommation signifie que le passage au (que l'on nous pardonne le terme) pancommunisme est encore loin d'être prononcé.

8. RÉFORME OU RÉVOLUTION AGRAIRE ?

Une bonne partie de l'humanité exploite la terre de la même façon depuis des milliers d'années, c'est-à-dire à partir du moment où elle dépassa la simple récolte de fruits spontanés de la végétation, pratique qu'elle partage avec les animaux inférieurs.

Elle ne pourra introduire dans la culture les énormes - et révolutionnaires - formes de production nouvelles qui ont porté à des sommets très élevés la production d'objets manufacturés, soit utilisés en mille formes dans la consommation direc-

te, soit employés comme ustensiles qui *prolongent* énormément la courte main anatomique de l'animal supérieur - elle ne pourra substantiellement appliquer, sur la terre qui la nourrit, la division technique du travail, la collaboration en grandes masses, la concentration des travailleurs, l'emploi en grand des moyens et des énergies mécaniques, que lorsqu'elle aura brisé les chaînes du salariat et vaincu le mode de production capitaliste.

Alors le socialisme, dans la production d'objets manufacturés, signifiera la disparition des limites entre les entreprises basées sur le profit et l'organisation en un organisme unique de toute la production active du monde connu ; une collaboration qui, après être allée de l'individu aux masses des usines, va de ces masses à la société entière.

Dans la production agricole, le socialisme sera la consommation de denrées reçues entièrement de la société et non de sa propre activité locale, il sera la disparition des frontières entre toutes les parcelles utilisées par des groupes libres, par des individus libres, par des propriétaires monopolistes et parasites, ou même par des entreprises avec division du travail et salariat.

La *réforme* russe de 1861 qui supprima le servage personnel n'en fut pas une puisque, là où n'avait pas surgie une économie manufacturière capitaliste, elle conduisit à une plus grande misère matérielle et à un usage moindre de la terre pour le paysan libre ou même pour la communauté de village dissoute par le tribut en produits ou en « corvées » ainsi qu'à une décadence économique et sociale générale.

Et le morcellement des domaines des seigneurs nobles et bourgeois, des monastères, de l'État et de la Couronne - sous la forme, ou mieux sous le nom, de répartition, municipalisation ou nationalisation, comme nous le verrons dans les analyses rigoureuses de Lénine - entre les millions de paysans pauvres ne fut pas attendu comme une *révolution* et exalté comme tel (sinon par les courants et les partis non marxistes de Russie, flottant entre le libéralisme imité de l'Occident, charlatan et idyllique, et un instinct terroriste très violent).

Les serfs de la glèbe n'ont pas du tout enseigné au monde ce qu'est une révolution sociale et encore

moins une révolution politique. En France, en 1789, ils combattirent courageusement et même désespérément comme dans les insurrections du passé, mais c'est une autre classe qui fit la grande révolution : la bourgeoisie urbaine, nationale et capitaliste.

En Russie en 1917 - comme en 1905 - les paysans pauvres surent également se soulever, mais la révolution fut conduite avant tout par le prolétariat urbain. *Urbain* comme la bourgeoisie, mais pas *national* comme elle. Le jeune et grand prolétariat russe put avoir comme allié subor-

donné et contingent les paysans russes, mais il ne pouvait tirer la force d'aller au socialisme que d'une révolution internationale.

Dans un pays où une bourgeoisie nationale manquait à ses tâches historiques, le tsarisme fit d'une manière parodique une réforme terrienne bourgeoise. Le prolétariat fit, malheureusement, non pas une révolution socialiste dans son contenu, mais une révolution terrienne bourgeoise.

Voilà la dure vérité qui ne cesse pas d'être une vérité révolutionnaire.

9. L'AVANCÉE DU CAPITAL

Nous sommes au moment où les personnages traditionnels doivent augmenter en nombre. Jusqu'au début du dix-neuvième siècle, nous avons le *modèle* ternaire dont nous avons parlé longuement : noblesse terrienne, paysans serfs, État despotique. Modèle différent de celui du précapitalisme occidental qui avait amené le pavillon de nombreux siècles auparavant, et que l'on peut qualifier de *binnaire* : aristocratie et paysannerie serve, avec absence d'État politique et d'administration centrale. Quand ceux-ci se forment nettement (déjà en l'an mille en tant que Commune, puis cinq cents ans après en tant que nation) un autre personnage social est entré en scène, la classe bourgeoise, cependant opprimée, et extrêmement révolutionnaire.

En Russie (à chaque reprise, il faudra nous pardonner les répétitions délibérées) quand la bourgeoisie était encore inexistante, l'État central était bien présent, comme administration financière, militaire, policière et comme appareil économique et social, agent de la *production* terrienne. Voilà le point important que nous avons tenté de réduire à des facteurs matérialistes en établissant la thèse selon laquelle en Russie nous avons, c'est certain, des facteurs originaux mais ils ne gênent pas le matérialisme historique qui a clarifié avec ses thèses lumineuses tant de ces rapports. Par exemple la forme de l'État communal politico-artisanal ne fut pas connue de la Grande-Bretagne et fut également presque inconnue en France, alors qu'elle fut puissante en Italie, en Flandres, en Allemagne occidentale ; de même une route s'ouvrit vers la forme de production capitaliste générale d'aujourd'hui.

Et - de façon ferme pour nous - vers le socialisme.

Nous pouvons définir le nouveau personnage qui entre sur la scène russe comme la classe bourgeoise, de vitalité comparable à celle de l'Occident et il est plus exact de le définir comme Capitalisme. Inéluctablement apparaît avec lui sur la scène son opposé : le prolétariat salarié.

Une question ardente se pose depuis plus d'un siècle. Là où la classe bourgeoise n'arrive pas à être ce protagoniste de l'histoire qui, dans tous les pays occupés par la suite par la race blanche, conduisit les luttes sociales mémorables victorieuses qui vont des libertés communales aux grandes révolutions nationales et aux grandes guerres de systématisation de l'Europe qui, non moins que la guerre américaine, furent de véritables guerres civiles, créant jusqu'à 1870 les bases mondiales de l'ordre capitaliste triomphant, là où cet acte du drame n'est pas représenté, quelle sera la tâche historique de la classe ouvrière (y inclus les salariés de l'agriculture) ?

Cette classe en viendra-t-elle à assumer une mission de tout premier plan sans son avertisseur historique bourgeois que, depuis sa naissance, il aimera et haïra, et auquel elle répétera l'appel désespéré de l'alternative historique : *nec tecum nec sine te vivere possum* ⁶⁷ ? Je ne peux, ô bourgeoisie, avancer dans une autre voie que dans celle ouverte par toi avec ton sillon flamboyant dans les guerres civiles qui déchirèrent le ventre de l'Europe sacrée et dans les invasions conquérantes de la planète, ni respirer sans ta culture et ta technique ; mais je ne peux pas vivre ni croître réellement sans démasquer ta nature négrière, sans me révolter

Russie et révolution

contre ton exploitation ni à la fin renverser tes institutions et ton ordre à l'avènement duquel j'ai voué la vie de millions de combattants ; et tout cela après avoir brûlé dans la controverse théorique, un par un, tes mythes et tes idoles, dont j'ai bu avec une soif inextinguible les anciennes suggestions.

Des écrits très récents osent encore contester à Marx le fait d'avoir vu à tort le prolétariat comme seul constructeur de la nouvelle histoire et comme porteur universel du flambeau des révolutions modernes ; et ils prétendent que, surtout dans la zone orientale, la classe des petits

paysans posséderait cette puissance ; et ils associent à cette thèse historique la thèse économique selon laquelle la ligne de la doctrine agraire de Marx aurait été démentie par la non concentration de la propriété de la terre alors que chez Marx (si les lecteurs se souviennent de notre réexposition orthodoxe) cette tâche, pour laquelle l'ordre bourgeois est impuissant, est réservé au socialisme industriel, à la révolution qui fondera en un unique creuset tout le développement *entrepreneurial* (y compris celui de la terre) qui, cependant, ne domine totalement l'économie en aucun pays.

10. GLOIRE D'OCTOBRE

Même une fois parvenu à la thèse selon laquelle le grand prolétariat de Russie a échoué (parce que le prolétariat international a également échoué dans cette tâche) à réaliser la production et la distribution socialistes à la place de la production et de la distribution des marchandises historiquement déjà instaurées par le capital, il n'en restera pas moins que notre thèse est que la révolution d'Octobre a été une révolution *prolétarienne* et non paysanne ou, selon l'expression détestable, *populaire*. Bien plus qu'une révolution du peuple définitivement victorieuse elle a été une révolution de la *classe ouvrière* historiquement défaite. Voici ce que fut pour nous Octobre : une révolution conduite par la classe ouvrière, donc prolétarienne et donc *socialiste*. Nous n'appelons pas seulement socialiste celle qui fonde le mode de production socialiste, mais aussi celle dans laquelle le prolétariat, après avoir abattu tous les alliés extra-classistes des phases précédentes, conduit seul et contre tous la guerre civile : à ce titre nous qualifions de révolution socialiste la révolution de juin 1848 en France quand le prolétariat tenta d'arracher le pouvoir aux bourgeois et aux petits-bourgeois et tomba dans l'assaut désespéré, ainsi que celle de mars 1871 quand ce même prolétariat ôta le pouvoir aux républicains démopopulaires, le tint trop brièvement pour pouvoir réaliser la transformation économique et succomba à la *confédération* contre-révolutionnaire de tous les États et de toutes les armées, et enfin celle d'octobre 1917 dans la mesure où toute la gamme des partis semi-classistes fut liquidée en un cycle quasi

apocalyptique même si l'hésitation du prolétariat international à emprunter la même voie aida le capitalisme international à se sauver et condamna ainsi le pouvoir établi en Russie au triste destin d'y construire le mode de pro-

11. LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Nous avons fait suivre un rappel des thèses déjà indiquées d'une anticipation des conclusions de l'arrivée et maintenant revenons à notre sujet. Du reste ce n'est certes pas la première fois que nous faisons le point sur une erreur apparaissant ça et là : étant donné qu'en Russie classe prolétarienne et parti prolétariat devaient se préoccuper de l'interférence complète de deux révolutions sociales, et étant donné qu'une seule des deux, la révolution capitaliste, s'est totalement développée, doit-on dire que la victoire de 1917 ne fut pas une victoire communiste ? On soutenait ainsi certaines thèses selon lesquelles Lénine, esprit positif s'il en fût, aurait (avec des intentions communistes) travaillé à une victoire démobourgeoise et aurait visé ce but pendant de nombreuses années. Notre position est quelque peu complexe : le marxisme européen a bien vu la perspective russe - le marxisme russe l'a vue tout aussi bien, tout au long de la lutte des bolcheviks il a pris des positions politiques justes sur la base d'une théorie juste ; ce qui arrive aujourd'hui a conduit à la déviation totale de la direction de ce que fut le parti bolchevik et cela à cause des forces en jeu dans les rapports internationaux de classe, et non parce que la ligne d'avant 1917 n'était pas réellement révolutionnaire. La vision de

duction capitaliste et non socialiste.

Même en ce sens - comme dans l'autre également fondamental de la cassure de la première guerre impérialiste et de *toutes* les alliances impérialistes - nous sommes avec Lénine : « même dans ce cas, le pire de tous (*c'est-à-dire le cas où l'impérialisme écrase le pouvoir soviétique russe*, comme Lénine l'a dit auparavant, et c'était alors certainement le pire puisque le prolétariat européen combattait encore), la tactique bolchevique (de liquider la guerre) aurait cependant été d'une grande utilité pour le socialisme et aurait favorisé le développement de l'*invincible révolution mondiale* ».

Pour nous, dépouillés par malheur (mais logiquement pour le matérialisme historique) de la possibilité de procéder vers l'économie communiste, la lutte pour Octobre, et Octobre, restent la plus grande victoire et la phase la plus grandiose de la Révolution Communiste Mondiale.

Lénine, jusqu'à sa mort, sur la doctrine de la Révolution russe dans les rapports avec la révolution internationale est la même que celle du marxisme en général, et est totalement acceptée par nous et suivie dans cet exposé comme dans celui à venir sur les développements en Russie de 1917 jusqu'à aujourd'hui.

Une autre question est celle de la politique révolutionnaire en Europe et dans le monde après la révolution russe de 1917, celle que l'on appelle couramment la question de *tactique*, et surtout pour les pays où l'ordre capitaliste est fermement établi ; sur ce thème la divergence de la « gauche italienne » se structura dès 1919, du vivant de Lénine. Sur ce point il faut cependant bien intégrer les questions de principe et la succession des appréciations sur la conjoncture...

Mais venons sérieusement à notre sujet.

Dans tous les textes classiques sur les événements russes, dus soit à des marxistes de l'âge « d'or » russe, soit aux chefs ultérieurs de l'État soviétique, il y a d'amples références aux indices qui montrent l'avancée, et en certaines phases l'irruption, des formes capitalistes en Russie. L'illusion très étrange des partisans du caractère exceptionnel et original de l'histoire russe, illusion selon laquelle la production industrielle moderne

de masse pouvait s'arrêter au seuil de la Russie, fut démentie à tel point que l'histoire força tant les tsaristes que les « communistes » à travailler à l'« enfoncement » de la barrière.

On utilise donc couramment les séries progressives de chiffres qui permettent d'indiquer (en tenant bien compte de la variation des chiffres de la population et en faisant bien attention que souvent, à des époques différentes, on considère des territoires différents dans le complexe énorme qu'est l'État politique russe euro-asiatique) l'augmentation du budget de l'État, de la part de celui-ci consacrée aux dépenses militaires, de la production industrielle et des populations affectées à l'industrie, de la longueur des voies ferrées. Et aussi de la dette intérieure et extérieure de l'État, de la balance commerciale, et ainsi de suite.

Ces indices dans leur distribution attestent que le développement est considérable et continu, mais pour les comprendre on doit tenir compte qu'ils ne peuvent exprimer de façon directe la distance « historique » plus ou moins grande à laquelle on se trouve d'une forme bourgeoise complète. Par exemple, la Russie tsariste construisit une longueur importante de voies ferrées alors que la France et l'Angleterre étaient déjà complètement sorties de la révolution bourgeoise qu'elles n'avaient pas encore le premier kilomètre de chemin de fer.

Les formes techniques de la production se diffusent avant les formes politiques et juridiques, et la Russie, pays qui tarda à sortir du Moyen Âge, ne pouvait pas, même en conservant des rapports juridiques et politiques inchangés, ne pas se ressentir de l'évolution subie par la production manufacturière et par les échanges dans l'Europe voisine. Avant même de se relier aux pays voisins au travers de l'échange, un pays qui a une organisation sociale différente, mais qui est une grande puissance, s'affronte avec eux en des conflits politiques et militaires. Le long d'une frontière immense l'armée tsariste serait mise en condition d'infériorité non seulement à cause de sa technique d'armement, mais surtout à cause des moyens de déplacement des troupes et du réseau des transports sur les arrières du front ; et l'on sait que ce furent les guerres avec ses voisins qui contraignirent les tsars à rénover les équipements

militaires et à augmenter la force numérique de leurs armées au moyen d'un réseau adapté de voies ferrées parallèles aux fronts de guerre du nord-est, de l'ouest, et du sud-ouest, et transversales d'un front à l'autre. Si la stratégie classique de la terre brûlée, qui aurait été - selon l'histori-

re banale - la cause du déclin de Napoléon, fut alors utile, en réalité elle était contre-productive dans un pays qui avait certes un territoire illimité mais dont la partie la plus riche et la plus productive était justement dans la partie du pays qui était en contact avec l'ennemi.

12. QUELQUES CHIFFRES ESSENTIELS

Ce furent donc les tsars qui firent naître, dans un premier temps autour de Moscou, les premières industries militaires et, avant les industries métallurgiques, les industries textiles qui fournissaient les troupes en uniforme. C'est pourquoi la première industrie n'est pas née, comme en Occident, d'un artisanat efficace qui peu à peu concentra les artisans en des groupes organisés par un directeur capitaliste privé, en général lui aussi artisan enrichi ou bien marchand ou banquier, mais d'un investissement en argent de la part de l'État qui pouvait l'accumuler non seulement au moyen des voies fiscales ordinaires, mais surtout au moyen des surplus de la production agricole, de la rente propre et réelle provenant de sa possession juridique d'environ la moitié des terres travaillées par les serfs et les communautés locales payant tribut.

Dans la voie classique de l'accumulation capitaliste, que Marx tira du modèle anglais, les premières concentrations de capital sont le fait du fermier rural qui cultive les terres de la noblesse et puis de la grande possession bourgeoise avec une main-d'œuvre salariée d'agriculteurs sans terre ; et en général c'est par la suite que ce capital s'investit dans les manufactures urbaines.

En Russie une telle voie n'est pas absente, mais elle est très en retard, étant donné que c'est seulement après la réforme de 1861 qu'une bourgeoisie des campagnes commence timidement à naître, que les paysans riches apparaissent, les koulaks qui ont beaucoup de terres. Mais ils ne possèdent ces terres que dans peu de province, les plus fertiles, et ils sont à la tête de véritables entreprises qui emploient des

journaliers. Leur méthode d'exploitation des paysans pauvres et très pauvres sont odieuses mais primitives, et en général elles en restent à la culture parcellaire en petites fermes et en petites métairies avec des contrats léonins.

C'est donc l'État qui va diriger l'accumulation, comme aurait pu le faire en Grande-Bretagne un grand landlord (les cas ne manquèrent pas) qui aurait utilisé ses privilèges fonciers en investissant son argent dans les industries.

Les chiffres qui nous intéressent regardent donc l'État. Dans un paragraphe spécial de cette deuxième partie nous avons donné un aperçu des chiffres des budgets et des dettes publiques.

En effet la progression de tous ces indices, comme nous l'avons déjà relevé, entre 1880 et 1910, est impressionnante et est telle que l'État russe politiquement non capitaliste s'aligne avec les puissances bourgeoises quant au volume de la finance de l'État et du commerce extérieur avec des chiffres qui, même s'ils se réfèrent à une population énorme, ne font pas piètre figure.

On est arrivé à ce point avec le développement de la production industrielle favorisé par le haut par tous les moyens jusqu'à la veille de la première guerre impérialiste. La Russie est alors l'un des pays les moins mécanisés mais son État est l'un des plus riches, comme du reste l'est son sous-sol qui lui permet d'exporter dans le monde entier du fer et du charbon de même que son agriculture exporte du blé. La réserve en or de l'État dépasse, avant la guerre, les deux milliards de roubles-or, c'est-à-dire dépasse les mille milliards de livres d'aujourd'hui, au moins.

13. INDICES FERROVIAIRES

Nicolas I^o favorisait déjà la naissance des industries avec la libération des serfs des fabricants non nobles ; en 1837 on construit la pre-

mière voie ferrée, et entre 1843 et 1851 la ligne Saint-Petersbourg-Moscou. La première ligne italienne est construite par les Bourbons en 1839.

Russie et révolution

De 1881 à 1891 les voies ferrées passent de 21 mille à 31 mille verstes (une verste est égale à un kilomètre et 66 mètres). La grande industrie compte déjà un million d'ouvriers. Selon l'histoire officielle de l'actuel parti bolchevik l'industrie en général, qui avait 700 mille travailleurs en 1865, en compta en 1890 le double. Le commerce extérieur de 276 millions de roubles en 1855 avait atteint les mille millions. Avec ses 113 millions d'habitants, le budget de l'État était proche en 1892 d'un milliard. Après 1894 avec le tsar Nicolas II (le dernier) et le ministre de Witte la croissance se poursuit avec une orientation nette de l'économie d'État. En 1899 la ligne transsibérienne est achevée, et en 1905 le réseau est de 56 mille verstes. La pénétration des capitaux étrangers, spécialement belges et français, fut favorisée, ils élevèrent le rendement de l'industrie minière, particulièrement dans le sud (Donetz). En 1899 la Russie était à la quatrième place mondiale dans la production des métaux ferreux.

Nous n'avons pas besoin de donner les chiffres de la progression de houille, de fer et d'acier, puis de charbon et de pétrole brut. Les voies ferrées représentaient à la fin de 1910, 61 600 verstes, en 1913, 63 000, en 1917, au début de la révolution, il y en avait 14 mille autres verstes en préparation, portant le tout à 77 mille verstes.

Le réseau russe de 1947 avait atteint les 114 000 kilomètres, chiffre que nous avons cité une autre fois pour calculer l'*indice* qui compare les kilomètres de lignes de chemin de fer par carré de cent kilomètres carrés, un échiquier de cases de dix kilomètres sur dix.

Un tel indice, qui (d'après une idée prise chez Engels) peut donner une certaine idée du développement capitaliste moderne, est pour l'Europe de *quatre* kilomètres ; mais il devient *huit* si l'on enlève la Russie européenne de l'Europe. Il est de *dix* en Angleterre, de *quinze* en Allemagne. Aux États-Unis, en conséquence de l'immensité du territoire, il est seulement de *cinq* kilomètres (mais si nous le rapportons au contraire à la population nous obtenons le maximum de 27 kilomètres pour dix mille habitants, là où en Allemagne on aurait le même chiffre pour deux cents habitants par kilomètre carré et vingt mille sur notre *échiquier* aux cases de

cent km², seulement sept et demi pour dix mille habitants).

Sur tout le territoire russe de vingt-deux millions de kilomètres carrés, on obtient pour les 120 mille kilomètres carrés déclarés d'aujourd'hui l'indice de 550 mètres, un peu plus d'un demi kilomètre ; la Chine, avions-nous dit alors, a, quoique très dense, seulement 150 mètres.

Étant donné que l'on compte environ 80 mille kilomètres dans les cinq millions de kilomètres carrés environ de la Russie européenne, nous en avons déduit l'indice d'environ un kilomètre et demi, encore très bas par rapport à l'indice moyen européen de huit. Si cependant nous tenons compte des populations, l'indice russe en kilomètres pour dix mille habitants arrivera autour de cinq kilomètres (densité 30 habitants par kilomètre carré) ; alors que celui de l'Europe, avec une densité de 80, et 8 000 habitants sur cent kilomètres carrés qui ont huit kilomètres de voies ferrées, est de dix kilomètres pour dix mille habitants.

Donc aujourd'hui, le développement en Russie serait la moitié du développement moyen du reste de l'Europe, alors que selon le territoire il n'en serait qu'un cinquième si l'on se fonde sur la *densité* du réseau ferroviaire.

À partir de cette comparaison, il est facile de remonter à la comparaison avec la Russie de la fin du tsarisme, c'est-à-dire avant la grande révolution. Comptons pour moitié les voies ferrées en construction et nous aurons environ 70 mille kilomètres dans tout l'État. En proportion il y en avait environ 50 mille dans la partie européenne, avec l'indice par superficie d'un kilomètre et l'indice par population (estimée à 125 millions) de quatre kilomètres.

Quel degré de développement moderne, à la lumière de ces données schématiques, avait donc atteint alors la Russie tsariste ? Il était égal à 40 pour cent du degré atteint par l'Occident par rapport à la population, et à seulement un huitième par rapport au territoire.

Faisons une telle comparaison avec l'Italie à l'aide de données actuelles.

Avec son territoire d'environ 300

000 km² l'Italie a désormais 48 millions d'habitants et pour densité 160. Il y a 22 mille kilomètres de voies ferrées. Nous avons donc 7,3 kilomètres de voies ferrées tous les 100 kilomètres carrés. Indice peu inférieur à celui de l'Europe non russe.

Pour dix mille habitants nous avons donc 4,6 kilomètres. Ce qui est largement au-dessous de l'indice européen d'aujourd'hui qui est dix.

Donc si nous voulons donner de l'importance au deuxième indice, il faut savoir que dans un pays avancé tel que les États-Unis, il atteint 27.

En Europe centro-occidentale il est égal à 10.

Dans la Russie européenne actuelle il est égal à 5.

En Italie il est égal à 4,6.

Dans la Russie européenne au moment de la révolution il était égal à 4.

Selon ce point de vue sommaire, le développement économique au sens capitaliste du terme de la Russie, à la chute du tsar, équivalait environ à celui de l'Italie actuelle et probablement à celui de l'Italie de la même époque.

La comparaison serait bien plus défavorable à la Russie si l'on considérait le premier indice : voie ferrée-territoire.

En effet un pays plus étendu a besoin, à égalité dynamique des transports, d'une plus grande longueur de voies ferrées ; à égalité de tonnes produites et transportées de la production à la consommation, il aura besoin d'employer plus de tonnes-kilomètres, c'est-à-dire de dépenser plus pour le charbon et d'autres dépenses (En effet le charbon coûte en Russie moins cher qu'en Italie, de même que le pétrole brut ; le coût de la force électrique étant le même).

Mais même l'Italie est un pays *long* sinon grand, et la configuration complexe entrerait en jeu.

Nous ne philosopherons donc plus sur cet aspect de la comparaison, en nous limitant à dire que le capitalisme avait manifestement pénétré en Russie - en dépit de ceux qui pensaient qu'il pouvait lui rester étranger - et qu'il y avait pénétré autant que chez nous, dans cette charmante Italie bourgeoise où il répand ses délices.

14. VOLUMES DE LA PRODUCTION

Répétons que ce n'est pas le moment de nous immerger dans

l'océan des chiffres qui cherchent la température, le potentiel industriel,

dans la quantité des marchandises produites, dans leur valeur et dans le taux de telles grandeurs donnés en fonction du nombre d'habitants, année par année, pendant de longues périodes. Les comparaisons entre de telles données, même dans des textes sérieux, sont rendus difficiles par le problème des relations exactes entre les unités de mesure d'où naissent parfois de grosses équivoques, surtout à cause de l'importance différente de la monnaie non seulement d'un lieu à l'autre mais au cours du temps.

On a l'habitude de considérer comme indices décisifs les quantités de la production de fonte et d'acier, de charbon, de pétrole, le nombre de fuseaux de l'industrie textile, etc.

Dans le cas russe nous n'avons pas le cas d'une industrie qui, étant toute jeune, a dû courir pour rattraper celles des autres pays. Tel a été le cas du Japon. L'industrie russe, particulièrement l'industrie extractive, est ancienne, elle a progressé au ralenti, elle a été surpassée par celles des pays avancés du monde et, à un certain moment, elle a pris son élan.

Par exemple en 1725, la Russie produisait plus de fonte que l'Angleterre quoique dans ce pays les industries manufacturières, surtout l'industrie textile, fussent en plein épanouissement. Sous Catherine II, en 1795, la Russie était la première au monde pour la production de fonte, de fer et de cuivre. Cependant les quantités de ces époques étaient faibles : 150 000 tonnes de fonte en 1767 qui augmentaient lentement de telle façon qu'après un siècle, en 1865, selon certaines données, elles avaient seulement doublé. Mais ensuite la course s'accéléra : en 1896, nous étions à environ un million et demi de tonnes, en 1905 à 2 millions et demi (Il est bon d'avertir le lecteur qui consulterait le 1905 de Trotsky dans l'édition I.E.I de Milan que les chiffres qui y sont donnés en millions de livres dérivent d'une erreur dans la traduction de l'unité de mesure : la livre anglaise admise en Russie vaut 0,454 g et ces données doivent donc être multipliées environ par 30). Mais déjà, à ce point, la Russie a perdu sa première place depuis longtemps : en 1906 la Russie est à environ 3 millions de tonnes, mais l'Amérique est à 14, l'empire britannique à 9, l'Europe centrale à 15. Cependant la montée continue : en 1913 la Russie produit 4 millions et demi.

On estime par exemple qu'

aujourd'hui la Russie produit plus de 300 millions de tonnes de charbon contre le double pour les États-Unis, un peu moins en Angleterre, 150 mille environ pour l'Allemagne de l'Ouest.

Cela peut donner une certaine idée de l'intensité de l'industrialisation après la révolution, si l'on pense aux chiffres antérieurs : environ 14 millions en 1898, 19 millions en 1905, 36 millions en 1913.

Observons par exemple que, pour les chiffres de 1905, contre 19 millions en Russie, on extrayait en Amérique 250 millions de tonnes : donc, en un demi siècle, alors que

l'Amérique a presque doublé sa puissance, la Russie, sans toutefois la rejoindre, a rendu la sienne quinze fois plus importante.

Pour l'instant le thème de l'évolution économique russe après 1917 ne nous intéresse pas encore, nous nous intéressons à cette évolution avant cette date, à l'accélération avec laquelle le mode de production capitaliste envahit l'empire des tsars, en faisant sauter l'enveloppe de la puissance sous laquelle les moujiks avaient dormi pendant mille ans et qui, seuls, ne se seraient jamais réveillés.

15. COMPARAISON INTERNATIONALE

Quel est donc le rythme de la progression industrielle en Russie et en dehors ? Dans les données ajoutées par l'économiste Varga à l'*Impérialisme* de Lénine, il y a un diagramme de l'évolution industrielle de 1860 à 1913, il est très intéressant, en tenant toujours compte des doutes sur la rigueur de ces comparaisons. On y trouve indiquées les *augmentations annuelles en pourcentage* de la puissance industrielle : la moyenne mondiale serait de 3 et demi pour cent et donc, en cinquante ans, le capitalisme aurait augmenté dans l'industrie comme de 100 à 550 : le résultat nous semble maigre.

Dans tous les cas, alors que, durant cette période, les nations anglaise, française, belge, déjà industrialisées, progressent à un rythme inférieur au rythme mondial, l'Allemagne et l'Italie, c'est logique, et puis avec elles, l'Amérique et la Russie, procèdent au rythme de 5 pour cent annuel, seulement dépassées par la Finlande, le Canada et la Suède, eux aussi pays « poursuivants » en la matière. Avec un intérêt « composé » de 5 pour cent on va de 100 à 1150.

Dans la période suivante, 1913-1928, l'augmentation annuelle mondiale est seulement de deux et demi pour cent (et c'est logique, si l'on tient compte de l'influence de la phase de la première guerre universelle, pendant plus de quatre ans sur quinze). Dans cette période les États-Unis descendent à 3 pour cent, alors que l'Angleterre s'arrête (?) ; un nouvel arrivant puissant file avec 8 pour cent annuel : le Japon.

Et la Russie ? La chose intéressante dans ce diagramme audacieux, qui ne prétend pas, croyons-nous, donner une idée du rythme de l'accumu-

lation (ce serait très contre-productif dans l'esprit du marxisme dont Varga se prétend un partisan ; voyez dans notre rapport d'Asti la comparaison entre les *rapidités* du développement économique déduites de notre théorie et celles déduites de la théorie américaine de l'école du *bien-être*), est que, dans les *nouvelles données* de Varga d'après la révolution, tous les tableaux statistiques IGNORENT LA RUSSIE. Le petit *économiste aulique* soviétique croissant n'est pas un imbécile ; il tend à démontrer, avec les données de la période postérieure à Lénine, que les indices du développement impérialiste du capitalisme persistent, mais il omet les indices russes parce qu'ils donneraient à leur tour cette démonstration précise et incontestable.

Et si nous tenons compte de l'avancée de la production du charbon (comme de celle des minéraux ferreux, du pétrole, etc.) nous pouvons en déduire qu'en cinquante ans la production est devenue quinze fois plus importante. Ce qui signifie qu'elle est passée de cent à mille cinq cents avec une augmentation de mille quatre cents qui, comme le montre un calcul de cuisine, représente 28 pour cent annuel, et mathématiquement 5,5 pour cent à l'année : indice correspondant bien à ceux - selon Varga - du capitalisme qui a l'accélérateur au plancher.

L'industrialisation de la Russie n'est donc pas le premier exemple de construction du socialisme - qui sera l'opposé d'une course à la catastrophe - mais un autre exemple classique d'avancée capitaliste.

Si après la première guerre mondiale l'indice progressif dans le monde capitaliste a chuté de trois et demi

Russie et révolution

à deux et demi, cela veut dire que la guerre a agi comme une soupape de sécurité contre l'*hypertension* accumulative.

Alors que l'Angleterre entre la période « pacifique » et l'« après-guerre I » (moment qui finit avec la crise de 1929, et qui est suivi d'une autre phase, *l'avant-guerre II*) serait descendue de deux et demi à zéro (il y a à faire quelques réserves) - l'Amérique est tombée de cinq à trois, mais la Russie au contraire a grimpé du même cinq à cinq et demi ! Et il faut noter que dans l'époque de cinquante ans considérée pour calculer de tels indices on compte deux guerres mondiales et la révolution : l'indice véritable est encore plus élevé si nous enlevons les années de stagnation et de repli. Qu'en serait-il du même calcul pour les États-Unis, entre 1905 et aujourd'hui ? Le charbon qui a à peine doublé - ou un peu plus - donne un taux d'augmentation inférieur à deux pour cent ; la houille, passée de 14 millions de tonnes à une soixantaine, n'arrive pas à trois pour cent. En fait l'Angleterre donne des indi-

ces très bas. Le Japon a fait suivre une avancée trépidante d'une retraite grave.

Le lecteur a indubitablement compris comment cet indice d'augmentation moyenne d'une année à l'autre ne dépend pas de la population. La masse de la production russe dans les différents secteurs n'atteint pas encore celle des États-Unis malgré une population plus importante (cependant avec un rapport moins grand qu'il y a cinquante ans). En réalité, aujourd'hui, la Russie n'est pas *toute* industrialisée.

Mais l'on en conclut que dans le monde d'aujourd'hui la Russie est à la première place pour la rapidité d'avancée du mode capitaliste de production ; indice maximum pour le diagnostic d'impérialisme au sens de Lénine. Ce phénomène est, en même temps, un phénomène révolutionnaire, comme Lénine lui-même l'établit. Mais c'est lui qui est la conséquence du Grand Octobre et non la construction du socialisme (dont le progrès sera mesuré par des diagrammes et des indices bien différents).

16. LA STATISTIQUE DES ENTREPRISES

Cet autre indice est peut-être encore plus difficile à suivre, à cause de la complexité de la répartition des entreprises en grandes, moyennes et petites, qui finissent par se perdre dans des formes semi-capitalistes et semi-artisanales. D'autre part, en conséquence de la loi des concentrations, les *échelons* les plus hauts par le nombre d'employés sont ensuite les plus bas pour le total des employés et donc pour le total des produits et de leurs valeurs.

Selon certains textes la Russie de 1725 aurait compté seulement 233 usines, selon d'autres entre 100 et 200. En 1767, avec une population d'à peine 25 millions d'habitants, il y en aurait eu entre 650 et 700. En 1795, deux mille : un tiers d'entre elles appartenait à des nobles. Une autre importante partie appartenait à l'État lui-même : la dernière à industrialiser est la bourgeoisie peu importante. Dans la première partie du dix-neuvième siècle ce fut le capital étranger qui fut appelé à fonder des industries : l'Allemand Knopp importa des machines pour 122 filatures en dix ans. Selon d'autres données, de 1865 à 1900, le nombre des usines aurait quadruplé, et en 1906 plus que sextuplé (d'après ces chiffres également

le taux d'augmentation dans cette période de quarante ans était d'environ 4 et demi pour cent).

Une statistique donnée par Trotsky indique, en 1905, environ 35 mille entreprises, mais seulement 6 300 avec plus de 50 travailleurs.

D'autres chiffres rendraient peut-être les choses moins claires. Mais ce qui nous intéresse véritablement ce sont justement les caractéristiques particulières de la croissance de l'industrialisme en Russie.

C'est le pouvoir central qui est l'acteur du mouvement d'industrialisation. Pierre le Grand (ce n'est donc pas à tort que le régime russe actuel s'oriente vers l'exaltation des anciennes gloires nationales qui semblent constituer des orientations traditionnelles de l'économie !) en 1720, parmi d'autres réformes sociales qui réorganisent par le haut les couches de la société rurale et urbaine, *étend aux industriels le privilège des nobles d'avoir des serfs*. De façon analogue les travailleurs des fabriques d'État, des monopoles (sel, potasse, résine, tabac) et des usines et arsenaux militaires étaient des serfs. Donc principe du travail manufacturier forcé, de la déportation des travailleurs de la glèbe à la manufacture. Féodalisme

d'État, industrialisme d'État. Les racines du faux socialisme sont-elles là ?

Les nobles possèdent par don du tsar non pas des milliers de déciatines, mais des milliers de serfs auxquels la loi interdisait de posséder de la terre. Un favori d'Élisabeth II (1746-1762) arriva à en avoir 120 mille ! La grande Catherine, par la suite, en 1764, ferma 242 couvents sur 413, et fit emmurer vivant un archevêque qui protestait ; elle fit passer à l'État le million de serfs de ces couvents. Ce n'est pas pour rien qu'elle avait un faible pour Voltaire ... et par la suite les lois des libéraux occidentaux contre les congrégations religieuses et la mainmorte allèrent bien au-delà.

Cependant, toujours dans le même but du développement d'une puissance manufacturière, on invertit ensuite la politique économique du travail forcé. L'exigence d'une émancipation rurale s'approchait - qui n'était pas du tout le résultat d'une pression des masses paysannes dont elle ruina, comme nous le savons, les conditions matérielles. Nicolas I^{er} créa en 1832 une classe d'*honorables bourgeois*. En 1840 il autorisa par une loi les fabricants *non nobles* qui avaient des ouvriers serfs à les affranchir. La supériorité technique de l'utilisation d'une main d'œuvre libre s'imposait.

Avec toute cette série de mesures autoritaires, l'industrie russe naît comme une grande industrie : sa concentration, comme Lénine et Trotsky le démontrent plusieurs fois, est non seulement égale mais très supérieure, dans la seconde moitié et à la fin du dix-neuvième siècle, à celle des pays européens avancés comme la Belgique et l'Allemagne.

Elle ne naît pas comme en Occident, en absorbant un vaste artisanat, mais au contraire elle crée et encourage indirectement dans les villes une petite industrie artisanale.

Cependant, peu avant la grande révolution, cet appareil productif, dans un pays qui va bientôt avoir 150 millions d'habitants, est encore loin derrière des pays de capitalisme « libéral » classique.

Trotsky nous fournit des données synthétiques qu'il n'y a pas lieu de reconstruire ici. En 1900 les industries russes produisaient pour deux milliards et demi de roubles de marchandises contre 25 milliards aux États-Unis ! Et pourtant ceux-ci avaient alors 75 millions d'habitants ; donc l'indice par personne était *vingt* fois

plus important.

Nous pensons qu'aujourd'hui un tel indice, comme d'autres relatifs au fer, au charbon, etc. n'est pas plus élevé et que celui des États-Unis est au plus le double de celui de la Russie. Il est difficile de donner les valeurs en unités monétaires convenables du total des biens manufacturés

produits en une année : nous affirmons qu'aux États-Unis il est plus du double d'alors et - peut-être - plus du double de celui de la Russie actuelle.

Dans une autre exposition nous tenterons de sonder l'équation : Russie 1950 égale Amérique 1900. Rapport quantitatif entre qualités analogues. Belle relève de la garde.

17. COMPOSITION DE LA POPULATION

Dans cette présentation schématique du cours du capitalisme en Russie, en tant que nombre et puissance des entreprises, réseaux des transports, volume de la production des industries clés, il est temps d'en venir au contre-personnage que le capital appelle sur la scène avec lui : la classe ouvrière qui se dégage difficilement d'une population immense et variée, extrêmement complexe à cause des *ingrédients* qui la constituent tant par la race et la langue que par la façon dont ils se classent socialement. « 5,4 millions de kilomètres carrés en Europe, 17,5 millions en Asie, 150 millions d'habitants. Sur cette étendue immense on retrouve toutes les époques de la civilisation humaine : de l'état sauvage et primitif des forêts septentrionales, où l'on se nourrit de poisson cru et où l'on prie devant un morceau de bois, jusqu'aux conditions sociales nouvelles de la vie capitaliste, où l'ouvrier socialiste sent qu'il participe à la politique mondiale et suit attentivement les événements dans les Balkans ou les débats au Reichstag. *L'industrie la plus concentrée d'Europe fondée sur l'agriculture la plus arriérée. La machine d'État la plus gigantesque du monde* qui utilise toutes les conquêtes du progrès technique pour faire obstacle au progrès historique de son propre pays ». Qui pouvait le dire mieux que Léon Trotsky ?

Les chiffres qui servent à indiquer la puissance numérique du prolétariat sont à leur tour difficiles à comparer dans les différentes époques si l'on commence par les serfs d'usines et si l'on termine par les prolétaires modernes, en comprenant parfois seulement les grandes usines, et parfois les petites entreprises, et parfois en distinguant entre ouvriers salariés et employés salariés. Mais ici aussi la progression continue est parfaitement évidente.

Nous avons déjà cité les chiffres de 700 mille prolétaires en 1865 (sur peut-être 70 millions d'habitants) et

1 400 mille en 1892 (sur 113 millions). En 1900, avec une population de plus de 120 millions, on parle (Histoire du Parti bolchevik) de 2 800 mille dont 2 200 dans les seuls 50 gouvernements de la Russie d'Europe. La présentation synthétique de Trotsky nous indique que le nombre de tous les travailleurs des deux sexes s'élevait à neuf millions et plus en 1897, mais de ceux-ci seulement un peu plus de 3 millions sont des ouvriers de la grande et petite industrie, 1 million travaillant à la journée ou étant des semi-artisans, sans compter deux millions de domestiques, concierges et commis, et enfin presque trois millions de travailleurs agricoles ou travailleurs dans la chasse ou dans la pêche dont nous considérons que seule une petite partie est composée de salariés véritables. Ces chiffres sont ceux de la « population active » à laquelle il faut ajouter les éléments improductifs des familles respectives. Il faut donc considérer la population non active comme étant à peu près quatre fois plus importante, ce qui nous mène donc à 38 millions pour corroborer l'évaluation de Trotsky (qui nous paraît sans doute excessive, en tout cas pour 1897) d'un prolétariat représentant plus d'un quart de la population. Le rapport que nous

donne Lénine pour la même époque - 1/6 de la population industrielle contre 5/6 de la population agricole - nous paraît plus digne de foi.

Les contradictions, du reste, dépendent des critères qui sont appliqués, et par la suite nous nous servirons d'une analyse analogue faite pour les différents pays au début du rapport à la réunion d'Asti. Dans notre sélection entre la partie de la population qui répond au modèle capitaliste « pur » et la masse des classes « bâtarde », c'est-à-dire en additionnant aux nombres des prolétaires les chiffres extrêmement bas des donneurs de travail et des propriétaires fonciers non travailleurs, nous avons indiqué pour l'Italie environ 1/3 purs et 2/3 bâtards ; nous avons considéré que le maximum est en Angleterre environ moitié moitié. Avec les chiffres que nous pouvons avoir de l'U.R.S.S., telle qu'on la considérait de l'extérieur en 1926, l'indice de pureté était très bas, la partie industrielle de la population était seulement de 15 pour cent. La production capitaliste représente encore une petite part de la société russe.

Non seulement la Russie est capitaliste, mais elle a encore beaucoup de chemin devant elle pour le devenir non pas *en totalité* mais dans la même mesure qu'en Occident.

C'est justement pour cette raison que sa course à l'accumulation présente le rythme le plus grand dans le monde capitaliste d'aujourd'hui. Mais la révolution qui est véritablement *internationale* peut, même en l'état actuel des *chiffres*, briser le vieux capitalisme en Occident et le jeune en Orient, et empêcher qu'ils ne *coexistent* de façon obscure.

Ce sont les comptes « politiques » qui ne tombent pas juste.

18. FORCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans la mise à jour en 1894 de son écrit de 1875 sur la Russie sociale, Engels, qui insiste tant sur l'affirmation toujours plus résolue des formes économiques capitalistes, ne fait pas, on peut le dire, mention des premières manifestations de la lutte de classe des travailleurs de l'industrie.

Et pourtant c'est désormais un fait connu de tous que, pendant cette période, le prolétariat des grandes villes avait donné des signes de vie indiscutables, s'attirant les coups impitoyables du pouvoir politique absolutiste.

Jusqu'à la décennie 1870-1880 dans les usines de l'armée on travaillait plus de 12 heures, et dans l'industrie textile même 13 et 14 heures par jour. Le taux des salaires, l'emploi des femmes et des enfants, répètent dans leur histoire, de même que tout autre condition de travail en usine, la tragédie du prolétariat anglais du 18e siècle et du début du 19e siècle décrite par Engels et Marx. Il y eut des mouvements de type « ludiste », c'est-à-dire des destructions des machines et des usines elles-mêmes. Les organisations de défen-

Russie et révolution

se et de lutte firent leur apparition : dans le sud en 1875, dans le nord en 1878 (Odessa, Saint-Petersbourg). Les organisateurs, certains d'entre eux avaient vécu à l'étranger, avaient eu des contacts avec la I^e Internationale et avec Marx lui-même. Entre 1880 et 1885 il y eut de grandes grèves, notamment celle, mémorable, de l'usine Morozov contre la baisse des salaires et les amendes qui se termina par des centaines d'arrestations et par un grand procès.

L'histoire de cette irruption de la lutte ouvrière continue jusqu'aux luttes épiques de 1904 et 1905 auxquelles déjà des millions de travailleurs des grands centres prirent part et où on arriva carrément à la grève générale politique dans une ville entière et dans tout le pays, avec des actions insurrectionnelles formidables qui s'affrontèrent à la répression féroce de la police et de l'armée.

Alors qu'en Occident la grève générale révolutionnaire est encore une question discutée par les partis plus qu'une arme de lutte effective, le 1905 russe sanctionne l'importance historique de ce moyen de lutte primordial du prolétariat.

Au fur et à mesure donc que le moment de l'inévitable révolution antitsariste approchait, les effectifs formidables de la classe ouvrière urbaine dans les villes de Russie - villes qui s'étaient mises à s'agrandir justement à cette époque avec la rapidité caractéristique de la période bourgeoise - s'élevaient au même rythme que celui de la croissance de

la forme capitaliste de production. Toutes les villes russes mises ensemble en 1850 ne comptaient que trois millions et demi d'habitants ; lors du recensement de 1897, elles en comptaient 17 millions. Moscou en 1870 avait 600 mille habitants, en 1905 un million et 400 mille (aujourd'hui quatre millions et demi).

Le 3 janvier 1905 la grève éclata dans les usines Poutilov. Lors du dimanche tragique du 9-22 janvier, lors duquel les manifestants entraînés sans armes par le pope Gapone furent fauchés par la mitraille aux portes du palais impérial, il y avait 150 mille travailleurs en grève à Moscou⁷. Lors de la vague suivante en octobre, il y en eut autant, mais toute la Russie entra en lutte et les 750 mille cheminots s'arrêtèrent de travailler. Le 21 décembre 100 mille travailleurs à Saint-Petersbourg et 150 mille à Moscou descendirent encore dans les rues, le 30 décembre l'insurrection historique - la Première Révolution Russe - était écrasée.

Quel était donc le volume des forces, désormais éprouvées à la guerre de classe, du prolétariat russe à l'éclatement de la première guerre mondiale et en 1917, année de l'écroulement du tsarisme ? Était-il négligeable face à la marée rurale qui flottait hésitante, exaspérée et turbulente, mais qui ne pouvait donner des combattants décisifs à la guerre civile que par son passage dans le tourbillon de l'industrialisme urbain et dans sa mobilisation dans les fronts de guerre ?

19. COMPARAISON AVEC L'ITALIE

Nous voulons revenir sur quelques comparaisons avant d'abandonner le thème des indices de développement économique-féodal et d'arriver à la conclusion sur les forces et les directions politiques puisque l'on doit particulièrement insister sur des concepts essentiels.

Dans l'Italie d'aujourd'hui, d'après les données du recensement de 1951, grâce auxquelles on a cherché à relever les activités et les professions - et on a donc soumis à des enquêtes toutes les entreprises privées de l'industrie, du commerce et des services en tout genre - on a la structure suivante.

La population résidente est de 47 138 mille. Ce que l'on appelle population active, ou mieux apte au travail (c'est-à-dire « les forces de travail »

des deux sexes et de tout âge), s'élève au nombre de 19 358 mille, c'est-à-dire 41,1 pour cent du total. Les chiffres officiels la divisent en population occupée et population non occupée, et la première représente 18 072 mille personnes, c'est-à-dire 38,4 pour cent de la population ; le reste, les 61,6 pour cent, est improductif, soit parce qu'il ne trouve pas à employer sa capacité de travail soit parce que l'âge, le sexe ou une invalidité lui enlèvent cette capacité.

Selon ces chiffres officiels, les

chômeurs seraient seulement 1 286 000 ; en fait ils sont aujourd'hui plus de deux millions et il y en avait presque autant en 1951. Probablement, si l'on doit en conclure que les actifs de fait représentent environ 39 pour cent, les forces de travail représentent au moins 43 pour cent (20 millions en 1951).

Or le recensement indique 4 millions d'employés dans l'industrie, plus de 1 450 mille dans le commerce et environ 1 000 mille dans les transports et service divers. Ce sont en tout 6 482 mille, c'est-à-dire 13,5 pour cent de la population et exactement un tiers de la population active totale.

Dans ce calcul nous n'avons cependant pas tenu compte des prolétaires des entreprises rurales de type industriel que, dans des enquêtes précédentes, nous avons estimés à 4/10 des employés de l'agriculture d'après les données des recensements d'avant-guerre de 1936 ; ce qui nous conduisit au rapport : industrie, 1/3 ; agriculture non capitaliste et autres formes intermédiaires, deux tiers.

En effet, pour avoir le nombre des *prolétaires* nous devons ôter des données du dernier recensement industriel les employés à salaires élevés, ce qui nous conduirait à réduire largement surtout les secteurs du commerce, des services et des transports compris dans l'enquête.

On doit donc retenir comme adapté à l'Italie d'aujourd'hui, sauf comme preuve du contraire, l'indice déjà donné d'un tiers comme *taux de pureté capitaliste*.

En effet en 1936 on a recensé les professions déclarées plus que les emplois dans une entreprise ; on a obtenu 43,5 pour cent d'actifs (sur 42 444 mille), c'est-à-dire 18 412. Les ouvriers et assimilés étaient 6 925 mille, dont 2 378 dans l'agriculture. Mais *les ouvriers et assimilés* étaient 6 925 mille, dont 2 378 dans l'agriculture. Mais les *assimilés agricoles* comprennent les « figures mixtes » ; et c'est un critère trop large puisque nous arrivons à la conclusion que les prolétaires véritables étaient même alors un peu plus de six millions, donc un tiers des « actifs ».

20. OÙ VA LA RUSSIE ?

Mais venons-en à la Russie. Lénine dépouilla minutieusement le recensement de 1897 et en conclut que le taux de la population indus-

trielle était de 1/6 ; donc nous pouvons établir que la Russie de la fin du siècle était inférieure de moitié à l'Italie d'aujourd'hui quant au *tonus*

capitaliste.

Nous avons dit que nous trouvons les chiffres de Trotsky pour 1905 élevés ; ils sont tirés de la comparaison de la population « industrielle » des villes et des campagnes qui néglige les classes bâtarde, c'est-à-dire une grande partie de la population russe.

Suivons la voie de l'indice du développement du capitalisme. Il est établi que vers 1900 il y avait déjà 3 millions d'ouvriers de la grande industrie, chiffre que l'on doit augmenter de cinquante pour cent en comptant les petites entreprises et celles des campagnes ; donc on arrive à 4 millions et demi. Nous pouvons penser que, dans les quinze années jusqu'à la guerre, comme on a environ doublé le volume de la production industrielle, il en est advenu autant de l'« armée du travail ». Et, en fait, pour aller en quinze ans de l'indice de production 100 à l'indice 200, il faut justement une augmentation annuelle de 5 et demi pour cent calculée par Varga pour la Russie et pour la période donnée.

Posons donc, avec des chiffres largement approximatifs, que la Russie avait en 1914, et pratiquement jusqu'à 1917, année de la révolution, 140 millions d'habitants ; une population active peu élevée, c'est-à-dire en représentant à peu près 25 pour cent, donc de 35 millions d'habi-

tants ; et neuf millions de prolétaires, équivalant à un *quart* environ du total des actifs.

Une dizaine de millions de prolétaires suffit pour mettre en mouvement 140 millions d'habitants, pour les deux tiers en dehors du cercle de la fournaise de la vie moderne. Face à eux, dans notre pays plus petit mais plus développé, on a 6 millions de prolétaires. L'indice de Lénine d'un sixième était passé, au moment de la grande révolution, à au moins un quart.

Ce n'était pas le nôtre, d'un tiers. Ni l'indice anglais, ou américain, d'un demi. C'est plus que suffisant pour insister sur le fait qu'il faut tourner le dos au cliché banal d'une révolution de paysans, devenue maître du monde moderne.

Mais, en se rappelant ensuite que les statistiques mal connues de 1926 semblaient abaisser encore le taux industriel, on doit considérer qu'après les désastres de la guerre contre l'intervention étrangère et ceux de la guerre civile la reprise fut lente, et que cette reprise fut précédée d'un recul important. Depuis lors l'industrialisation a continué, avec des formes et des indices purement capitalistes, et elle continue encore. Notre formule prend une expression concrète : la Russie ne tend pas au socialisme, mais au capitalisme, *faisant tourner la roue en avant*.

21. LES MOUVEMENTS POLITIQUES

Dans l'immensité des matériaux - diffusés dans le monde entier par tous les moyens durant les quarante dernières années - sur l'histoire de la lutte politique russe, sans prétendre non plus donner la chronologie et la disposition des mouvements et des partis, il nous intéressera surtout de faire voir comment, dans le cours de l'évolution sociale, se construit le parti de la classe ouvrière révolutionnaire.

Parler des autres partis nous intéresse seulement dans la mesure où il n'y a pas de meilleure voie, pour définir en pleine lumière la ligne de notre mouvement, que de faire le bilan de ses batailles théoriques et pratiques contre les mouvements qui s'en différencient, et surtout contre ceux qui s'en éloignèrent par la voie féconde et vitale des scissions, des sélections qui éliminèrent par étapes successives les scories et les rebuts.

Ici l'histoire du parti qui condui-

sit la Révolution russe a donné une des principales contributions avec laquelle l'exposition présente tend à converger. Ces contributions sont pour nous principalement au nombre de deux : la destruction, d'abord doctrinale, puis matérielle, de tous les partis dissidents, passés en série continue à la contre-révolution - la liquidation défaitiste de la guerre nationale. Non seulement ces deux résultats historiques positifs ont eu un poids plus important qu'un troisième résultat, celui de la construction tant vantée du socialisme en Russie, qui a totalement fait défaut ; mais (disons-le encore et tout de suite) ce troisième objectif n'avait aucun sens historique marxiste. Nous pensions depuis 1917 à la destruction du capitalisme international et à la victoire du socialisme et nous luttons pour elles en tant que troisième objectif après les deux autres suivants : défaitisme et liquidation de la guerre à l'échelle

européenne - anéantissement à la même échelle de tous les partis renégats et sociaux-traîtres, même s'ils sont ouvriers. Ces deux résultats indispensables ne s'étant pas produits dans ce champ plus vaste, la perspective historique en Europe, et à plus forte raison en Russie, d'ériger le socialisme ne se pose plus parce que la société socialiste comme modèle à exposer est une chose que nous considérons comme une niaiserie dès les premiers bredouillements de notre école déterministe.

La politique révolutionnaire n'est pas un bloc mais une sélection. Lénine mit en exergue à *Que faire ?* un extrait d'une lettre de Lassalle à Marx : « La lutte dans le parti donne au parti force et vitalité : la preuve de faiblesse la plus grande d'un parti est sa dilution, la disparition de ses frontières nettement définies ; en s'épurant, un parti se renforce ».

Ce qui était emphase chez Lassalle était profondeur chez son correspondant de 1852, qui, en son temps, avec son bistouri infailible, effectua l'épuration du lassallisme lui-même.

Il semble que nous, groupe de la gauche italienne, *fan* du Lénine scissionniste à vie, nous ne le fûmes pas du prétendu Lénine *compromis*⁸. Mais chez Lénine l'arme du compromis était empoignée pour disperser les partis proches-ennemis ; s'il nous avait convaincus que ses calculs et ses projets devaient être exacts - un jour peut-être nous rapporterons les citations textuelles des années 1920-26 - nous aurions été avec lui pour atteindre notre objectif commun. Les calculs, malheureusement pour lui et pour nous, n'étaient pas justes. Par malheur pour nous, nous avons raison.

Notre continuité en cette position peut se trouver dans le texte, que nous avons rapporté il y a quelque temps dans ces colonnes, d'une partie finale des thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste, formée en Italie en 1918 dans le but de constituer le parti communiste ; une partie du titre est : « Critique des autres écoles ».

La méthode nous sert à nous distinguer clairement - face aux critiques incohérentes de l'abstentionnisme électoral - des anarchistes, des syndicalistes à la Sorel, des révoltés à la Blanqui, des *héroïstes* et des *putschistes*, des *ouvriéristes de gauche*, des scissionnistes et sectaires *syndicaux*, des *élitistes* de tout type.

22. PARTIS DES CLASSES POSSÉDANTES

Lénine, dans un article de 1912, nous donne en raccourci la liste des partis de la III^e Douma d'État en se référant à leurs bases sociales. Les chiffres nous intéressent peu, notamment parce que la loi électorale était faite de façon à laisser des sièges multiples aux « curies » des classes riches de la ville et de la campagne.

L'extrême droite était représentée par l'« Union du peuple russe »⁹, parti de l'autocratie et de la noblesse, partisan du despotisme et de l'oppression des races et des nationalités assujetties. Il était l'expression non seulement des nobles mais aussi des propriétaires fonciers, de l'Église orthodoxe et de la haute bureaucratie : elle coïncidait avec la bande réactionnaire des « Cents Noirs ». Ensuite on trouvait les « nationalistes », aussi conservateurs, ennemis des allogènes, des non orthodoxes et des démocrates.

Au centre on trouve les *Octobristes*, libéraux, partisans de la plus large Constitution concédée sous la pression des luttes de 1905, modifiée par la suite par la loi électorale de 1907. Un tel parti représente les propriétaires fonciers bourgeois et les industriels capitalistes ; en parole il défend la liberté, mais il appuie toutes les mesures contre les mouvements ouvriers.

En continuant vers la gauche on trouve les *cadets*, nom issu des initiales des mots Constitutionnels Démocrates. Ce parti des bourgeois monarchistes libéraux se définit parti de la liberté du peuple, mais depuis la I^o et la II^o Douma, où ils prédominaient, ils sont prêts aux compromis avec la droite. Lénine les appelle libéraux contre-révolutionnaires. Le parti « progressiste » ne se différencie pas d'eux, il ne parvient même pas à revendiquer le suffrage universel.

La gauche, numériquement très exiguë, était formée de différentes nuances des groupes populaires des campagnes - appelés populistes, *trudoviki*, socialistes-révolutionnaires, etc. -, et des sociaux-démocrates, partis dont nous allons parler maintenant avec un peu plus d'ordre historique. Les populistes de gauche, les S.-R., se trouvaient, dans cette Douma, *otzovisti*, c'est-à-dire qu'ils avaient boycotté les élections (boycott auquel Lénine était opposé). Lénine considérait de tels partis comme réellement démocratiques

puisque'ils luttèrent résolument contre l'autocratie et la monarchie, mais il vaut la peine d'anticiper le jugement avec lequel il condamna leur programme antirévolutionnaire dont il a développé durant plusieurs décennies la critique la plus profonde :

« Ils se servent tous volontiers de phrases *socialistes* mais il n'est pas permis à un ouvrier conscient de se tromper sur la signification de ces phrases. En réalité en aucun « droit à la terre », en aucune « répartition égalitaire de la terre », en aucune « nationalisation de la terre », *il n'y a une once de socialisme*. Quiconque sait que l'abolition de la propriété privée de la terre et sa nouvelle répartition, fût-elle la plus juste, *au lieu de compromettre la production marchande*, le pouvoir du *marché*, de l'*argent*, du *capital*, *les développent au contraire encore plus largement*, doit le comprendre ».

Telles sont les positions dont les marxistes doivent se pénétrer. Par la

23. PARTIS POPULAIRES ET PARTIS OUVRIERS

Quand l'Occident entre février et octobre 1917 apprit l'un après l'autre le nom de tant de partis (ce n'était certes pas un phénomène seulement russe, on avait vu s'unifier en France, par exemple, peu d'années auparavant, pas moins de cinq partis socialistes avec des programmes et des doctrines différents, raison pour laquelle, surtout, la confusion et l'impuissance ouvrières sont dans ce pays chroniques), une sensation de trouble se répandit. L'homme de la rue, s'il était conservateur, eut un sourire de compassion et il attendit qu'ils se mangeassent entre eux et que tout finît, s'il avait des sympathies rouges, il fit les vœux les plus anxieux pour la réunion rapide de forces si divisées.

Il n'était certes pas facile de s'orienter et nous avouerons loyalement que quand, de nombreuses années avant la révolution, un ami russe anarchiste qualifia devant nous avec un ton officiel sa jeune compagne de « socialiste-révolutionnaire-terroriste », nous, marxistes en herbe, la regardâmes comme un modèle quasi impossible à atteindre de « gauchisme ». En suivant l'histoire de la scission entre les « populistes » on peut désormais évaluer exactement

suite et ailleurs Lénine considère comme utile cette action pour une réforme *démocratique* de la terre chez des peuples agraires ; de plus il discute l'engagement des sociaux-démocrates et des bolcheviks eux-mêmes en vue de différents objectifs : répartition, nationalisation, municipalisation, avec la critique la plus profonde à la lumière de la lutte programmatique contre le capitalisme urbain industriel. Mais il écrase ces idéologies figurant dans les programmes des paysans parce que dans ces derniers les paysans n'agissent pas pour prendre la route de la révolution, mais sont plutôt de lourdes barrières sur son véritable chemin.

Du point de vue programmatique, en agriculture, ce que nous voulons n'est pas une propriété différente de la terre, sa distribution, ou celle de ses produits, mais la destruction de la forme *marchande* et *monétaire*. L'agriculteur dans la société socialiste n'aura pas satisfait sa « faim de terre » puisque ce ne sera pas lui qui mangera les denrées produites ni encore moins qui les vendra.

cette qualification d'une espèce en rien marxiste à laquelle appartient par la suite Dora Kaplan qui tira - de droite - dans le dos de Lénine.

Il faut donc commencer *ab ovo* à sonder les différents mouvements russes d'opposition, s'appuyant plus ou moins sur des paysans et des ouvriers, et il sera utile de glaner également dans la belle synthèse chronologique du non moins beau livre de Trotsky intitulé *Staline*.

Rappelons un mouvement qui ne provenait pas des rangs du peuple, mais qui allait cependant au-delà des nombreuses conjurations de cour, le mouvement des « décembristes »¹⁰, groupe d'officiers et de jeunes nobles qui en décembre 1825 tenta de renverser le pouvoir du tsar Nicolas I^o, à la mort d'Alexandre, le rival de Napoléon I^{er}, en refusant de lui jurer fidélité et en tentant d'imposer une constitution. Des presque trois cents qui passèrent en procès, trente furent condamnés à mort, cinq furent pendus et les autres déportés en Sibérie. Cet épisode peu important servit de tradition aux intellectuels libéraux.

Avant 1870, il ne s'était pas encore formé de partis véritables et propres parmi les classes populaires, et les tendances anarchiques et liber-

taires prédominaient, elles avaient pour maître et chef Michel Bakounine. Elles furent poussées à l'extrême par le *netchaïevisme* (terme associé en gros à celui fameux de nihilisme qui terrorisait la bourgeoisie d'Occident et qui, effectivement, ne signifiait rien), du nom de Netchaïev, déporté en 1873, qui le prêcha et le pratiqua non seulement comme terrorisme individuel, mais comme emploi de tous les moyens jusqu'au chantage et au « double jeu » - un précurseur - avec les pires canailles de la police.

Trotsky fait la remarque, qui ne manque pas de valeur, que Marx fut conduit à laisser la Première Internationale se dissoudre en Europe pour ne pas laisser la place libre à de telles orientations désespérées qui semblent extrémistes mais débouchent fatalement dans la capitulation devant les idéologies réactionnaires. Bakounine lui-même dut désavouer à son tour Netchaïev.

Mais à ce moment la force nouvelle qu'est le populisme apparaît. Ce sont d'abord des éléments de la jeune culture bourgeoise qui fondent le mouvement « Aller au peuple », sans cependant trouver d'écho parmi les travailleurs des villes et des campagnes.

Mais en 1875 le périodique *Nabat* (le Tocsin), dirigé par ce Tkatchev qui nous est connu par sa polémique avec Engels, lance l'idée d'un mouvement paysan visant à s'emparer du gouvernement du pays au moyen d'une action révolutionnaire : programme nettement politique.

L'année suivante le parti des *narodniki* (populaires, populistes) s'organise avec pour mot d'ordre « *Zemlia i Volia* », c'est-à-dire Terre et Liberté. Ce parti ne se limite pas à l'agitation politique mais il incite au terrorisme individuel contre les agents et les forces de l'État.

En 1877 cinquante populistes sont passés en procès. Mais dans le même temps le mouvement répond par des attentats : le 24 janvier 1878 le gouverneur de Saint-Petersbourg, le général Trepov, tombe sous les balles de Vera Zassoulitch, qui passera par la suite au marxisme et traduira, comme on le sait, le *Manifeste*. Elle trouvera refuge à l'étranger, et avec elle, son camarade de parti le prince Kravchinsky, lequel avait supprimé le général Mezentzov, chef de la gendarmerie.

En 1879 (année de la naissance de

Staline comme de Trotsky ; Lénine était né lui en 1870) le parti populiste, puissant et diffusé dans toute la Russie, se trouve déjà face aux questions de méthode : le comité secret de la *Narodnaia Volia* (Liberté du Peuple) conduit la lutte terroriste alors

24. LE MARXISME APPARAÎT

Le 24 mars 1870 dans un message à la section russe de la I^o Internationale (en fait, comme dans les autres sections d'Italie, d'Espagne, etc., il s'agissait d'anarchistes) Marx écrivait : « votre pays commence lui aussi à participer au mouvement général de notre époque ».

En 1872 paraît la traduction russe du premier volume du *Capital*, sorti en allemand cinq ans auparavant : en réalité elle atteint un public de savants plus que de militants de parti. Le *Manifeste des Communistes* avait été traduit en 1863 par Bakounine et avait été imprimé dans l'imprimerie du *Kolokol* (La cloche)¹¹. La traduction de Zassoulitch, avec la préface de Marx très connue, paraît en 1882.

Tous les bolcheviks concordent à faire de 1883 la date de la première fondation d'un mouvement socialiste marxiste. Le groupe « Émancipation du Travail » fut toutefois constitué en Suisse, par Plekhanov, Zassoulitch, Axelrod et d'autres, en fondant une bibliothèque socialiste en russe.

Parmi ces publications le livre de Plekhanov, *Le socialisme et la lutte politique*, tient une place très importante, ce livre développe une critique systématique du populisme et établit les bases programmatiques pour l'organisation en Russie du Parti Social-démocrate du Travail.

Nous ne reviendrons pas sur la question du nom du parti, classiquement connue. En 1864 à la fondation de la Première Internationale les partis occidentaux n'avaient pas pris le nom de *communistes* que portait la Ligue de 1848 et qui avait été utilisé

qu'un courant de propagandistes suit Georges Plekhanov qui peu d'années après devient, comme on le dit ensuite, le « Père du marxisme russe ». En 1881 le Comité Exécutif du Parti réussit à faire « exécuter », comme on l'a déjà dit, Alexandre II.

dans le Manifeste du Parti de la même année : l'expression allemande de social-démocratie prévalut à plus forte raison après la scission d'avec les libertaires bakouniniens. Nous avons montré cent fois tout au long des années tout le mal que ce nom a produit : banalement on croit toujours que l'antithèse était, pour les marxistes, *légalité* et non *révolution*, alors que l'antithèse véritable était à l'opposé : *autorité* (= violence) et non *liberté*. Cependant le nom de sociaux-démocrates, dénoncé par la suite par Lénine en avril 1917, était moins anti-historique en Russie où - la théorie restant ferme - le parti vivait dans l'attente de la double révolution (titre de cette partie), la lutte pour la liberté démocratique et la lutte pour la dictature de classe : succession que nous sommes en train de remettre à sa place dans ce travail, en expliquant et en expliquant à nouveau peut-être jusqu'à l'ennui.

Les conférences régionales et les réunions secrètes se succédèrent pendant des années et des années en Russie jusqu'à ce qu'il fut possible de fonder le Parti lors de son premier congrès à Minsk en 1898 ; le chemin qui allait de la doctrine à l'organisation fut parcouru en 15 ans. Sept ans après, en 1905, après un développement laborieux, le Parti se trouvait en plein dans la lutte révolutionnaire. Douze autres années et c'était la victoire intégrale. L'histoire des 34 ans contient tous les enseignements possibles pour les méthodes de l'action communiste et le chemin de la révolution mondiale.

25. CRITIQUE DU POPULISME

La bataille grandiose contre les erreurs radicales et l'influence nuisible du populisme contient des résultats de première grandeur et surtout des résultats irrévocables pour terrible que soit la vague actuelle de dégénérescence révolutionnaire.

L'argument a été posé de façon insurpassable dans des polémiques historiques par Georges Plekhanov

puis développé avec la plus grande ampleur par la suite par son élève préféré Lénine.

Il faut résumer, pour rendre ces résultats concrets, les positions du populisme et l'opposition des thèses marxistes à celles-ci.

Le frère de Lénine, Alexandre, était un populiste terroriste : six années après l'exécution d'Alexandre II, il

organisa l'attentat contre Alexandre III ; cet attentat faillit et il fut fusillé¹² en 1877. Lénine entre temps devient un marxiste convaincu ; déjà en 1893 il parle contre les *narodniki*.

Dans son opuscule de 1894 contre Mikhaïlovski et sa revue *Richesse Russe*, Lénine réplique à la polémique contre la doctrine de Marx et contre le matérialisme historique dans une exposition brillante et intéressante mais qu'il n'y a pas lieu ici de citer. Il développe entre autres thèses celle selon laquelle le moment fondamental dans le processus historique est celui de la production et de la *reproduction*, ou *production de l'homme lui-même*, chose qui était *incompréhensible* à Mikhaïlovski ; développement d'un chapitre essentiel du marxisme qui répond à ce que nous avons exposé à nouveau dans une de nos réunions (Trieste : Race et de Nation dans la théorie marxiste).

Ce qui nous importe au contraire ici ce ne sont pas les critiques sans queue ni tête des écrivains populistes ou presque populistes au marxisme mais celles des marxistes au populisme.

De 1880 à 1890 Plekhanov avait traité du mouvement rural de façon décisive. En réalité il ne s'agissait pas d'un mouvement spontané des paysans ; dans un premier temps, des groupes d'enthousiastes avaient même tenté, mais en vain, d'organiser la campagne.

Par la suite ils étaient passés à la méthode de la terreur individuelle. La critique des marxistes à une telle méthode remonte à une conception

différente des acteurs historiques. Il ne s'agit pas de condamner les méthodes illégales conspiratives et terroristes parce qu'elles heurteraient même quelque peu nos principes. Ces thèses morales, humanitaires, pacifistes, ou mystiques sur l'inviolabilité de la personne humaine ne sont pas nôtres : nous ne serons jamais arrêtés par de telles barrières si leur franchissement correspondait au réveil de la lutte de classe, il ne s'agit pas de mener une politique des mains propres. Classe prolétarienne, parti, membres du parti, en des cas techniques même isolés, non seulement peuvent utiliser la violence et la terreur, mais ils doivent, en des situations données par lesquelles on devra passer dans tous les cas, mettre au premier plan ces formes d'action.

Mais dans la vision populiste on trouve au premier plan la fonction du *héros* qui crée avec son sacrifice, par la force de l'exemple ou la contagion passionnelle, un rapport de force qui autrement ferait défaut, et l'incompréhension totale que l'action spontanée de classe, avant même la conscience générale et la volonté, dérive des exaspérations des déterminations économiques, de l'existence de conditions matérielles précises dans les rapports de production. Accréditer l'illusion que des actes et des gestes même héroïques puissent frayer la voie - comme ressource générale, fondamentale - à des mouvements historiques, signifie empêcher la formation du parti qui atteint la conscience et la volonté révolutionnaire indispensables.

26. PAYSANS ET PROLÉTAIRES

En ce point un abîme s'ouvre entre les deux mouvements et l'on ne pouvait pas frayer un chemin au développement d'un parti marxiste dans le prolétariat sans répudier tout l'appareil dramatique, sensationnel tout autant qu'inoffensif, du populisme de gauche.

Alors que les marxistes rejettent cette méthode dans la mesure où elle est en contradiction justement avec l'exigence de construire le parti ouvrier révolutionnaire dont les bases sociales sont désormais présentes, les populistes condamnent le parti qui naît. Selon eux, l'exigence de ce parti d'être connu ne le rend capable que d'actions économiques et de revendications légales, elle le rend conciliateur et le fait abdiquer devant la

question du pouvoir politique.

Cette question de méthode de lutte, étudiée à fond par les marxistes russes classiques, fait découler la défiance envers le parti de la défiance envers le prolétariat industriel et urbain, de l'affirmation que ce dernier « n'existe pas », qu'il n'est qu'un fait « fortuit », et que le capitalisme en Russie, tout au plus, se serait développé dans les marges de la vie sociale de la population.

Quand Plekhanov soutenait qu'il allait se développer avec tous les traits qu'il avait en Occident, les écrivains populistes lui répliquaient qu'il en *voulait* les horreurs et les catastrophes dans le but de voir croître prolétariat et parti socialiste. Plekhanov et Lénine travaillèrent à

expliquer que la chose ne dépendait pas des « goûts » de tel ou tel théoricien, mais des forces économiques réelles et ils mettaient en évidence les données du procès réel, que nous avons résumées dans les paragraphes précédents et qui ne montrent pas une idylle mais l'oppression, la misère et la dégénérescence qui faisaient rage dans la société précapitaliste russe et dans les campagnes affamées et désolées, dans lesquelles les paysans vivaient plus mal que lorsqu'ils étaient serfs de la glèbe ; privés cependant de la possibilité d'atteindre cette unité d'action et d'orientation que seuls les travailleurs prolétaires peuvent atteindre dans le tourbillon de la ville et du marché général.

Nous avons traité à fond la critique de la théorie d'une révolution fondée sur la communauté paysanne de village, et sur une sienne lutte de libération de toutes les suggestions économiques et de l'oppression de l'État. Plekhanov réfute sur toute la ligne cette substitution des paysans, entre lesquels toute solidarité a désormais disparu, même en partie, dans les cercles locaux de production, au prolétariat qui, au contraire, puisqu'il croît en nombre et en degré de concentration par entreprise, se prépare toujours plus à une tâche nationale unique et même internationale.

Il faut noter que, alors que l'histoire officielle du parti bolchevik revendique cette supériorité du prolétariat comme classe qui croît en quantité et en qualité, et qui, étant toujours plus poussée à se donner une organisation, est éminemment - comme dans l'abc du marxisme - et partout révolutionnaire, elle revendique également l'appréciation des paysans comme ceux qui, nonobstant leur importance numérique, constituent la classe travailleuse liée à la forme la plus arriérée de l'économie, à la petite production, et qui pour cette raison ne peut avoir un grand avenir. Non seulement ils ne croissent pas d'année en année comme classe mais, au contraire, ils se décomposent en se *différenciant* toujours plus en bourgeoisie rurale (koulaks) d'une part et, de l'autre, en paysans pauvres (ce qui ne signifie pas *sans terre* mais sans monnaie, sans bétail, sans instruments, sans semences, sans engrais, etc. c'est-à-dire sans *capital*), prolétaires ou semi-prolétaires. À cause de leur dispersion, ils se prêtent moins à l'organisation et, comme petits pro-

priétaires, ils ne participent pas volontiers au mouvement révolutionnaire ... Il est donc étrange, disions-nous, que, après le mot *paysan*, l'on ait inséré, avec le sigle n.d.r. une parenthèse inattendue : (*il s'agissait alors des paysans individuels*). (Édit. Ricciardi).

Qu'entend-on par le terme paysan *individuel* ? Évidemment on veut concilier la thèse marxiste et léniniste que l'on ne peut pas cacher selon laquelle le paysan n'est pas révolutionnaire mais conservateur par nature, avec la thèse, développée habilement par la suite, à force de *rapprochements*¹³, selon laquelle le paysan est révolutionnaire au même titre que l'ouvrier, et tout le mouvement a été noyé dans la cour outrée faite aux paysans, en dénaturant toute position de principe du problème.

Donc les paysans russes, à l'époque de la polémique antipopuliste, aux alentours de 1890, auraient été « individuels », puis ils auraient cessé de l'être en 1917, et aujourd'hui ils le seraient encore moins ?

On ne voit pas comment une thèse

semblable peut se construire historiquement. Avec le terme *individuels* on veut certes parler des paysans qui travaillent seuls le morceau de terre sur lequel ils vivent et qui est suffisant à absorber leur force de travail, incluse celle des membres de leur famille. Ce type de paysan enfermé dans une aire si étroite de travail et de consommation est manifestement voué à une psychologie mesquinement *individualiste*. Mais nous avons justement vu les populistes les plus sérieux, comme Tchernychevski loué par Marx et Engels, tenter d'élever plus haut le paysan russe du *mir*, de la communauté, pour que, en lui, l'intérêt de la personne et de la famille disparaissent face à celui du village agricole, collectif dans le travail, dans la récolte et dans la consommation.

Il est donc clair que le paysan russe, à partir de la réforme de 1861, se dirigeait seulement vers des formes toujours plus *individualistes* ; la tradition du *communisme primitif* se dissolvait désormais sans espoir de se souder à une révolution agricole *antiprivée*¹⁴.

27. INDIVIDUALITÉ ET COMMUNAUTÉ

Comment les paysans deviennent-ils *individuels* ? Tant que dans la communauté de village, que nous avons appelée *microcommunisme*, on travaille et on récolte véritablement en commun, et non pas en répartissant les terres par famille, tant que la récolte ne se divise pas mais forme une réserve commune, une table saisonnière commune, ce *mir* a cependant un horizon restreint et, s'il est serf - s'il doit payer un tribut en travail, en produit en nature, ou en argent, à un boyard, à un couvent, au despote ou à l'État -, un tel rapport n'a jamais historiquement conduit à une révolution de *toutes les communautés* contre l'oppresseur privilégié (il est même, pour Marx, à la base de l'inertie asiatique). Un tel concept peut avoir un parallèle dans le syndicalisme qui ne veut ni parti ni politique et imagine toutefois une révolution syndicale, sans voir le « particularisme » de la ligue des métiers ou de l'industrie, la nécessité de l'organisation politique, du parti, pour aboutir à l'unité - nationale ou mondiale - de la classe révolutionnaire. Une conception analogue est celle qui subordonne le parti - et même le syndicat - à l'échafaudage des « conseils d'usine » empêtrés dans la ges-

tion d'entreprise. Le gramscisme-ordinovisme exaltait, sans considération de temps et d'espace, le mouvement des paysans « individuels » puisque l'on peut donc justement le définir comme un « populisme industriel » aux antipodes - et cela dans l'Occident évolué - de la conception marxiste classique, politique et dictatoriale, de la Révolution, indivisiblement centraliste et unitaire, inéluctablement totalitaire.

Quel que fût le jugement que l'on ait pu porter sur la possibilité d'une soudure - dont Marx lui-même avait parlé - entre le communisme primitif et le communisme moderne futur, il était certain qu'une telle perspective s'était évanouie de cent façons différentes. Tout d'abord le village réparti entre les familles le produit, ou le profit que celui-ci a rapporté, en parts égales, une fois payés les tributs sociaux de servitude à ceux qui les dominant. Mais par la suite l'envie germe entre ceux (homme ou famille) qui ont trimé plus et ceux qui ont trimé moins et l'on se met à répartir la terre elle-même périodiquement de façon que chacun « mange le fruit de son travail », *non diminué* comme dans l'ardente fable lassallienne, mais réduit par les *pots-de-vin* de classe.

Par la suite (et Stolypine, que Lénine admire dialectiquement, encourage cette évolution vers une Russie ruralement bourgeoise) la répartition n'est plus périodique mais stable, légalisée par un titre de propriété héréditaire, et les tsars copient le droit romain du code Napoléon. Chaque famille s'est enfermée dans son petit champ entouré de frontières qui le séparent de l'ennemi ; l'ennemi est le voisin, tout voisin, et non pas le propriétaire terrien ou noble, non pas l'État ou le tsar toujours plus lointains.

Le poison de l'individualité, dans lequel le généreux Tchernychevski plaignait notre Occident boutiquier et vénal, concurrentiel et mystique du « mors tua vita mea », d'être tombé, naît également parmi les serfs de la glèbe, attribués au seigneur féodal, comme personnes singulières et non comme villages, de façon que le seigneur, possesseur du tout, place chacun d'eux sur un morceau de sol avec une cabane de misère pour maison-prison.

Il naît chez les émancipés, dès qu'ils se sont réparti envieusement le peu de terre des communautés, encore diminué par les nobles et le poids usuraire des rachats en argent de la personne et du village, en 1861. Il subsiste et croît chez les propriétaires parcellaires, immédiatement ruinés et réduits à devoir louer au seigneur, devenu propriétaire foncier « à la bourgeoise », un morceau de terrain, en payant des loyers exorbitants en nature ou en argent. Ces malheureux cultivateurs directs, qu'ils soient propriétaires enregistrés au cadastre pour sept générations, qu'ils soient métayers ou cultivateurs partiaires, qu'ils soient petits fermiers, sont socialement cloués à une habitation misérable, une isba pleine de punaises ou même impropre à la vie de ces dernières, et à l'étroit cercle de terre qui l'entoure et qu'il fertilise de sa sueur et de son sang ; ils sont donc condamnés à une étroitesse bien pire que celle de l'ancien village pourtant misérable, ils n'ont aucun espoir de respirer l'air d'autres horizons.

Les malchanceux qui ne sont que des colons partiaires ou en location défont de terreur à l'idée d'être expulsés du petit coin fétide qui leur a été attribué et ils sont gagnés chaque jour un peu plus par les ténèbres de l'individualité. Cette masse dont le caractère amorphe fait peur devrait être un facteur de révolution ? Les stalino-renégats d'aujourd'hui rêvent

Russie et révolution

de la séduire avec l'irrévocabilité stupide des *pactes agraires* dans laquelle - aujourd'hui en Italie - s'avilit toute la gamme des opportunistes politiques puant de rhétorique antiféodale ; mais qu'était-ce que la servitude médiévale sinon un pacte agraire irrévocable, fixé à vie ? Et pourtant, malgré leur prostitution démagogique au commerce des principes, les cultivateurs directs - *id est* individuels - , invinciblement réactionnaires, leur ont tourné le dos.

La campagne russe en 1917 était donc embourgeoisée et empoisonnée par le « privatisme », les paysans étaient enfoncés dans les sables ari-

des de l'individualisme. La définition donnée en 1890 par le bolchevisme classique était donc largement motivée : les paysans sont *une classe liée à la forme d'économie la plus arriérée, c'est-à-dire à la petite production, une telle classe n'a pas et ne peut pas avoir un grand avenir.*

D'un côté le paysan russe n'avait évolué que dans un sens bourgeois, il n'avait pas changé en 1917 et d'un autre côté le bolchevisme n'avait pas modifié le jugement qu'il portait sur lui. Que Lénine aurait changé de cap¹⁵ sur un tel point, ce n'est que mensonge crasseux de ses idolâtres-profanateurs d'aujourd'hui.

28. LÉNINE ET LE POPULISME

Nous prouverons que notre position répond à la tradition des bolcheviks russes - avant de parler de la classe rurale réellement prolétarienne, les journalistes agricoles, vers lesquels Lénine a toujours intensément regardé en regrettant qu'en Russie la révolution manquât d'une telle phalange, et en n'évaluant peut-être pas assez combien elle était formidable dans les pays d'Occident, ne le cédant en rien aux prolétaires d'usine - avec quelques passages de la polémique de 1894 de Lénine contre Mikhaïlovski :

« Deux choses sont advenues : en premier lieu le socialisme *russe* (italiques de Lénine) - le socialisme paysan des années soixante-dix qui se "fichait" de la liberté à cause de son caractère bourgeois, qui luttait contre les "libéraux à l'esprit ouvert" qui s'efforçaient d'atténuer les antagonismes de la vie russe, qui

rêvait d'une révolution paysanne (Lénine se réfère au parcours du populisme russe qui, parti d'un programme insurrectionnel, de terreur et de destruction, s'était transformé en mouvement de la bourgeoisie rurale, des koulaks, du capitalisme agraire embryonnaire) - s'est complètement désagrégé et a engendré ce vulgaire libéralisme petit-bourgeois qui considère comme "faits encourageants" les tendances progressives de l'exploitation paysanne, oubliant qu'elles sont accompagnées (et conditionnées) par les expropriations en masse des paysans ».

En deuxième lieu, relevait Lénine, ces sociaux-ruraux se sont mis à jouer les croqueurs de marxistes sur tous les plans et à attaquer non plus le tsar, les nobles et les policiers mais les ouvriers industriels et socialistes. Hier ils faisaient des compliments à Marx, aujourd'hui ils vont de tout

côté en proclamant, comme à l'habitude, sa « faillite ».

Que firent les marxistes russes ? « Plutôt que de se limiter à constater l'exploitation, ils voulaient l'expliquer. Ils virent que toute l'histoire de la Russie après la réforme consiste dans la ruine des masses et dans l'enrichissement d'une minorité, ils observèrent l'expropriation gigantesque des petits producteurs accompagnant le progrès technique général, ils notèrent que ces tendances opposées naissent et se renforcent quand l'économie *marchande* se développe et se renforce, ils ne pouvaient pas ne pas conclure que l'on était en présence d'une organisation bourgeoise (capitaliste) de l'économie qui engendrait *nécessairement* l'expropriation et l'exploitation des masses ... Mais le capitalisme a créé une nouvelle classe, le prolétariat industriel. Quoique subissant la même exploitation que toute la population travailleuse de la Russie, cette classe est cependant placée dans des conditions avantageuses quant à sa libération : aucun lien ne l'unit à la vieille société, les conditions même de son travail et de son mode de vie l'organisent, la contraignent à penser, et lui donnent la possibilité de descendre dans l'arène de la lutte politique. Il est naturel que les sociaux-démocrates aient *fondé toutes leurs espérances* sur cette classe ».

Que Lénine ait vu un jour déçu ces espérances et qu'il ait, comme un joueur de hasard ruiné, misé au contraire sur la carte paysanne, et que seulement grâce à cela *il fit* la révolution ; cela n'est pas du *léninisme*, c'est... de la merde.

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Au sommaire:

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (Rapport à la réunion générale du parti - 1972)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



La guerre d'Espagne (2)

La prétendue « gauche communiste » espagnole et la « révolution démocratique »

INTRODUCTION

Nous continuons ici la publication de l'étude sur la Guerre d'Espagne commencée dans le n° 105 de la revue. Le précédent chapitre avait abordé d'un point de vue général les problèmes les plus importants, sous la forme de thèses et de contre-thèses ; celles-ci mettaient en relief les principales déviations du marxisme, surtout sur les questions centrales de la période 1931 – 1937, et rappelaient à l'inverse les fondements de l'analyse marxiste correcte et du travail critique sur les points historiquement les plus confus.

Répétons qu'il ne s'agit pas d'épuiser le sujet : nous ne prétendons pas faire une exposition exhaustive des positions marxistes sur tous les problèmes dont il est nécessaire de tenir compte pour ne pas transformer en un labyrinthe impénétrable la question de la Guerre d'Espagne et celle de la période antérieure de très forte agitation prolétarienne sur le terrain de la lutte immédiate comme celle des fausses attentes placées dans un mouvement « révolutionnaire » – qui en réalité n'eut pas lieu.

Ce manque d'exhaustivité tient surtout au manque de forces qui nous empêche de rassembler, réorganiser et exposer tout le matériel qu'il faudrait pour donner à ce travail la marque complète des travaux du parti : le marxisme n'est pas un courant intellectuel, il ne cherche pas à parachever la critique complète de toutes les questions qui se posent pour passer, tout de suite après, aux « tâches pratiques ». Nous nous plaçons sur le terrain du bilan historique de la phase la plus critique du développement de la lutte de la classe prolétarienne en Espagne, dans la perspective d'un travail plus ample d'assimilation théorico-politique destiné à renforcer le parti théoriquement, politiquement mais aussi organisationnellement, ce qui pourra lui permettre, lors des futures périodes de montée de la lutte de classe, de s'y implanter, en sachant que cette implantation ne dépendra

jamais de la « bonne volonté » et en ayant conscience surtout que le parti est à la fois *produit et facteur* du solide déterminisme présent dans tout l'arc historique de la lutte de classe prolétarienne.

Ce qui oriente tout le travail de la section du parti dans ce domaine, c'est l'étude des causes qui ont causé la tragique absence du parti de classe dans les années décisives de la lutte du prolétariat espagnol ; donc des conditions qui ont été à l'origine de cette absence et de leurs conséquences. Ni les unes ni les autres ne peuvent être réduites à un réformisme de type « statistique » qui, sur la base d'une conception complètement déformée du matérialisme, chercherait à établir un rapport de causalité mécanique entre le développement de la société capitaliste, la lutte de classe du prolétariat et l'émergence de son parti. Pour ce courant de pensée, qui naît généralement comme une excroissance intellectuelle du stalinisme, tout le problème se réduit au schéma suivant : le développement du capitalisme en Espagne est inférieur à celui du reste des pays européens ; la classe prolétarienne est beaucoup moins nombreuse que dans les autres pays et son expérience politique est faible ; pour toutes ces raisons le parti de classe ne pouvait se former en Espagne.

Cette assertion, qui se prétend marxiste, est une aberration absolue et l'accepter reviendrait à détruire les

bases même du marxisme.

En premier lieu parce qu'elle réduit à rien l'expérience de l'Octobre bolchevique en Russie, où un prolétariat proportionnellement minoritaire apparaît dans une société peu développée d'un point de vue capitaliste, sinon franchement féodale, en suivant de manière compacte un parti communiste, le parti bolchevique, qui dirigea l'attaque victorieuse contre l'aristocratie féodale et la bourgeoisie libérale. Par rapport à cette situation, la situation espagnole de 1931 à 1937 apparaît beaucoup plus avancée d'un point de vue social : des formes sociales à prédominance capitaliste, un prolétariat urbain et rural nombreux, une tradition de lutte syndicale marquée par d'intenses explosions mais, indubitablement, un parti de classe totalement absent. Par conséquent, ou le marxisme – si nous l'identifions au schéma ci-dessus – se trompe, ou alors il manque quelque chose dans l'explication. Ce « quelque chose », cette absence du parti de classe, est précisément ce qui doit être expliqué, tant pour confirmer la capacité du marxisme à expliquer les conditions d'émancipation du prolétariat, que pour en rejeter ses versions déformées qui cherchent à justifier leur histoire et l'avenir qu'ils promettent aux prolétaires.

Mais, après avoir repoussé cette caricature du déterminisme historique, il ne faudrait pas remplacer la conception matérialiste de l'histoire par une vision libertaire, c'est-à-dire idéaliste, qui explique l'absence du parti révolutionnaire par une prétendue « spécificité espagnole ». Cette version anarchiste, qui est très proche de la « singularité de la patrie » que l'on trouve à l'origine de l'idéologie du phalangisme, affirme que le patrimoine culturel espagnol ou un mélange génétique particulier, aurait rendu le prolétariat

La guerre d'Espagne

espagnol complètement imperméable au marxisme, en lui montrant la voie anarchiste ou syndicaliste comme la seule capable de s'adapter à la nature de la classe ouvrière... de ce côté-ci des Pyrénées.

Notre étude, comme nous l'avons dit, cherche à expliquer les causes et les conséquences de cette absence du parti. L'idéologie libertaire, dans toutes ses variantes, rentre dans le chapitre des conséquences et non des causes, dont elle n'a jamais fait partie ; et sur les mêmes bases fausses elle est à l'origine des explications ultérieures des événements en Espagne qui, tout en prétendant avoir dépassé l'anarchisme, retombent éternellement dans la stupide explication des événements par le rôle des individus, par des anecdotes personnelles, des exploits glorieux et des terribles trahisons.

Le point central du développement de la lutte entre les classes est la capacité historique de celles-ci à agir en tant que « parti » qui, pour la défense de ses intérêts historiques, mène sur le terrain politique une lutte à mort contre tous ses ennemis. Dans la mesure où cela a été accompli uniquement par la bourgeoisie, la victoire de cette dernière apparaît comme une véritable victoire de classe, tandis que la défaite du prolétariat est toujours décomposée en une somme d'anecdotes individuelles.

Occupons-nous donc des éléments essentiels qui caractérisent les convulsions sociales en nous concentrant sur les pôles historiquement antagonistes des forces en présence ; dans ce cas, sur les tendances qui convergèrent vers la formation d'une réaction en opposition au Parti Communiste (PCE) dirigé par Moscou. Dans le précédent chapitre de ce travail, nous avons fait un résumé de toutes les « contre-thèses » erronées qui définissaient le caractère opportuniste des divers courants politiques prétendant représenter les intérêts de la classe des travailleurs durant la période 1931 – 1936 ; nous allons maintenant approfondir le sous-ensemble de ces « contre-thèses » qui furent avancées comme réponse aux positions du PCE et de l'Internationale Communiste (IC) Stalinienne. Il reste entendu que nous parlons de « contre-thèses » parce que nous les considérons en contradiction avec les positions du marxisme révolutionnaire. Et c'est justement dans la mesu-

re où elles constituent cette contradiction que nous les étudions et les exposons comme une expression de la tragique absence du parti de classe, comme une réaction « naturelle » contre les déviations opportunistes du PCE donnant lieu à des déviations peut-être encore plus scabreuses (peu importe qu'elles soient plus « sincères » ou non : le marxisme est amoral et n'entre pas dans de telles considérations) ; en aucun cas, ces déviations n'auraient pu constituer un pas vers la reprise du fil historique du marxisme révolutionnaire comme ce fut au contraire le cas à l'époque pour Lénine et pour la Gauche Communiste d'Italie contre les dégénérescences de la social-démocratie et du stalinisme.

Une des plus grandes contre-vérités sur les événements d'Espagne est qu'il y aurait eu une réaction politique à la dégénérescence stalinienne du PCE et de l'IC comparable à celle connue en Italie sous la direction de la Gauche du PC d'Italie. On parle alors d'une présumée Gauche Communiste d'Espagne comme un courant théorique, politique et organisationnel qui aurait combattu le stalinisme non seulement sur la base du rétablissement des principes marxistes, mais surtout en fournissant une alternative pratique à l'encadrement organisationnel stalinien, en réorganisant les éléments qui se déclaraient anti staliniens autour d'une plate-forme commune d'intervention politique sur la réalité espagnole, qui non seulement a accueilli les communistes espagnols mais aussi ceux du reste du monde qui cherchaient refuge dans l'Espagne « révolutionnaire ».

Habituellement le mythe de cette réorganisation politique de la gauche marxiste est identifié au POUM et à ses divisions militaires internationales durant la guerre. La force et la persistance de ce mythe face à une réalité historique incontournable réside dans le fait que le POUM lui-même est considéré comme le résultat d'un travail de critique théorique, politique et organisationnel par les éléments de la Gauche Espagnole, une lutte qui avait débuté dans le cadre d'un travail de fraction au sein du PCE, aussi bien par les partisans de Maurin que par ceux de Trotsky.

En posant les choses ainsi, si on cherchait à tracer une ligne unissant les principales étapes du « communisme » non seulement en Espagne

mais dans le monde entier, on trouverait au fond une ligne qui irait chronologiquement de l'œuvre de Lénine et des bolcheviks contre la déformation du marxisme par la social-démocratie internationale... au Bloc Obrero y Campesino (BOC, Bloc Ouvrier et Paysan) de Maurin et à la Izquierda Comunista (Gauche Communiste) d'Andrés Nin. Il ne s'agit pas de s'amuser à établir un ordre formel pour l'entrée au panthéon des hommes illustres ; mais il faut saisir le poids important de cette vision absurde de l'histoire, tant pour comprendre l'origine et le développement du parti de classe en Espagne que tout simplement pour s'approcher aujourd'hui au marxisme révolutionnaire dans ce pays. Ceux de nous qui ont fait ce travail quand ils étaient jeunes et avec les seuls moyens alors à leur portée, connaissent les implications qu'ont eues la montée du POUM, de Nin et de la « Division Lénine ».

Nous allons dans ce travail exposer et faire la critique des positions de cette fausse opposition de gauche, en expliquant son origine et sa portée réelle au cours des événements qui vont de 1931 à 1939. Comme nous l'avons dit, nous n'entendons pas faire une chronique des événements, même s'il est nécessaire d'avoir recours à une chronologie de base, mais traiter les points centraux du problème. Voilà pourquoi nous procédons, plus qu'à un compte rendu des événements, à la critique des programmes politiques, des prises de position sur les problèmes concrets, etc., de façon à donner une vision générale en mesure à son tour d'expliquer la raison des actions entreprises.

Par ailleurs l'objectif est de clarifier les points essentiels du mythe de la « Gauche Communiste » d'Espagne. Tant les origines syndicalistes-révolutionnaires du Bloc Ouvrier et Paysan que les positions sur l'Espagne de la fraction trotskyste contribuent à alimenter ce mythe. Nous traiterons ces points dans la mesure où ils sont utiles pour donner une plus grande force explicative à notre travail, mais sans trop s'étendre sur la critique du courant trotskyste ou du mouvement syndicaliste révolutionnaire. De même, les dissidences ultérieures apparues dans le POUM, comme la fameuse « Cellule 72 », ne seront traitées que dans la mesure où elles peuvent contribuer à rappeler

l'absolue impossibilité de considérer ces courants comme des noyaux potentiels d'un courant marxiste révolutionnaire.

1.

Ce serait une erreur d'attribuer la défaite de la classe ouvrière lors des terribles événements d'Espagne à « l'absence du parti », sans expliquer de façon correcte le pourquoi de cette absence. « Le parti » n'était pas absent en Espagne : il y eut plusieurs « partis » qui s'affirmaient comme tels et qui conquièrent une grande influence sur de larges secteurs de la classe prolétarienne. Sans parler du PCE et du PSOE, il existait différentes organisations qui s'affirmaient marxistes-révolutionnaires et qui défendaient la nécessité du parti de classe comme organe de la révolution prolétarienne, en invoquant non seulement la Révolution d'Octobre et le fil rouge qui va de Marx à Lénine, mais aussi, comme si c'était une continuation de celui-ci, un prétendu anti-stalinisme, une prétendue rupture avec les préceptes théoriques, politiques, tactiques et organisationnels de l'IC stalinisée et un retour aux positions révolutionnaires que le bolchevisme sauva du naufrage par son travail de restauration du marxisme sur des bases correctes. Il y eut donc plusieurs partis, courants et organisations qui prétendirent constituer une réaction de gauche à la force corruptrice tant du parti russe dégénéré que de l'Internationale. Ces positions, à la critique desquelles nous consacrons cette étude, sont connues en dehors des frontières physiques et historiques de l'Espagne et il est coutumier, encore aujourd'hui, d'y faire référence en traitant de la période de la Seconde République et de la Guerre Civile, lorsqu'on cherche une alternative aux explications fournies par le stalinisme (ou par une quelconque de ses nombreuses variantes actuelles).

De la même façon que notre travail ne se base pas sur la critique des individus qui furent au centre de la tourmente (et qui, encore une fois, ne l'ont ni créée ni dirigée, mais qui ont été continuellement bousculés et entraînés par lui), il n'entend pas créer une « archéologie » des événements associés à ces courants et à ces partis. Nous sommes tout-à-fait convaincus qu'un travail de ce type ne

réussirait qu'à substituer à la critique matérialiste une reconstruction idéaliste de l'histoire. Mais il est toutefois nécessaire de consacrer quelques lignes à clarifier brièvement les problèmes chronologiques et terminologiques pour ne pas avoir à y revenir.

À la fin des années vingt du siècle dernier, en plus du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol), il existait en Espagne le PCE et dans celui-ci une série de courants parmi lesquels se trouvaient les protagonistes de la « réaction de gauche » contre le stalinisme. Il faut rappeler que, de 1923 à 1931, le régime politique espagnol était constitué par la dictature militaire de Primo de Rivera. En dépit de la coïncidence dans le temps et de quelques aspects formels, ce régime ne peut être assimilé au fascisme italien ; la dictature de Primo de Rivera fut un pacte entre diverses factions de la classe dominante dans le contexte d'une profonde crise sociale où, aux tensions internes provoquées par un rapide développement industriel de quelques régions du pays, s'ajoutait la montée de la lutte syndicale du jeune prolétariat d'usine et l'agitation continue des journaliers de la campagne andalouse. La dictature a associé la nécessité d'une dure répression anti-ouvrière avec un programme d'intégration des organisations ouvrières dans la structure de l'État, en provoquant, concomitamment au boom économique des années vingt, une diminution progressive de l'intensité de la lutte prolétarienne. Dans ce contexte, la croissante opposition au leadership du PCE fut menée par plusieurs courants qui finalement convergèrent, en 1935, dans la formation du POUM.

La faillite de la politique du PCE fut particulièrement évidente à partir de 1930, quand la chute de la dictature semblait imminente et que les conséquences de la crise capitaliste de 1929 devenaient insupportables pour la classe ouvrière ; le PCE montra alors son incapacité complète à mener une politique permanente de défense des intérêts de la classe prolétarienne au milieu de la vague de mobilisations dirigée par les partis républicains. Ladite « politique de la troisième période » commune au PCE et aux autres partis de l'IC, se caractérisait par un radicalisme formel, sans aucun fondement théorique et politique, derrière lequel se trouvaient les exigences que l'État russe avait imposées à des partis totalement subor-

donnés à ses intérêts. En Espagne cette politique de la « troisième période » fut caractérisée par le slogan de « Gouvernement Ouvrier et Paysan » qui aurait dû être soutenu par le pouvoir des soviets, en réalité inexistant. La politique du PCE, incapable d'évaluer l'agitation ouvrière de façon correcte, c'est-à-dire comme un lent réveil de la force engourdie de la classe ouvrière encore pleine d'illusions démocratiques après une décennie de profonde récession, affirma, dès 1930, que le pouvoir était à portée de main ; pour le conquérir, il fallait repousser toute agitation, toute revendication sur le terrain de la lutte immédiate, se détourner de l'organisation et de l'encadrement des forces prolétariennes ainsi que de la critique des courants libertaires et sociaux-démocrates, pour consacrer ses efforts uniquement à la préparation de la prise du pouvoir. La conséquence de cette politique fut la liquidation pratique du petit parti ; à sa place se développèrent une série de tendances qui constituèrent leur plate-forme politique sur la base du refus des « méthodes dictatoriales » de la direction de Bullejos, pour présenter leur candidature à la reconstruction du parti.

Parmi ces courants nous en distinguons deux qui ont par la suite constitué la scission dite « de gauche ».

Le premier est la Fédération Communiste Catalane-Baléares (FCCB), organisation locale du Parti Communiste en Catalogne et dans les Îles Baléares mais qui a eu une influence aussi à Valencia, dans le nord de la Castille et à Madrid. Ce courant gagna une certaine force avec l'avènement de la crise de 1929 dont la conséquence la plus notable fut la croissance du chômage ouvrier et la stagnation de la production agricole (qui a drastiquement appauvri les petits agriculteurs du nord et nord-ouest de l'Espagne), au point de constituer le principal bastion organisationnel du PCE. Durant cette période, le FCCB développa sa « propre théorie originale », aux dires de ses leaders : l'Espagne vivrait, avec l'avènement de la République, une révolution démocratique, ce qui, d'un point de vue théorique et politique, était incompatible avec le mot d'ordre du PCE de « Gouvernement Ouvrier et Paysan ».

Même si la critique de ces positions est en fait au centre de notre

La guerre d'Espagne

étude que nous développons plus loin, il faut noter tout de suite que la prétendue opposition de « gauche » a constitué en réalité un pas à droite par rapport à la politique du PCE, qui en soi n'était vraiment pas assimilable à celle de la Gauche. Les divergences qui n'étaient évidemment pas théoriques ou politiques mais concernaient la lutte pour le contrôle d'un parti en faillite, aboutirent à l'expulsion de la FCCB. Celle-ci donna alors naissance à un nouveau parti, la Fédération Communiste Ibérique, et à un rassemblement destiné aux sympathisants, le Bloc Ouvrier et Paysan pour encadrer un certain nombre d'éléments qui, attirés par son programme démocratique, se rapprochaient du nouveau parti. Nous reviendrons sur ce point ; il suffit pour l'instant de souligner qu'en pratique le nouveau parti fut connu seulement en tant que Bloc Ouvrier et Paysan, appellation qui reflète mieux sa véritable nature.

Le second courant par ordre d'importance était le courant trotskyste. Dans cette étude, nous ne ferons pas une histoire du trotskysme en Espagne, qui en vérité n'a aucune importance ne serait-ce parce qu'il n'y a quasiment rien qui puisse être qualifié de ce nom. Nous n'entrerons pas non plus dans la chronique des divergences entre Trotsky et son courant en Espagne, sinon dans la mesure où cela peut aider à expliquer les positions que la *Izquierda Comunista de España* défendra par la suite en tant qu'organisation indépendante. Il suffit de dire que la Fraction trotskyste trouva son origine parmi certains éléments expulsés du PCE à la tête desquels se plaça Andrés Nin lorsque, fuyant la répression stalinienne en Russie, il revint en Espagne avec toute une expérience de travail pour l'Internationale Syndicale Rouge ainsi que ses étroites relations avec Trotsky.

La Fraction trotskyste montra rapidement ses divergences internes, quand la tension sociale augmenta de nouveau en Espagne ; la perspective de former un courant capable d'influencer des couches significatives du prolétariat se concrétisa sous la forme d'une alliance avec le BOC. Ainsi se constitua la soi-disant *Izquierda Comunista de España* (Gauche Communiste d'Espagne, ICE), en cherchant à devenir un peu plus qu'un simple courant du PCE ; elle développa progressivement une

théorie justifiant cette évolution en reprenant l'idée de la révolution démocratique en Espagne (présente donc aussi dans le trotskysme) comme élément central. Les événements d'Octobre 1934 dans les Asturies et en Catalogne précipitèrent la rupture de l'ICE avec Trotsky et son courant, en donnant naissance à la fusion entre l'ICE et le BOC.

Poser « l'absence du parti » en Espagne durant les moments-clés de la lutte de classe du prolétariat dans la période 1931 – 1937 est, comme nous l'avons dit, une position abstraite qui empêche de traiter les points essentiels concernant l'absence d'une avant-garde révolutionnaire faisant « valoir les intérêts communs à tout le prolétariat, indépendamment de la nationalité » et défendant « dans les différentes phases de développement de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, les intérêts du mouvement dans son ensemble » (*Le Manifeste*). De la même manière, expliquer cette absence en termes exclusivement formels, c'est-à-dire comme absence générique, non historiquement déterminée ou causée par un caractère national, est une position également anti-marxiste.

Il saute aux yeux que « 1936 » n'a pas été « 1917 ». Les événements qui ont accompagné l'Octobre rouge en Russie ne sont pas comparables à ceux vécus par la classe des travailleurs espagnols, comme nous avons pu l'expliquer dans la première partie de ce travail. Mais pour les marxistes, les différences entre les deux moments s'expliquent en tenant compte des éléments eux-mêmes : en partant d'eux, il est possible de renouer le fil qui relie les deux dates à travers les événements tortueux traversés par les prolétariats russe, italien, allemand... et espagnol dans l'arc d'une vingtaine d'années.

La question centrale est, comme toujours, celle du parti. Le parti de classe du prolétariat n'est ni un idéal chimérique ni un reflet automatique de n'importe quelle situation. Le développement de la classe prolétarienne, comprise comme une classe qui lutte, comme une formation de combat, qui vit quand vivent une doctrine et un programme synthétisant tout le parcours de la guerre de classe et ses objectifs, aboutit d'une manière non mécanique à la sélection d'une petite fraction d'elle-même liant de façon ni spontanée ni conjoncturelle ses efforts à des objectifs ni immé-

diats ni contingents.

L'existence du parti en tant qu'expression unique d'une classe qui, sinon, constitue une masse amorphe et malléable, toujours soumise aux exigences des autres classes sociales, ne dépend donc pas du nombre de prolétaires présents dans tel pays ou telle région du monde, ni de la violence avec laquelle des phénomènes déterminés, caractéristiques de la société divisée en classes sociales, frappent les masses.

Elle dépend des expériences de luttes qui s'accumulent, de manière ni continue ni régulière mais à travers des sauts soudains, dans les générations successives de prolétaires qui, souffrant des conditions auxquelles les soumettent le monde capitaliste, sont sujets à un processus de décanation sociale d'où jaillissent ces « étincelles » qui illuminent le parcours qui doit être nécessairement suivi. La première expression du parti est donc temporelle et, à travers elle, se résout la relation qui unit les objectifs les plus immédiats, les explosions sociales limitées et les tentatives révolutionnaires échouées, aux objectifs généraux avec l'extension des conflits partiels vers un objectif final, etc.

D'autre part, le parti est essentiellement une union d'éléments divers provenant tant de la classe prolétarienne que de ces rares défections d'autres classes sociales, par delà les limites qui marquent leurs provenances et de l'empreinte originelle conférée par la société bourgeoise. Le prolétariat n'est que formellement une classe nationale : le contenu du mouvement historique orienté vers la société d'espèce est international. Et c'est dans le parti de classe que cette rupture avec les limites locales, régionales ou nationales des militants comme des prolétaires qui sont les protagonistes de la lutte de leur classe, revêt une expression claire et nette. C'est la dimension spatiale du parti, qui lutte pour étendre l'organisation de la classe prolétarienne au-delà des limites auxquelles elle est confrontée quotidiennement.

Si une de ces deux dimensions fait défaut, si le parti n'existe pas en tant que continuité temporelle ou spatiale de la lutte de classe, alors il n'existe pas formellement ; son existence demeure seulement dans le parti-historique, dans le parti-programme. Si le parti ne rassemble pas l'expérience et le bilan historique des

luttés de classe, la continuité générationnelle, qui est un fait exclusivement politique, est interrompue. Si le parti n'exprime pas en termes *dynamiques* le caractère international de la lutte de classe, donc la nature de cette lutte comme affrontement à la classe bourgeoise tout entière, la classe parasitaire du capital qui est internationale, alors le virus nationaliste, l'exception locale, etc., corrompent cette lutte.

C'est seulement de cette manière qu'il est possible de poser de façon correcte la question de l'absence du parti en Espagne, en gardant à l'esprit les contraintes spécifiques qui empêchèrent chacun des groupes qui le prétendaient d'être le « parti » dans cette double dimension.

Dans le meilleur des cas, comme nous le montrerons plus loin, certains d'entre eux ont cherché à transposer de matière abstraite le modèle du cours des événements de 1917 en Russie à la situation espagnole. Ils comptaient engendrer, mécaniquement et idéalement, une continuité qui n'existait pas à cause du manque de base théorique et de mise en ordre programmatique, tactique et organisationnelle.

A partir de 1903 le parti bolchevique a lutté pour remettre le marxisme sur ses bases correctes. Il l'a fait en combattant la dégénérescence des prétendus courants marxistes d'Europe et d'Amérique ainsi que de leur variante russe. Et il l'a fait en soumettant à l'épreuve de trois révolutions son travail théorique, politique et organisationnel devant le prolétariat russe. La dégénérescence progressive des partis socialistes à partir des années quatre-vingt-dix du XIXe siècle, accompagnait le développement impérialiste des principales nations d'Europe et d'Amérique, en cherchant à priver la doctrine de Marx et d'Engels de ses points essentiels aussi bien en termes d'étude historique et économique que sur le terrain éminemment politique de la question de l'État de classe. Les bolcheviks ont non seulement fait la critique de cet opportunisme de première génération, mais ils ont aussi montré comment le cours même de l'histoire russe donnait raison au marxisme authentique. Ainsi, avec la victoire en Octobre 1917, ce n'est pas seulement le gouvernement Kerensky qui tomba, mais également le voile de mensonges que la social-démocratie avait cherché à maintenir devant les prolétaires sur la nature de la lutte de classe et sur la

révolution prolétarienne. Les aspects économiques, historiques, etc., de la lutte que les bolcheviks avaient menée dès le début virent toute sa valeur démontrée à grande échelle par leur victoire politique

Presque vingt ans après, en 1936, le problème n'était pas de revendiquer cette expérience de manière générale. Une nouvelle vague opportuniste, accompagnée par la réaction la plus brutale, avait pris racine. Défendre Lénine et le Parti Bolchevique ne consistait pas à louer les victoires obtenues sur le terrain théorique et politique, ni à montrer comment la force de la contre-révolution s'était abattue sur eux de façon particulièrement dure. Le travail de la faible minorité marxiste qui avait survécu à la débâcle en se maintenant fermement sur les positions marxistes, consistait alors à faire le bilan de cette nouvelle défaite de la classe ouvrière, et du mouvement communiste international, en partant de la constatation que son parti de classe avait été anéanti au niveau international en reniant totalement les bases théoriques et de praxis grâce auxquelles s'était réalisé le triomphe d'Octobre et la formation de l'IC.

Indépendamment de la force numérique de ceux qui prétendaient l'incarner, le parti de classe était donc absent dans la mesure où ce bilan ainsi que la nécessaire restauration de la doctrine marxiste faisaient défaut. Ce bilan a pu être réalisé seulement par la Gauche Communiste d'Italie en se reliant avec intransigeance à tout le parcours théorique, politique, tactique et organisationnel suivi depuis sa formation jusqu'à sa greffe à l'Internationale Communiste et à la lutte contre la dégénérescence de celle-ci et contre toute tendance opportuniste et contre-révolutionnaire, en combattant aussi, bien évidemment, les renoncements et les déviations qui frappaient le mouvement lui-même, sous la formidable pression contre-révolutionnaire.

Le cas espagnol, quant à l'incompréhension du poids réel de la contre-révolution, est très significatif de ce point de vue. L'Espagne est le seul pays au monde où, dix ans après la crise du parti russe et de l'Internationale, les courants d'opposition au PC officiel jouissaient d'une importante force numérique et d'une influence sur la classe prolétarienne supérieure à celle de ce dernier. Par conséquent, le « parti » ne manquait pas en termes

formels. Comme ne manquait pas non plus le parti anti stalinien auto proclamé. Mais les limites dans lesquelles se trouvaient enfermés ces courants étaient trop étroites en termes politiques, et surtout théoriques, pour qu'ils soient à même de surmonter d'eux-mêmes l'état de prostration où les forces révolutionnaires étaient tombées.

En réalité, les courants d'opposition au PCE (BOC, ICE et ensuite POUM) recoururent, pour compenser leurs carences évidentes dans ce domaine, à une transposition mécanique de l'expérience russe, dont il ne pouvait ressortir que la défense précisément des points où cette expérience n'était pas immédiatement applicable, ou bien l'erreur encore plus profonde et plus tragique : devenir des « innovateurs » du marxisme et, en partant de la défense de la liberté d'élaboration doctrinale, chercher à faire table rase du bilan historique que le mouvement communiste devait faire de la succession des révolutions et des contre-révolutions, pour créer une nouvelle théorie construite expressément pour la situation espagnole.

Il est facile de suivre ce fil explicatif par la trajectoire politique de ceux qui exprimèrent ces deux tendances : leur origine dans le syndicalisme, leur passage au gouvernement local de la Catalogne, leur défense du bloc antifasciste... et même leurs attaques furieuses contre ceux qui critiquaient les plus contradictoires de leurs positions. Mais notre tâche est de montrer que, derrière ces éléments, se trouvent des déterminations matérielles indestructibles et sans appel, et qui se manifestent dans ce qui a été en réalité fait par ceux qui prétendaient que c'était impossible pour des marxistes. Sous cet angle, il est important d'expliquer la crise politique et organisationnelle du prolétariat international ainsi que la solution que le BOC, l'ICE et le POUM prétendaient lui donner dans le dernier de ses bastions ; il faut accorder une grande importance aux limites de la rupture de ces courants avec le PCE et l'IC ainsi que les modalités selon lesquelles ils ont dû réaliser et justifier cette rupture.

Des questions comme la nature démocratique de la révolution en Espagne, le problème de la terre et des nationalités, le front unique antifasciste ou la question de l'État soulevées avant la guerre civile, sont les

La guerre d'Espagne

clés pour montrer la portée réelle de l'infection opportuniste qui a affecté ces courants politiques.

2.

Prenons une citation extraite des thèses de la III^e Conférence Politique de l'Opposition Communiste Espagnole (OCE). L'OCE est la section en Espagne du courant trotskyste, qui s'est dégagé autour d'éléments provenant du PCE ; elle défendait, dans les pages de sa revue *Comunismo*, certaines divergences par rapport à la position trotskyste officielle. Au fur et à mesure que ces divergences s'approfondissaient, l'OCE se transformera en ICE et enfin fusionnera avec le BOC pour donner naissance au POUM.

La première partie du texte d'où nous avons tiré la citation est consacrée à l'examen de la nature socio-économique de l'Espagne en concluant qu'il s'agit d'un pays éminemment industriel, peu développé et soumis au gouvernement des propriétaires terriens. Ensuite, il est affirmé :

« En réalité, la proclamation de la République a été une tentative désespérée de la partie la plus perspicace de la bourgeoisie pour sauver ses privilèges. L'expérience des dix premiers mois d'existence du nouveau régime a réussi à démontrer ce que les communistes ont toujours soutenu : que la bourgeoisie ne peut réaliser la révolution démocratique-bourgeoise, que cette révolution ne peut être mise en œuvre que par le prolétariat, en s'appuyant sur les masses paysannes grâce à l'instauration de sa dictature. La République n'a résolu, ni ne peut résoudre, aucun des problèmes fondamentaux de la révolution démocratique : le problème agraire, celui des nationalités, des rapports avec l'Église, de la transformation totale du mécanisme bureaucratique-administratif de l'État. La solution du problème religieux (solution radicale en apparence, puisque tout le pouvoir économique de l'Église est resté sur pied), l'éventuelle concession d'une mesquine autonomie à la Catalogne et une timide réforme agraire qui, en fin de compte, laisse intacts les droits de la grande propriété, sont les limites extrêmes que la bourgeoisie peut atteindre sur le chemin de la révolution démocratique ».

Ensuite dans la revue du BOC, nous extrayons d'un article intitulé « *Les problèmes de la révolution espagnole* » un paragraphe qui résume les positions de ce courant sur ce sujet :

« Les problèmes posés aujourd'hui à l'Espagne sont ceux inhérents à un pays qui n'a pas encore fait sa révolution démocratique bourgeoise [...] Une chose qui apparaît de toute évidence : l'Espagne, comme la Russie en 1917, ne sera pas en mesure de sauter cette étape historique nécessaire étant donné les conditions économiques et sociales du pays. La révolution démocratique, avec tous les problèmes qu'elle pose, est par conséquent à l'ordre du jour en Espagne. Mais cette évidence nous amène à une autre, déjà ébauchée précédemment : que ce ne sera pas la bourgeoisie républicaine – ou la petite bourgeoisie – qui mettra en œuvre cette révolution, mais le prolétariat allié aux paysans. Dans ce sens, la révolution sera permanente, de démocratique elle se transformera en révolution socialiste ».

Avant de continuer, il faut noter que l'identité des deux approches est relative : alors que le courant trotskyste formule une extrapolation automatique de l'expérience russe en Espagne, le BOC est beaucoup plus confus à cet égard, parlant en d'autres occasions de « Révolution démocratico-socialiste » où les tâches économiques et socialistes des révolutions démocratique et socialiste se révèlent être les mêmes et, par conséquent, toutes les deux identifiables. Ceci est le résultat de la composition sociale et idéologique du BOC, qui malgré sa réputation communiste, n'était pas, en maints endroits du pays, différent d'un parti républicain radical.

Mais à part ces différences, les points essentiels sont les mêmes pour les deux courants : en Espagne, c'est la révolution démocratique bourgeoise qui s'annonce.

Par révolution bourgeoise, le marxisme a historiquement signifié l'avènement au pouvoir de la classe bourgeoise, son contrôle de l'État, la liquidation des rapports de production féodaux et, partant de là, l'élaboration d'une légalité garantissant le libre développement des forces économiques du capitalisme, qui étaient déjà présentes sous le féodalisme et dont la collision avec les formes juridiques de ce dernier a

provoqué l'avènement révolutionnaire de la classe bourgeoise. Le modèle de la révolution bourgeoise étudié par Marx a été le modèle anglais, justement parce qu'il réunit de façon claire tous les éléments qui caractérisaient ce brusque changement social, dont la conséquence principale n'est pas l'instauration d'un système socialement stable, mais le passage à une phase plus intense de la lutte entre les classes sociales dans laquelle la bourgeoisie a perdu son caractère révolutionnaire en faveur de la classe prolétarienne qui porte en soi le progrès de l'humanité dans tous les domaines.

Mais le modèle britannique ne s'est pas réalisé partout dans le monde où a eu lieu la révolution bourgeoise. Il s'est rarement manifesté de façon pure, bien que partout la bourgeoisie ait finalement triomphé. Le cas espagnol est seulement un exemple de révolution bourgeoise réalisée où pratiquement tous les aspects sont absents sauf ceux essentiels (l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir et le développement du mode de production capitaliste). En fait, si les caractéristiques principales de la phase politique de la révolution bourgeoise en Angleterre étaient clairement observables, en Espagne l'imbrication d'avancées et de reculs, l'absence d'une classe résolue et l'ensemble des particularités régionales qui apparaissaient et disparaissaient durant toute la période de l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir, rendent extrêmement obscure la période où s'est développée cette révolution.

1808 a marqué le début de cette période. L'invasion napoléonienne de l'Espagne provoqua l'écroulement du vieil État nobiliaire qui, du sommet (la Couronne) jusqu'en bas, fut incapable de défendre l'intégrité territoriale du pays. Elle provoqua en outre l'entrée en scène des classes populaires soumises aux exactions de Napoléon, et de leurs représentants politiques et intellectuels ; ces éléments, liés aux aspects les plus minuscules de la vie économique du pays, fournirent au mécontentement populaire la force que donne la cohésion programmatique. En 1808, mais surtout en 1810, l'Espagne, en tant que nation, disparut et ce fut seulement la force des paysans, de quelques classes proto-prolétariennes et des représentants éclairés des classes marchandes, qui combattirent cet état de fait. Les

Cortes de Cadix en 1812, situées dans la dernière ville échappant au pouvoir napoléonien, et composées de représentants populaires qui n'avaient aucune légitimité démocratique, remplirent donc la double tâche de défendre la nation et de l'imposer contre les classes nobles. Ces idées sans action, comme Marx les appela, constituèrent le programme révolutionnaire bourgeois jusqu'en 1868.

Durant toute cette période, la vie politique et sociale du pays se déroula sous le signe d'une lutte à mort entre le projet révolutionnaire de la bourgeoisie et les efforts des vieilles classes dominantes pour le freiner. Mais cet affrontement eut lieu sous des formes diverses : d'abord ouvertement, puis comme une lutte dynastique et plus tard comme une lutte civico-militaire pour se conclure enfin comme une lutte armée après laquelle la période dite de la « Restauration » (1874) ne fut en réalité qu'un retour purement formel à l'Ancien régime. Il y a bien eu une révolution bourgeoise en Espagne. Elle a eu lieu dans la mesure où à la très forte mobilisation des secteurs « libéraux » de la bourgeoisie, soutenue depuis 1820 par une toute aussi forte mobilisation populaire, s'opposait un bloc contre-révolutionnaire qui utilisait toutes ses armes pour ne pas être renversé : mais il le fut pourtant, sans aucun doute.

Du point de vue politique, l'histoire du XIXe siècle espagnol est l'histoire d'un arrangement progressif du pouvoir détenu par la noblesse de façon à ce que la bourgeoisie puisse y participer. À chacun des mouvements de cette prétendue « révolution bourgeoise manquée » (termes récurrents dans les textes du BOC et de l'ICE), correspondait un recul des classes dominantes, qui cédaient du terrain pour éviter d'être expulsées d'un pouvoir dont le maintien exigeait d'autre part une adaptation aux changements économiques imposés par le développement international du capitalisme.

1820 – 1823. Après six années de restauration absolutiste à la suite de la Guerre d'Indépendance, le conflit armé dans les colonies américaines provoqua l'écroulement de la monarchie. L'armée, où les représentants des classes bourgeoises et paysannes étaient nombreux, soutenue par la mobilisation de la bourgeoisie commerciale des villes portuaires, rétablit la Constitution de Cadix et toute la

législation qui allait avec : fin des seigneureries comme forme juridictionnelle du pouvoir de l'Église, assainissement des finances de l'État au moyen d'une politique fiscale progressive, décentralisation de l'appareil bureaucratique de l'État. Une forte agitation populaire, accompagnée de l'apparition de clubs politiques et de sociétés secrètes formant l'ossature du dit « parti fanatique », représentant explicite de la classe moyenne urbaine et partisan d'un programme purement démocratique. Entre temps, la partie la plus conservatrice de la bourgeoisie cherche une formule de compromis avec la noblesse. L'ordre absolutiste ne se rétablit que grâce à l'intervention des puissances signataires du Pacte de Vienne, la Sainte Alliance avec la Russie à sa tête et la France, qui envoyèrent une armée pour restaurer la monarchie absolue.

1823 – 1839. La répression absolutiste frappe surtout les secteurs « fanatiques », en se concentrant sur les éléments bourgeois au niveau local et sur les grands leaders militaires au niveau national. Mais les problèmes mis en évidence par l'expérience révolutionnaire des trois précédentes années libérales contraignent les classes nobles à une transaction politique par laquelle elles cherchent une fusion avec les grands propriétaires terriens. La bourgeoisie commerciale et industrielle est encore en marge de cet accord qui va mener à l'abolition de la loi salique pour permettre l'accession au trône d'Isabelle II, derrière laquelle se regroupent les secteurs libéraux. La guerre civile éclate inévitablement.

D'un côté, lutte le parti dirigé par les grands propriétaires terriens apparus à la suite de la liquidation des seigneureries, une formule juridique qui les privait des droits politiques sur les communes, mais qui commençait à leur attribuant toutes les terres seigneuriales, en créant une très importante concentration de la propriété agricole ainsi qu'une masse de journaliers expropriés, embryon du prolétariat agricole et urbain. Ce parti recueille le soutien aussi bien des classes populaires bourgeoises et petites bourgeoises, intéressées à l'abolition des restrictions sur le commerce et sur la propriété, que des grandes corporations qui limitent le développement de l'industrie. Il obtient aussi la neutralité de la grande noblesse, intéressée à maintenir son statu quo

dans les termes énoncés ci-dessus.

En face se trouvent les éléments de la noblesse atteints par les changements économiques et qui voient leur pouvoir réduit. Leur emblème est la restauration dynastique avec le prince Carlo (d'où le nom *carlisme*). A leurs côtés, les secteurs des paysans propriétaires de la terre et des paysans liés à la terre en propriété communale (Catalogne, Navarre, Pays Basque) qui sont menacés par l'expropriation de la propriété agricole et sa concentration. Cette réaction, typiquement féodale, n'a pas de base sociale en dehors des régions où le régime emphytéotique de la propriété agricole (1) et le système des terres communales ont donné naissance à une paysannerie riche ; dès que les armées carlistes cherchent à franchir une ligne qui va de l'Èbre au sud, leur faiblesse est manifeste et elles sont battues.

De son côté le parti *cristino* (de Maria Cristina, mère d'Isabelle II et Régente d'Espagne) n'a pas non plus une base sociale suffisante pour abattre la réaction féodale ; il est contraint pour cette raison à faire d'importantes concessions aux classes inférieures combattant sous sa bannière.

Cette guerre avait des connotations révolutionnaires mais les forces du côté bourgeois n'étaient pas encore assez puissantes pour s'imposer définitivement sur les forces féodales ; elles durent conclure un pacte qui préserva les privilèges féodaux là où ils correspondaient directement aux rapports sociaux précapitalistes subsistant et qui ne pouvaient pas être extirpés directement. La fiscalité spéciale et le gouvernement féodal furent donc conservés en Navarre et au Pays Basque. En Catalogne, le rapide développement économique favorisé par la guerre elle-même, réduisit au contraire l'impact de cet accord. L'armée se hissa sur le trône : Espartero, représentant de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, expulsa la reine Régente et assumait la direction de l'État. Une réforme agraire confiscatoire jeta les bases de la naissance d'une classe sociale, celle des grands propriétaires terriens, qui cependant n'était pas assez forte pour prendre le pouvoir entre ses mains.

1839 – 1854. La Régence d'Espartero et le gouvernement suivant du général Narváez constituent une période de négociations et d'alliances entre les diverses classes possédan-

La guerre d'Espagne

tes. En dépit du maintien de l'édifice étatique de 1823, la rapide émergence d'une bourgeoisie rurale, la consolidation de la forme sociale mixte de la noblesse terrienne (mixte en raison de son origine basée sur le sang et sur la propriété privée non féodale de vastes propriétés terriennes, mais non par son contenu qui est déjà capitaliste) et d'une armée qui règle les problèmes politiques du pays, en sauvegardant l'ordre national, font que les tensions sociales s'expriment sur le plan de luttes entre les cliques au pouvoir (appelées « familles »). Les colonies américaines ont été perdues sauf Cuba et Porto Rico. Le manque d'assise économique de l'Ancien Régime a comme conséquence que la crise des finances publiques devient permanente et débouche sur de nouvelles mesures confiscatoires qui liquident les biens communaux, consolidant la classe des propriétaires terriens et ouvrant la porte aux investissements financiers et industriels étrangers. C'est alors que commence à se apparaître une classe sociale unissant propriété agricole et investissements dans les titres d'État. Commencant à être connue comme l'oligarchie latifundiste, cette classe est intéressée au maintien de gouvernements dictatoriaux s'appuyant sur des alliances civico-militaires qui restreignent les libertés démocratiques (droit de vote, liberté de la presse, droit de réunion) pour réprimer les tendances extrémistes de la petite bourgeoisie qui se manifestent pour la première fois en 1848, en reflet des convulsions sociales en Europe.

1854 – 1868. Les forces sociales mises en mouvement par le lent mais inexorable démantèlement de l'Ancien Régime, surgirent avec force là où la concentration de la première industrie donna naissance aux premiers noyaux prolétariens. 1854 a marqué le début de la poussée ouvrière en faveur des revendications démocratiques de la petite bourgeoisie urbaine. Pour la première fois, la question sociale a été soulevée sous forme de participation des ouvriers aux luttes politiques (Marx). Mais cette lutte politique « démocratique » ne revendiquait déjà plus la liquidation des rapports de production précapitalistes, relégués à un rôle secondaire pratiquement dans tout le pays ; elle visait l'achèvement de la révolution bourgeoise dans ses aspects purement politiques, ce qui fut atteint finalement en 1868. Avec

le début des « Six ans Révolutionnaires » (1868 – 1874) la liquidation de la monarchie des Bourbons, en un mot, le triomphe de la bourgeoisie urbaine et industrielle sur l'oligarchie terrienne, les termes de l'opposition se clarifièrent complètement : sur la bases des rapports de production capitalistes, la fusion de la vieille noblesse avec la nouvelle classe des propriétaires terriens, cherche à imposer un régime politique conservateur (qui exclue les autres classes sociales de la participation parlementaire, etc.) et un protectionniste en économie, en s'appuyant aussi sur la production esclavagiste à Cuba.

Cette politique débouche, de nouveau, sur la faillite des finances publiques, entraînant une pression extraordinaire sur la bourgeoisie industrielle et la petite bourgeoisie urbaine, mais provoquant aussi la pénétration du capital franco-britannique. D'autre part, ces classes bourgeoises et petites bourgeoises, avec le puissant soutien des premiers prolétaires urbains et ruraux, cherchent à pousser jusqu'au bout la révolution démocratique, en liquidant les limites à la participation politique et en introduisant un modèle économique libre-échangiste qui favorise le commerce non colonial.

Cette lutte, déjà équivalente à la lutte purement bourgeoise française ou allemande qui se déroula vingt ans plus tôt, menée entre les différentes factions de la même classe, tendra à déboucher sur une nouvelle dictature militaire après l'insurrection cantonale de 1874. La base économique et sociale du républicanisme n'était pas assez forte pour dépasser le soi-disant « parti agraire », alors que la situation internationale découlant de la défaite de la Commune de Paris, a permis aux éléments conservateurs qui ont dirigé la révolution de 1868 de chercher une alliance avec ce « parti agraire » contre le prolétariat.

La révolution bourgeoise était achevée. La restauration des Bourbons consista en un vaste pacte entre les secteurs qui s'étaient affrontés jusqu'à l'avènement de la Première République (1873). Les classes industrielles basques et catalanes furent partiellement exclues de ce pacte. Le faible développement économique espagnol n'a pas empêché les rapports capitalistes de production de dominer quasi exclusivement ni même que la forme de l'État soit clairement bourgeoise. Si cette forme de l'État était

contrôlée par la bourgeoisie agricole avec le soutien de la bourgeoisie esclavagiste cubaine, c'était simplement la conséquence de ce faible développement. Il faudra attendre 1898 et la défaite de l'Espagne face à la puissance capitaliste émergente, les États-Unis, pour que cette forme d'État commence à se fissurer, tout en laissant intact son contenu pleinement bourgeois, et cherche un renfort dans les forces politiques et économiques de la bourgeoisie catalane.

Prétendre, comme le firent les forces soi-disant de « gauche » communiste, qu'en 1931 la révolution démocratique bourgeoise était encore à venir en Espagne, est par conséquent soit une adaptation ultra formaliste d'une réalité assimilée au modèle de la Russie, soit, comme dans le cas du BOC, la traduction du caractère exclusivement petit-bourgeois de ce parti. Il est vrai qu'en 1931 il y avait encore certains aspects propres à la révolution démocratique bourgeoise à réaliser ; comme il est vrai aussi que les tâches qu'elles imposaient objectivement n'auraient pas pu être assumées par la classe bourgeoise ; et, naturellement, le parti de classe du prolétariat devait en tenir compte. Mais sans oublier que la nature politique et sociale de l'Espagne n'était plus celle d'un pays à la veille d'une *révolution* double, mais celle d'un pays arriéré d'un point de vue capitaliste où la bataille principale devait se dérouler entre d'un côté le prolétariat urbain et rural et de l'autre la classe dominante bourgeoise. Il ne s'agit pas ici de subtilités doctrinales, mais du rôle que la classe prolétarienne et son parti devaient jouer dans les événements fiévreux des années trente. La vision de l'ICE, comme celle du BOC et plus tard celle du POUM, en partant du slogan de la révolution démocratique, a joué un rôle désorganisateur sur tous les plans et a initié la dérive antifasciste et gouvernementale qui s'en est suivi.

Deux éléments servirent de pilier à la théorie de la révolution démocratique bourgeoise en cours : le problème national et la révolution agraire. Le premier est bien expliqué dans les articles qui font référence aux dites questions basque et catalane : « La question des nationalisations en Espagne » (*El Programa Comunista* n°23 et 24) et nous n'y reviendrons pas ici. Il suffit donc de dire que l'ICE adopta une position tout à fait abstraite où la « défense du droit à

l'autodétermination » dissimulait son refus de considérer l'Espagne comme un pays bourgeois où le prolétariat devait accomplir des tâches essentiellement non démocratiques, et par conséquent, ne devait espérer aucune aide de la part des autres classes sociales, qui avaient déjà perdu leur caractère révolutionnaire. L'insurrection de 1934, avec la proclamation de la République catalane, montrera à quel point « l'oppression nationale » était un concept vide par rapport auquel le prolétariat montra spontanément un formidable mépris. De la part du BOC, l'affirmation selon laquelle le parti marxiste devait être un parti nationaliste (discours de Maurin, leader du BOC, à l'Athénée de Madrid en 1932) est suffisante pour caractériser ces positions se trouvant sur le terrain du républicanisme bourgeois.

Il nous faut, pour l'instant, accorder une plus grande attention à la question agraire ou, plus précisément, à l'utilisation de la prédominance agricole dans la structure économique espagnole, comme argument pour classer le pays comme féodal.

Faisons encore deux citations ; la première appartient aux thèses de la Deuxième Conférence Politique de l'OCE ; la seconde est tirée d'un autre article de la revue théorique du BOC :

En même temps qu'elle considère le « caractère semi-féodal de la propriété agraire » l'OCE affirme : « Le sujet de la révolution, le paysan, étant donné le milieu où il vit, incarne la tendance individualiste. Cette tendance est accentuée dans les régions où la propriété est la plus morcelée. Mais il y a une couche, la plus importante (celle des salariés journaliers), qui sert, d'une certaine façon, de contre poids, quoique davantage par leurs conditions sociales que par leurs tendances. C'est dans surtout là que l'on voit clairement comment l'individu est un produit du milieu. Certains tendent à conserver et d'autres à posséder, et en général le concept de possession est profondément enraciné chez tous, même si leur situation diffère selon les circonstances, non dans leurs tendances mais dans leurs actions. Il est facile de gagner au parti l'immense couche de salariés par une politique agraire juste, à condition, naturellement, qu'elle leur donne le sentiment que seule la révolution communiste peut opérer la transformation agraire qui donne la terre à

celui qui la travaille. Il est difficile, mais non impossible à faire avec succès, de gagner la vaste couche de petits propriétaires en leur donnant la certitude que la révolution agraire communiste les libérera des taxes, des loyers et de la gabelle, et dans la plupart des cas accroîtra la surface de terre à exploiter. Il est inutile de dire que les autres couches, celle des propriétaires terriens et des paysans moyens, nous intéressent seulement dans la juste proportion du rôle contre-révolutionnaire qu'ils sont appelés à jouer.

Comment alors établir cette politique agraire juste, quelles devraient être ses lignes générales ? Certainement, le paysan salarié devra être incité, de manière générale, à se préparer à prendre possession de la terre, et si nous lui disons, sans spécifier ni conditionner le sens de cette possession, que la révolution communiste donnera la terre qui lui manque, nous le transformerons en une force révolutionnaire capable d'engendrer de formidables effets immédiats ; mais il est indiscutable que le lendemain nous devrions entrer en lutte avec lui, au moment précis où nous commencerons à faire les premiers pas vers la collectivisation des campagnes. Le facteur révolutionnaire se serait transformé en facteur contre-révolutionnaire et cela, assurément, aux moments les plus critiques de la révolution. La collectivisation agraire, en partant du principe fondamental de l'industrialisation de la campagne, modifierait substantiellement le lieu et les termes du problème ; mais ceci, prévu de manière élaborée dans notre révolution, ne nous intéresse que comme perspective. Ce qui est urgent, non ajournable, c'est une politique agraire à caractère immédiat, qui incorpore le paysan au plan du parti et le transforme en une force auxiliaire de premier ordre pour le prolétariat»

« L'Espagne a besoin d'une révolution agraire, comme celle de la France de la fin du XVIII^e siècle, comme celle de la Russie au début de ce siècle, qui la secoue dans tous les recoins, en supprimant tout, sans laisser pierre sur pierre. Assez de privilèges, assez de latifundia, assez de métairies, assez de rabassa morta ! [formule juridique typique de la Catalogne par laquelle était concédé l'usufruit de la terre au viculteur durant la vie d'une vigne – autour de quatre-vingts ans – en échange d'une

partie du produit sous forme de rente agricole pour le propriétaire NDR] Toutes ces survivances féodales doivent être brutalement extirpées par la charrue de la Révolution agraire. La terre à celui qui la travaille ! C'est-à-dire, nationalisation de la terre et usufruit gratuit pour ceux qui la travaillent [...]. »

Nous constatons de nouveau l'équivalence en pratique des deux positions. Celle du courant trotskyste se focalisait toujours en termes d'extrapolation de la révolution double en Russie ; celle du BOC, truffée de concepts confus et erronés. Mais chez les deux se retrouve la même idée : la révolution démocratique, qui a toujours une composante fondamentale de mobilisation paysanne ; en Espagne, par conséquent, la question agraire se pose pour eux purement en termes bourgeois, puisqu'il est indispensable de respecter l'aspiration des paysans à la redistribution, au partage ou à la municipalisation des terres. Même si la profonde ignorance du BOC sur le caractère des révolutions bourgeoises passées concernant la campagne est évidente, la tonalité fondamentale ne change pas : limites bourgeoises à la révolution agraire, prolétariat agricole considéré par conséquent comme un appendice du petit propriétaire et critiques adressées à la République pour son incapacité à réaliser ce programme jusqu'au bout.

Il nous faut encore une fois, indiquer les limites de cette conception où l'argument de l'Espagne féodale constitue un facteur décisif de démobilisation et de division entre le prolétariat agricole et le prolétariat industriel.

La caractéristique essentielle de la campagne espagnole, visible encore aujourd'hui, c'est la grande différence qui existe entre les systèmes de propriété dans chacune des régions du pays. Les grandes propriétés latifundistes qui couvrent les aires d'Andalousie, d'Estrémadure et de La Manche, contrastent avec l'extension de la petite propriété parcellaire en Galice, Cantabrie, dans les Asturies et au Pays Basque qui à leur tour, diffère notablement de la petite propriété de Castille, de Catalogne et de Valence, tant pour les dimensions des exploitations que pour les différents types de produits et les formes de propriété terrienne.

Jusqu'en 1812 toutes ces caractéristiques coexistaient sans être déter-

La guerre d'Espagne

minantes dans un système de propriété qui n'était pas vraiment féodal mais que l'on peut assimiler à ce modèle : la terre était en propriété individuelle, cultivée par des unités familiales caractéristiques de la société pré-bourgeoise avec un poids important de propriété communale. La noblesse avait sa propre terre, que cultivaient aussi des petites unités familiales paysannes et, surtout, avec des droits de type juridique sur l'ensemble des communes où se développait la vie paysanne (Marx). 1812 entraîna l'abolition de ce régime seigneurial du point de vue des privilèges politiques : les droits juridictionnels comme ceux économiques qui en émanaient (dîme, etc.) furent supprimés par les tribunaux de Cadix, laissant aux communes l'obligation de faire décider par un tribunal s'il y avait bien une propriété nobiliaire de la terre ou bien s'il existait simplement des droits sur son produit du fait de la domination politique.

Ainsi, la seigneurie juridictionnelle (abolie) fut séparée de la seigneurie sur la terre (transformée en droit de propriété sur la terre à régler entre les paysans et les nobles). La conséquence fut que, là où existait un système de petites propriétés paysannes qui devaient payer un tribut à la noblesse, cette propriété devint libre de toute restriction ; là où, au contraire, prédominait le régime de la métairie (en Catalogne par exemple), le paysan resta lié au propriétaire via le paiement d'une rente établie par contrat. Enfin, là où il y avait d'importants biens dont la propriété était douteuse, celle-ci passa entièrement dans les mains de la noblesse et la paysannerie en fut expropriée. Trois types d'évolution qui donneront naissance à trois types sociaux : le petit paysan propriétaire, le petit paysan locataire et le prolétaire agricole (le journalier). Ce dernier est une forme typiquement capitaliste où règne le rapport salarial, avec une forte concentration de la propriété. La persistance de quelques normes féodales dans certaines aires du pays constituera ensuite un problème moindre que celui posé par l'émergence d'une importante classe prolétarienne privée de la terre et des moyens de productions.

Il y avait donc en Espagne une semi-féodalité à la campagne? Non. La révolution bourgeoise a justement été à l'origine de l'expropriation des paysans qui, pour la plus grande

partie, ont grossi les rangs du prolétariat agricole et urbain. Si la productivité de l'entreprise agricole moyenne en Espagne était très basse ou si les petits propriétaires étaient frappés par des problèmes fiscaux ou financiers, on ne peut proposer comme solution à cela une distribution de la terre (synthétisée dans la formule républicaine de la Réforme Agraire). L'idée qu'une répartition plus égalitaire de la propriété terrienne aurait résolu la question agraire, qui était la question du développement du capitalisme à la campagne, suppose une conception romantique petite-bourgeoise étrangère au programme marxiste. Et cette « solution » ne pouvait évidemment pas être considérée comme une revendication de la transition au socialisme parce que en réalité, le capitalisme lui-même l'avait déjà dépassée.

L'ICE, le BOC et plus tard le POUM s'alignèrent, avec des nuances diverses mais sans hésitation, derrière cette revendication rétrograde. C'est le BOC lui-même qui fournit ces chiffres pour la population active à la campagne :

Paysans (petits propriétaires) : 2.000.000

Ouvriers agricoles : 2.500.000

Il faut ajouter à cela que la population active de l'Espagne était alors de 7.038.000 travailleurs, dont 1.700.000 constituaient la population des travailleurs urbains. Nous avons donc 50% de purs prolétaires à la campagne et la ville ; c'est un pourcentage très élevé qui montre bien où se situait le véritable conflit de classe en 1931.

Les agitations, dites « paysannes », qui secouèrent l'Espagne à partir de 1931 dont l'origine se trouve en partie dans le chômage des ouvriers agricoles et en partie dans la pression redoublée des grands propriétaires terriens sur les métayers, témoignent d'une effervescence sociale de grande ampleur. A cette situation où les villages prolétariens ruraux du sud de l'Espagne deviennent d'authentiques bastions de la lutte des classes, le BOC et plus tard le POUM répondent en créant une « alliance ouvrière et paysanne » ; cela revient à lier le pur prolétariat agricole aux revendications du « paysan » (petit et moyen propriétaire) comme s'ils se trouvaient dans les mêmes conditions. La notion de « parti ouvrier et paysan » est en elle-même une négation complète de la doctrine marxiste ; sans nier la né-

cessité pour le prolétariat rural et urbain de neutraliser la force potentiellement contre-révolutionnaire du petit paysan propriétaire au moyen d'une propagande visant à l'arracher à l'influence des grands propriétaires, celle-ci affirme toujours qu'à tout moment le prolétariat n'existe comme *classe* que lorsqu'existe son propre parti indépendant des autres classes et de leur influence politique. Mais en outre, dans un pays où, aussi bien du point de vue de la pure statistique sociale que celui plus important de la lutte politique, il existe une classe prolétarienne avec une longue tradition de lutte anti-patronale (et pas anti-seigneuriale, comme il est arrivé sous le féodalisme) cela livre le prolétariat, pieds et mains liés, à la domination de la bourgeoisie et des courants politiques républicains.

L'échec de l'anarchisme insurrectionnel, après les révoltes paysannes de 1932 et 1933 fut le chant du cygne d'une classe prolétarienne rurale que le BOC et l'ICE abandonnèrent même du point de vue organisationnel. En 1936 l'offensive militaire liquida ce secteur de la classe prolétarienne, en posant les bases de la prochaine défaite du prolétariat urbain.

3.

Nous avons souligné l'absence d'une base théorique et doctrinale qui justifierait la possibilité de parler d'une Gauche Communiste Espagnole. Nous l'avons démontré en soulignant les points fondamentaux de cette absence, c'est-à-dire sa conception des tâches du parti de classe dans l'Espagne des années trente comme essentiellement démocratique et son refus de reconnaître le vrai conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie qui existait dans les campagnes espagnoles, fait de première importance dans un pays où 40% de la force de travail était occupée dans une activité agricole. Donc aucune possibilité pour le PCE et l'IC de représenter une rupture solide avec le stalinisme et, en conséquence, la possibilité d'intervenir dans un sens marxiste à l'égard de la classe prolétarienne. Donc, sur les deux questions nous avons : le refus catégorique de considérer les problèmes de la révolution espagnole comme une question d'ordre international et, en conséquence, la justifica-

tion de leurs déviations comme une exigence de la spécificité espagnole. La voix de Trotsky était complètement étouffée parce qu'en elle résonnait, justement, les échos d'une approche internationaliste.

Dans ce travail nous nous limitons à souligner les «vices d'origine» qui conditionnèrent l'émergence d'un courant de «gauche» communiste dans une classe prolétarienne qui n'alla jamais au delà des limites du trade-unionisme. Le cours des événements historiques montre comment l'origine de toutes les «erreurs» du POUM (participation au gouvernement de la Generalitat, reddition lors des Journées de Mai 1937) doit être cherchée précisément dans le total et absolu désarmement théorique et politique des courants qui le constituèrent.

En 1935 le POUM fut constitué par la fusion de l'ICE et du BOC. Derrière cette fusion il y a l'abandon de la part de l'ICE de l'influence trotskyste concernant la défense intransigeante des principes marxistes de base, mais le positionnement politique, tactique et organisationnel a été conditionné par les graves erreurs de l'ICE depuis son IIIe congrès International. Pour qu'une telle fusion ait eu lieu, c'est-à-dire pour que l'abandon des dernières traces de marxisme de l'ICE soit complet et que se réalise sa capitulation devant le républicanisme radical du POUM, l'idée de développer une certaine influence au sein des secteurs du mouvement ouvrier qui s'éloignaient de l'influence anarchiste devait émerger. Cette idée est apparue avec les événements d'octobre 1934.

Résumons brièvement le rôle du BOC et de l'ICE, avant et après ces événements : en 1933 se créa l'Alliance Ouvrière, une plate-forme d'action commune du PSOE, du BOC, de l'ICE, de l'USC (Union Socialiste Catalane, courant petit-bourgeois catalan), avec les petits cultivateurs [rabassaires] (petits propriétaires agricoles) et les syndicats d'opposition expulsés de la CNT parce qu'ils s'opposaient à la domination que la FAI exerçait sur elle. Le contexte de cette plate-forme coïncide, d'un côté, avec le déclin de la lutte de classe du prolétariat, désormais éteinte dans les villes et pratiquement abandonnée dans les campagnes, avoir suivi pendant deux ans la politique insurrectionnelle de la FAI, et d'un autre côté, avec l'apogée des formations d'extrême droite

qui combattaient dans la rue contre les mouvements de grève. Cette alliance n'a pas eu le soutien de la CNT sauf dans les Asturies, où la prédominance historique du PSOE-UGT parmi les mineurs la rendait inévitable.

En 1934, l'accession au pouvoir du parti monarchiste CEDA fait que le PSOE donne l'ordre d'insurrection, avec l'objectif de revenir à la situation de 1932, avec le PSOE au pouvoir, et de rétablir la légalité républicaine. Le prolétariat des Asturies prend les armes et, pendant quinze jours, s'oppose au gouvernement républicain, mais à la fin il est vaincu par l'intervention de l'armée. En Catalogne la CNT ne soutient pas la convocation [l'ordre d'insurrection], les partis petits-bourgeois orientent le mouvement vers la proclamation de la République Catalane, tandis qu'ils arrêtent les prolétaires les plus connus pour leur militantisme syndical. Deux coups de canon de l'armée ont été suffisants pour que le soi-disant «Govern Català» capitule. Dans les deux régions (comme également dans d'autres régions où les prolétaires s'insurgèrent) la répression fut féroce, l'Alliance se montra incapable de faire quelque chose d'autre que de disperser les énergies du prolétariat en les mettant au service des partis républicains. Mais la conclusion du BOC et de l'ICE est que l'expérience a été satisfaisante et qu'il est possible de se regrouper politiquement sur ses bases.

En 1935 naît ainsi le POUM.

« À l'exception de la glorieuse insurrection des Asturies, le prolétariat espagnol n'a pas compris la nécessité de la conquête du pouvoir. Là où le Parti Socialiste jouissait d'une influence majeure, la classe ouvrière n'a pas reçu les enseignements selon lesquels le parti révolutionnaire du prolétariat a l'obligation de s'infiltrer dans la conscience des masses populaires. Les anarchistes n'appuyèrent pas le mouvement à cause de son «caractère politique» et parce qu'ils ne faisaient pas de distinction entre Gil Robles, Azaña et Largo Caballero. C'est pourquoi il fallait un parti qui, en interprétant les intérêts légitimes de la classe ouvrière, s'efforce de constituer préventivement des organismes de front unique dans le but de conquérir, grâce à l'Alliance Ouvrière, la majeure partie de la population. À l'armée révolutionnaire, il manquait un État-

major avec des chefs compétents, érudits et experts. SANS PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, IL N'Y A PAS DE RÉVOLUTION VICTORIEUSE. C'est l'unique vraie cause de la défaite de l'insurrection d'octobre. Cette défaite ne doit pas être attribuée à la trahison des anarchistes, sur lesquels on ne pouvait pas compter, ni à la défection des paysans, touchés par la mauvaise propagande, ni à la trahison évidente des nationalistes basques et catalans, effrayés par la tournure que prenaient les événements qui dépassaient leurs attentes démocratiques. Le parti révolutionnaire de la classe ouvrière a l'obligation de prévoir ces contingences, afin d'agir comme il le faut, avant et après leur réalisation.

Malgré tout, cette défaite ne signifie pas que le mouvement ouvrier ait été liquidé. La classe ouvrière a été vaincue mais non éliminée, avec la particularité que le mouvement est resté intact dans la majeure partie de la population espagnole, parce que la classe ouvrière est restée en réserve sans s'épuiser. Le prolétariat espagnol s'est enrichi d'une expérience supplémentaire qui, si on l'analyse dans tous ses aspects de manière critique et sans chercher à justifier les comportements désastreux [de faillite], reviendra avec profit à la cause révolutionnaire, comme le démontrera aussi la faillite des deux idéologies qui ont les mêmes racines économiques : le réformisme et le stalinisme, comme idéologie de la petite bourgeoisie bureaucratique. »

Andrés Nin, *Les leçons de l'insurrection d'octobre* (La Estrella Roja 1/12/1934).

C'est le bilan que l'ICE a tiré des événements de l'Octobre asturien. C'est parfaitement cohérent avec les positions que nous avons exposées précédemment :

A. La question politique et programmatique qui est au centre de l'existence même du parti de classe est traitée seulement comme un problème formel : le parti était absent. Mais, nous l'avons vu, le parti ne manquait pas dans les termes mécaniques avec lesquels s'exprime l'article. Il manquait parce que manquaient une doctrine, un programme, une lutte politique marxistes, une tactique et une organisation qui ne sont pas inventés par des «chefs compétents,

La guerre d'Espagne

érudits et experts».

Le parti manquait dans la mesure où ne manquait pas la volonté mais une force historique, celle du prolétariat constitué en classe, qui ne peut être créée du jour au lendemain et qui n'est pas simplement un reflet de l'agitation ouvrière. Le parti manqua en grande partie parce que la soi-disant gauche espagnole ne remplissait pas la tâche – mais elle ne pouvait pas non plus la remplir – de critiquer au sein du prolétariat les positions du PSOE et des courants petit-bourgeois présents dans le mouvement, comme auparavant manquait la critique des positions républicaines et démocratiques, laissée de côté dans la tentative de conquérir des adeptes en se présentant comme un parti «approprié aux circonstances».

B. La conception démocratique-bourgeoise ou démocratique-socialiste des tâches du parti de classe, à laquelle s'ajoute l'apport des positions antifascistes qui assimilaient le «fascisme» espagnol à la «réaction féodale», a mené à envisager l'alliance avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie dans un front unique. La défection des deux classes sociales lors de l'affrontement doit être interprétée comme une «trahison» des obligations que cette révolution bourgeoise, tant attendue, imposaient. Le parti devait seulement prévoir cette défection «afin d'agir comme il le faut».

C'est pourquoi historiquement, dit Nin, il était obligatoire de réaliser cette alliance.

C. La lutte «anti-féodale» des prolétaires agricoles a été rendue évidente par l'affirmation que la «mauvaise propagande», selon Nin, les a conduits à l'indifférence. Il ne s'agit pas d'un manque de propagande, mais d'une propagande erronée qui lia toujours les exigences immédiates et finales du prolétariat rural à des objectifs dépassés par l'action de la classe bourgeoise elle-même. Tandis que les prolétaires agricoles faisaient grève, l'ICE et le BOC organisaient les petits propriétaires catalans conjointement au prolétariat urbain, en plaçant leurs revendications sur le même plan et en abandonnant à leur destin les travailleurs du sud de la péninsule (la masse la plus importante du pays, numériquement).

D. Le prolétariat ne tira pas «une leçon» de l'Octobre asturien et catalan. Un an seulement après on verra le PSOE et les partis républicains signer le pacte du Front Populaire et les soi-disant organisations de classe, parmi lesquelles le POUM, courir à la porte du Front Populaire. En 1936, après l'arrêt du coup d'État, les prolétaires s'adressèrent à leurs organisations politiques et syndicales et obtinrent de celles-ci les vraies leçons qu'elles avaient tirées au cours du mois d'octobre : s'incliner devant le

gouvernement du Front Populaire, participer aux institutions locales de ce gouvernement, défendre la République qui a massacré les prolétaires des Asturies.

1934 ne fut pas seulement le moment qui marqua la défaite de la classe ouvrière, dans la mesure où il la plaça à la queue des partis républicains antifascistes. 1934 fut aussi la fin des illusions d'une présumée réaction de la gauche «espagnole» contre le stalinisme. Après octobre, l'appel à «l'unité» de l'ICE et du BOC concernait autant les prolétaires que la classe bourgeoise au nom de la défense de la République, et ces organisations abandonnèrent toute velléité de gauche pour former un nouveau parti auquel ils prétendaient unir, au début, le PSOE et le PCE, pour ensuite adhérer au Front Populaire, au gouvernement de la Généralité et au gouvernement de Madrid quand ce dernier donna l'ordre de désarmer les prolétaires.

(1) Emphytéotique, de emphytéose : droit réel sur un bien-fonds d'autrui, à la base duquel le titulaire jouit du domaine utile sur le fonds même, s'engageant cependant à l'améliorer et à payer au propriétaire un loyer annuel en argent ou en denrées.

«Marxisme et classes moyennes»

(Brochure, Septembre 2017 2015, format A5, 74 pages, Prix: 2 €)

Au sommaire:

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes («Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia»
- La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» («L'Unita», 24 mars 1925)
- Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme («Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire («Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme
- La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits)
- Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Marxisme et classes moyennes

Suivi de:

- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia

- Sur le fil du temps
Les intellectuels et le marxisme

- La demi-classe, notre bête noire

- Léon Trotsky
Petite-bourgeoisie et fascisme

36

Amadeo Bordiga

Sur le Fil du Temps

Pression «raciale» de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur

Publié en 1953 (1) cet article faisait partie de la série des «Fils du Temps» dans lesquels Amadeo Bordiga combattait non seulement les déviations diffusées par les faux communistes mais aussi les doutes et les incertitudes existant même parmi les révolutionnaires, en se basant sur les principes cardinaux du marxisme et les leçons des grandes batailles prolétariennes du passé. Les années cinquante virent le développement des poussées anti coloniales au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique; il était donc nécessaire de rappeler quelle était la position marxiste correcte au sujet de ces luttes et de ces révolutions pour réfuter tant les positions pro-impérialistes de l'opportunisme contre-révolutionnaire que l'alignement petit bourgeois sur les directions nationalistes de ces luttes, ou l'**indifférentisme** faussement «de gauche» vis-à-vis de ces dernières.

NORMES DU TRAVAIL MARXISTE

Notre objet n'étant pas la production et la critique esthétiques ou littéraires, les camarades et les lecteurs n'ont pas à s'attarder pour apprécier le passage, la page ou le texte que nous publions, mais doivent toujours avoir à l'esprit le lien entre les différentes parties du travail accompli par notre petit mouvement dans son effort pour redessiner selon un plan unitaire toutes les lignes de l'édifice marxiste (1).

Nous n'avons pas entrepris de dicter un testament. Ce qui guide notre travail dans la réalité, ce n'est donc pas une méthode d'exposition systématique, mais l'exigence de faire front dans les différents domaines aux ruptures et aux failles qui ont affaibli le mouvement révolutionnaire. Cependant, dans chacune de nos interventions, nous avons toujours bien en vue son lien avec la charpente unique à laquelle se rattachent toutes les interventions précédentes.

Après la lecture du texte, il n'est pas question d'organiser dans son for intérieur des «élections libres», de convoquer dans son cœur le corps législatif, et de passer ensuite au vote. Le lecteur doit au contraire s'efforcer au maximum de «replacer» les faits

analysés dans le système ordonné de notre programme. Il ne doit pas émettre des jugements, mais s'acquitter de sa part de travail.

Ce ne sont pas des individus, des théoriciens, des professeurs qui parlent ici, ce sont les faits; nous confrontons, nous affrontons les faits passés aux faits présents et futurs, confirmant ainsi expérimentalement les résultats de confrontations analogues faites depuis environ un siècle.

Dans une lettre à un de ceux qui croient à la mission cartésienne de la critique (instrument respectable que nous admirons aux mains de la bourgeoisie: avec lui, elle a su forger plus de cinq siècles d'histoire de la société

humaine; mais nous, nous avons déjà empoigné d'autres outils), un camarade écrivait très justement ceci: *«La situation actuelle, caractérisée par l'absence transitoire d'un mouvement autonome du prolétariat, nous oblige, dans le domaine de notre activité pratique, à revendiquer l'intégralité de nos textes classiques, à en combattre toute altération, à savoir attendre que le bouleversement inévitable de la situation pose à nouveau le problème de la liaison pratique entre le programme et les luttes du prolétariat, à ne pas prétendre remplacer ces luttes par notre propre cervelle, pour résoudre des problèmes qui 101 fois sur 100 nous sont en fait soufflés par la bourgeoisie».*

DEUX POINTS À ÉTABLIR

Il semble que soit venu le moment de fixer notre attention sur deux points du marxisme que nous n'avons d'ailleurs jamais laissés de côté, et qui sont étroitement liés l'un à l'autre: la question **agraire** et la question **nationale** et **coloniale**. C'est ce que nous ferons prochainement dans des travaux écrits et dans des réunions de travail, avec bien sur des interruptions, des parenthèses et des

reprises: nous ne sommes pas un ministère qui distribue des portefeuilles sous le prétexte bouffon de compétences particulières.

Nous le ferons naturellement en promettant de ne rien inventer ni diffuser de nouveau, mais en nous rattachant toujours au solide matériel historique dont nous disposons. Nous ne travaillons pas pour soumettre le résultat à des avis démocratiques.

Pression «raciale»

ques, mais pour montrer que lorsque tous les faits matériels sont bien établis et fixés à leur juste place, il reste à Madame l'Opinion à peu près autant de liberté qu'à l'image qui se forme sur l'écran d'après les lois de la propagation optique et de la sensibilité lumineuse.

Au cours des années précédentes, nous nous sommes occupés de l'économie marxiste en la considérant surtout sous l'angle de la description scientifique de la société caractérisée par le travail associé, et du programme qui en est dialectiquement inséparable. Cette partie de la critique marxiste «suppose» une société capitaliste pleinement développée, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que l'école ennemie soutient que tous les inconvénients sociaux et toutes les causes de déséquilibre disparaîtraient si tous les rapports économiques de la société étaient de nature mercantile et salariale. Ensuite parce que, si nous voulons définir la société communiste scientifiquement, dans ses caractères opposés et antithétiques à ceux de la société capitaliste, comme point d'arrivée du développement historique et non comme un tableau froid et statique, nous ne pouvons partir que d'une société pré-communiste pleinement développée, et donc d'un capitalisme supposé intégral. Comme nous l'avons montré, Marx

PARTIE HISTORIQUE ET «PHILOSOPHIQUE»

Marx a donc consacré une grande partie de son oeuvre à établir les entités et les lois qui régissent l'économie du capitalisme et à définir les termes de la revendication communiste. Aujourd'hui comme au temps de Lénine, la majeure partie des thèses correctes a été oubliée et déformée, alors même que les données historiques actuelles leur donnent encore plus de vigueur. Nous n'avons pas pour autant négligé la «géographie des aires de lutte de classe et de révolution» et les modifications qui interviennent dans l'extension de ces aires à mesure que les formes industrielles pures deviennent dominantes dans les pays avancés, et que la production et le marché capitalistes envahissent les pays arriérés.

A la base de la doctrine marxiste, il y a l'affrontement entre une forme capitaliste achevée et un prolétariat couvrant l'ensemble des secteurs du travail productif; le but que vise l'organisation révolutionnaire est de tis-

choisit l'Angleterre pour y puiser des données, mais il sait bien qu'elle n'était et n'est encore purement capitaliste qu'en partie, et il fait abstraction de ce qu'elle garde de non capitaliste. Nous avons montré dans un autre texte que Marx lui-même l'affirme, et qu'il insiste sur toutes les formes sociales présentes en Angleterre (bien qu'à un degré moindre qu'ailleurs) et étrangères aux trois seules formes sur lesquelles il fonde sa démonstration du caractère inévitable de la crise: entreprise industrielle, propriété foncière, travail salarié.

Toutefois, dans la partie historique - nous pourrions même dire géographique, de géographie sociale - de son oeuvre, partie qu'il développe parallèlement à cette théorie «maîtresse» de l'économie capitaliste pure, toutes les zones et phases «impures» sont considérées et analysées à fond. Et il y est tenu compte du rôle souvent de tout premier plan et de toute première importance que jouent les classes survivantes qui se rattachent au précapitalisme (paysans, artisans, petits commerçants, etc.), ainsi que du développement historique des pays non encore entrés dans la phase capitaliste, et en particulier des races non blanches qui en sont encore à des formes non seulement féodales, mais même esclavagistes et barbares.

ser un réseau international complet, pour mener une lutte qui se déroule à l'échelle mondiale. Ceci étant, ce serait un pur non-sens de prétendre que les situations mixtes doivent être purement et simplement ignorées, et que le poids des forces sociales et des organismes étatiques qui leur correspondent ne puisse pas être important, voire décisif pour la tâche et l'action propres de la classe ouvrière moderne.

En développant la théorie économique et sociale du capitalisme et de son aboutissement dans le communisme, avec de nombreuses références à l'histoire et à la géographie des **phases impures**, nous avons également développé ce qu'on appelle couramment la partie «philosophique» du marxisme, c'est-à-dire notre théorie de la dynamique historique, des causes et des lois qui régissent les faits historiques, en donnant la solution des fameux problèmes de la conscience, de la volonté et de l'ac-

tion qui sont à l'origine de tant de fausses orientations. Nous avons montré que le déterminisme économique, le matérialisme historique et dialectique de Marx, que tant de gens renient (nous sommes plus que jamais prêts à les combattre), ne peuvent que signifier la négation de l'idée selon laquelle l'action de l'individu serait précédée par la conscience et par la volonté, et qu'il pourrait par cette action exercer une influence sur l'histoire des collectivités. Nous avons donc examiné une nouvelle fois, d'une façon immuablement et textuellement conforme aux premiers énoncés de la méthode marxiste, la nature et la fonction du parti de classe. Ce n'est que dans le parti de classe, qui est un organe impersonnel, qu'on peut parler d'une **praxis** fondée sur la connaissance théorique et sur la décision volontaire; celles-ci ne dépendent d'ailleurs pas de libres choix arbitraires mais d'orientations fixées au préalable et de la réalisation de certaines conditions données, que l'on peut étudier, découvrir, expérimenter, mais jamais provoquer par des recettes, des expédients, des stratagèmes ou des manoeuvres.

A ce problème se rattache directement celui de la tactique, c'est-à-dire des méthodes d'action propres aux différentes phases et conditions du développement historique. Là aussi, sans qu'on puisse jamais dire ce travail achevé, nous avons amassé un matériel utile et solide, en recourant presque à chaque pas aux éclaircissements de principe indispensables afin d'éviter les errements toujours possibles.

Une des erreurs les plus considérables est l'affirmation - si souvent attribuée à tort à la «gauche» communiste, dans le but de se débarrasser de ses critiques, soulevées en 1920 et confirmées par l'histoire avec éclat - selon laquelle nous ne devons nous occuper que d'une situation «à deux personnages», les prolétaires salariés contre les entrepreneurs capitalistes, et que le mouvement et le parti des prolétaires n'ont rien à voir, rien à dire, rien à faire lorsqu'un troisième personnage entre en scène. Il est donc utile de disséquer une nouvelle fois la question paysanne et celle des nationalités, en nous contentant pour l'instant d'une rapide synthèse documentaire montrant que la Gauche, bien loin de les ignorer, leur a toujours accordé toute son attention.

- HIER -

AVANT LÉNINE

Dans des exposés plus détaillés, il faudra rappeler avant tout les résultats établis par Marx sur ces deux grandes questions que sont la question agraire et la question nationale.

Pour la première, l'exposé du livre III du «Capital» sur la rente foncière apporte des éléments fondamentaux. Afin de montrer que dans l'hypothétique société capitaliste pure, tant que le pouvoir du capital ne s'est pas encore débarrassé des propriétaires fonciers en nationalisant la terre et les immeubles (ce qui ne serait pas encore du socialisme, loin de là), la rente foncière se forme comme une partie de la plus-value, Marx nous a donné, selon la méthode du déterminisme économique, la théorie et les «modèles» des types de société précapitalistes où l'économie agraire prédomine dans des formes non encore bourgeoises. Et de même qu'il oppose son «modèle» de la production industrielle moderne à ceux des économistes classiques et vulgaires, de même il oppose ses modèles et ses schémas des économies pré-industrielles à ceux des économistes physiocrates ou mercantilistes.

On trouve d'autre part, dans les

textes de Marx et aussi d'Engels sur les luttes de classe en France et en Allemagne, d'innombrables applications historiques, ainsi que tous les éléments de la doctrine telle que Lénine dut plus tard la restaurer contre le grossier révisionnisme type II^e Internationale des bonzes conservateurs qui s'étaient mis à la tête du prolétariat urbain.

Quant à la question des nationalités, Marx ne lui accorda pas moins d'attention, comme en témoignent non seulement la partie historique de ses oeuvres économiques, mais les textes de la I^e Internationale et de nombreuses lettres de son incessante correspondance. Il est indiscutable que Marx non seulement s'intéressa aux luttes de libération nationale, mais apporta l'appui des prolétaires et des communistes, par exemple à la lutte de la Pologne contre la Russie, et à celle de l'Irlande arriérée et agricole contre l'Angleterre moderne et industrielle. Non moins fondamental est l'intérêt accordé par Engels (nous l'avons rappelé dans un autre texte) aux guerres de constitution nationale en Europe continentale avant la guerre de 1870-71

RECOUPEMENTS DIALECTIQUES

Le sens de tout ceci, c'est que dans des aires géographiques et dans des phases historiques données, bien définies dans le cadre de la théorie marxiste générale du cours historique (et qui ne peuvent surgir à tout moment comme un diable sort d'une boîte), il arrive souvent que la lutte d'une masse de petits paysans contre les propriétaires fonciers accélère la révolution bourgeoise et la libération des forces productives modernes de l'entrave des rapports de production traditionnels; cette libération est la prémisses indispensable de la lutte et des revendications prolétariennes ultérieures. De même, il arrive souvent que la libération de forces comprimées par d'anciens rapports ne puisse se produire qu'à la suite d'une guerre d'indépendance nationale, ou d'une guerre liée à une revendication irrédentiste. Non seulement ces situations doivent être reconnues et prévues en doctrine, mais s'il existe des

forces prolétariennes de classe déjà mûres, celles-ci ne peuvent qu'appuyer ces mouvements qui ouvrent la voie aux forces productives modernes. Par conséquent, dans les aires et les phases évoquées plus haut (et dont on doit résolument exclure l'Europe bourgeoise d'après 1871), les prolétaires appuieront ces mouvements, pour lesquels il est indiscutable que se battent essentiellement les couches et les forces bourgeoises les plus radicales.

Dans ces aires et à ces époques, l'erreur et le défaitisme ne résident pas dans l'alliance avec des mouvements - des mouvements **insurrectionnels** - à base agraire ou nationa-

le, mais précisément dans la méconnaissance du fait que ces mouvements ont un but démocratique et capitaliste. Vers 1860, Marx exhorte les travailleurs à lutter pour les insurgés de Varsovie, mais en même temps il attaque de la façon la plus impitoyable l'idéologie libérale, patriotique et démocratique radicale des chefs de ces mouvements. Ce qui serait dangereux par contre, ce serait de sacrifier, pour franchir cette phase critique, une force prolétarienne déjà développée sur un plan autonome de classe, en la laissant adopter la doctrine et la politique de la liberté nationale comme fin en soi, et en admettant qu'elle puisse être un patrimoine, une plateforme **commune** de toute éternité aux bourgeois et aux prolétaires. Lorsque Lénine disait qu'il était inévitable de favoriser une forme bourgeoise, il l'appelait bourgeoise en toutes lettres, et non pas prolétarienne comme le font encore aujourd'hui les communistes renégats (cf. le bordel des libérations par les partisans). Il s'agit donc de comprendre la dialectique, et on ne peut y suppléer par la négation des faits et des nécessités historiques; même le fils de Dieu ne put éloigner de ses lèvres certain calice. Mais il arrive à tout révolutionnaire qui n'a pas encore assimilé la dialectique, mais qui croit raisonner en toute liberté et conscience, de présupposer inconsciemment que son moi, placé hors du monde et contre le monde, possède un petit brin de divinité. Il ne s'agit donc pas de proposer aux prolétaires et aux militants de mettre des ceintures de chasteté, mais de saisir le sens historique de l'événement, qui constitue une double **négation**: ouvriers de Varsovie, en avant aux côtés des bourgeois pour nier le pouvoir tsariste, parce que vous devez en passer par là pour nier le pouvoir bourgeois. Essayez, bien que ce soit difficile, de donner un coup de main aux bourgeois, mais sans penser avec leur tête pour autant. Le déterminisme est le jeu des myriades d'unités et de forces agissant à l'échelle mondiale, et non le résultat d'une harmonisation artificielle de l'action de chaque individu avec sa volonté, sa conscience et sa pensée..

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Nous réservant de revenir plus en détail sur les textes marxistes qui confirment pleinement ce qui précède, et dont nous nous sommes déjà

largement inspirés, venons-en aux positions prises lors de la constitution de l'Internationale de Moscou, en particulier lors du Congrès mon-

dial de 1920, où on sait que les thèses sur la question agraire et sur la question nationale et coloniale furent rédigées et présentées par Lénine lui-même. Lors de ce congrès, antérieur à la constitution du parti communiste d'Italie, la gauche exprima, lorsqu'elle en avait, de nettes divergences; elle intervint surtout sur la question du parlementarisme, en se heurtant à Lénine lui-même, sur la question de la scission du parti socialiste italien (en accord avec Lénine), et sur celle des conditions d'admission, qui visait en particulier la droite allemande et française, en avançant des propositions que Lénine accepta et introduisit dans le texte (la fameuse 21^e condition).

La question du parlementarisme débouchait sur celle de la tactique, et la divergence sur cette question apparut plus nettement en 1921, 1922, 1924, 1926 dans les interventions des délégations italiennes appartenant à la gauche du Parti Communiste d'Italie, dont ce courant représenta jusqu'en 1924 l'énorme majorité.

Si la gauche italienne avait eu la moindre objection à opposer aux thèses sur la question agraire et sur la question coloniale, elle n'aurait donc pas manqué de l'exprimer ouvertement. Or quand on parcourt les comptes rendus et les procès-verbaux, on n'en trouve aucune trace. On trouve par contre dans des textes sur ces questions des prises de position sans équivoque sur les thèses marxistes, concordant parfaitement avec le sens profond de la restauration doctrinale et historique de Lénine.

Ce furent au contraire les éléments de droite, Serrati et Graziadei, qui se dressèrent vivement contre ces thèses (comme nous l'avons rappelé entre autres dans l'article intitulé «Orient» (2)). Ces textes sont connus et il devrait donc être clair que de 1920 à 1953, rien n'a changé dans notre analyse de ces problèmes, contrairement à ce qu'ont semblé croire certains camarades à propos de la conférence de Gênes (3), qui a brossé un vaste panorama historique des révolutions impures, mais s'est occupée ensuite plus directement d'une économie pleinement capitaliste, celle des Etats-Unis.

Pour en revenir à 1920, on voit bien pourquoi la II^e Internationale considéra comme fondamentaux certains points que le socialisme occidental avait pratiquement oubliés. La II^e Internationale, plongée jusqu'au

cou dans le réformisme syndical et parlementaire, n'accordait d'attention qu'à la population urbaine et métropolitaine, car c'était là surtout que se recrutaient les électeurs. Mais la préparation formidable du parti russe, bolchévik et marxiste, ne pouvait négliger des forces qui, en Russie, étaient quantitativement bien plus importantes que celles du prolétariat industriel et qui participaient déjà à la lutte ouverte contre le pouvoir tsariste: d'une part les paysans opprimés par les grands propriétaires terriens et par l'Eglise, d'autre part les peuples de toutes les nationalités asservies par l'Etat grand-russien. Ces forces devaient converger dans la révolution russe (et elles n'y manquèrent pas); il fallait les évaluer correctement et les utiliser, tout en imprimant cependant à la révolution un caractère de classe, ouvrier et socialiste.

Si la révolution russe en était restée au stade d'une lutte de libération des petites nationalités et races op-

primées et d'émancipation des paysans asservis, non seulement elle serait restée bien en deçà d'une révolution socialiste dirigée par le prolétariat russe et par l'Internationale mondiale, mais elle serait même restée historiquement en deçà d'une révolution accouchant d'une société pleinement capitaliste et d'un développement industriel accéléré dans les villes aussi bien que dans les campagnes.

Les marxistes russes ne pouvaient donc pas ne pas se poser un problème qui est, qu'on le veuille ou non, toujours actuel pour des pays d'une importance démographique primordiale comme l'Inde et la Chine (sans parler des autres): celui de l'attitude des révolutionnaires marxistes dans une société où coexistent le féodalisme, la seigneurie patriarcale, le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale, la paysannerie pauvre, l'artisanat et enfin un prolétariat salarié très peu nombreux et clairsemé.

CE QUE DISAIENT LES THÈSES DU II^e CONGRÈS:

a) Sur la question agraire

Une brochure sur la question agraire, rééditée depuis (4), expliquait aux communistes italiens le sens précis des thèses de l'Internationale, pour répliquer à ceux qui prétendaient que les communistes voulaient fomenter des révolutions paysannes et instaurer une société basée sur la défense de la petite exploitation. En montrant la différence entre propriété (critère juridique) et exploitation (critère technique et économique), on établit que les communistes sont toujours pour la grande exploitation, dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel; mais les conditions de celle-ci ne sont pas réunies du seul fait qu'il existe de grandes étendues de terre appartenant à un seul propriétaire (latifundia). On peut trouver des propriétés immenses divisées en myriades de petites exploitations (confiées à des fermiers ou à des métayers), de même qu'on pourrait trouver le cas opposé si une grande exploitation industrielle louait plusieurs petites propriétés limitrophes. Socialement, la petite exploitation agricole se solde toujours par un bilan négatif et déficitaire: elle est aux antipodes du socialisme que nous voulons atteindre, elle est la base de l'idéologie la plus réactionnaire. Les thèses du II^e Congrès ne disent rien

d'autre. Nous nous contenterons de citer un passage du discours du rapporteur Meyer:

«Quand a-t-on le droit de partager la grande propriété? Il ne peut être question d'un tel partage que si la grande propriété est déjà louée à une série de petits paysans, c'est-à-dire si elle ne constitue pas une unité productive. Dans ce cas, le partage ne constitue aucunement la dissolution d'une grande entreprise. En outre, le partage peut être envisagé lorsque la grande propriété est imbriquée dans les petites parcelles. Ici, la faim de terre est si grande que dans certaines circonstances, il faut la satisfaire pour assurer la révolution. Dans tous les cas, il est important de ne pas permettre aux grands propriétaires de rester sur leurs terres, de les en chasser» (5).

Plus loin, il ajoute que la Commission a supprimé le paragraphe qui disait que ce serait une erreur de ne pas partager les terres, et l'a remplacé par un amendement affirmant que le principe de la grande exploitation doit être maintenu.

Les objections de Graziadei et de Serrati concernaient surtout la tactique à employer à l'égard des petits paysans propriétaires. Dans le cas de Serrati, organisateur compétent et résolu des ouvriers urbains, il s'agissait d'une véritable incompréhension des

données du problème. Mais ce que les thèses disent sur le conflit d'intérêts qui oppose ces petits paysans à l'Etat capitaliste à propos des impôts, des hypothèques, du capital usuraire, se trouve mot pour mot dans les textes de Marx à propos de la France. Quant à Graziadei, pourtant ferré sur la question, il fit erreur à propos de la notion de grèves communes et d'organisations communes entre les ouvriers agricoles (qui sont des prolétaires tout ce qu'il y a de plus purs) et les petits propriétaires. En réalité, Lénine n'avait parlé que des semi-prolétaires, c'est-à-dire des paysans qui possèdent un bout de terrain mais qui ne peuvent en vivre et doivent s'employer ailleurs avec leur famille. En ce sens, leurs intérêts sont donc tout à fait parallèles à ceux des journaliers sans terre, et ils peuvent parfaitement faire grève pour améliorer leurs conditions de salaires.

b) Sur la question nationale et coloniale

Dans notre article «Orient», nous avons rappelé ce que disaient les thèses nationales et coloniales du II^e Congrès. Lénine fit un bref discours pour justifier la substitution de l'expression «mouvements **nationaux révolutionnaires**» dans les pays arriérés à celle de «mouvements **démocratiques bourgeois**». La première désignait une insurrection indigène armée contre les occupants impérialistes blancs, tandis que la seconde pouvait suggérer un bloc légalitaire avec des fractions de la bourgeoisie locale singeant le parlementarisme occidental. Toute la construction de Lénine reposait sur un fait d'un poids historique indéniable, qui prend aujourd'hui d'autant plus de relief qu'en raison du défaitisme des staliniens les mouvements dans les colonies et les semi-colonies donnent à l'impérialisme occidental plus de fil à retordre que ceux des prolétaires des métropoles, et que des régimes terriblement statiques comme les théocraties et les Etats à base rurale de l'Orient sont en train de s'effondrer en un déferlement de guerres civiles.

Le communiste hindou Roy présentait des thèses supplémentaires, acceptées par Lénine. La sixième de ces thèses, incontestable du point de vue marxiste, disait:

«L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples d'Orient a indubita-

blement entravé leur développement économique et social, et les a empêchés d'atteindre le degré de développement atteint en Europe et en Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui fait obstacle au développement industriel des colonies, c'est seulement depuis peu que le prolétariat indigène a commencé d'exister. L'industrie domestique éparpillée locale a dû céder la place à l'industrie concentrée des pays impérialistes; l'énorme majorité de la population a été ainsi contrainte au travail agricole, produisant les matières premières pour l'étranger.

D'autre part, on assiste à une concentration très rapide de la propriété du sol dans les mains des propriétaires terriens, des capitalistes et de l'Etat, ce qui contribue à accroître le nombre des paysans sans terre. [Nous citons ce passage surtout pour montrer le lien existant entre question agraire et question nationale et coloniale.] *L'énorme majorité de la population de ces colonies subit une terrible oppression.*

Par suite de cette politique, l'esprit de révolte reste latent dans les

masses populaires et ne s'exprime que dans les couches peu nombreuses des classes moyennes cultivées. [N'oublions pas que c'est un Hindou qui nous parle et que, tout comme les Chinois, il a derrière lui plus de millénaires de «civilisation» et de «culture» que l'Europe ne peut en offrir à l'Amérique.]

La domination étrangère entrave constamment le libre développement de la vie sociale; c'est pourquoi le premier pas de la révolution doit être l'élimination de cette domination étrangère. Soutenir la lutte pour le renversement de la domination étrangère dans les colonies ne signifie donc pas adhérer aux aspirations nationales de la bourgeoisie indigène, mais aplanir la voie de son émancipation au prolétariat des colonies» (6).

Le tableau était déjà flamboyant en 1920. Mais aujourd'hui la situation régnant dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie a atteint le paroxysme de la tension. Ce n'est pas une moue d'intellectuel dédaigneux qui permettra d'ignorer des forces en mouvement d'une si formidable puissance.

- AUJOURD'HUI -

LA POSITION DE LA GAUCHE

Au congrès de Rome de 1922 (7), la question nationale ne fut pas traitée en particulier; par contre la question agraire le fut dans des thèses conformes à l'analyse que nous venons de rappeler.

Au congrès de Lyon de 1926, dernière manifestation numériquement importante de la gauche (qui avait encore la majorité dans le parti communiste d'Italie, bien que ceci ne compte guère), celle-ci proposa un système complet de thèses, présentées par la suite à l'exécutif élargi de Moscou, comme manifestation organique d'opposition à la dégringolade de tout le Komintern, dont nous savons aujourd'hui qu'elle devait mener à une faillite totale. On y trouve des paragraphes sur la question agraire et sur la question nationale (8).

Le paragraphe sur la question agraire reprend non seulement les positions rappelées ci-dessus, mais admet dans une large mesure la possibilité d'utiliser le très petit proprié-

taire agricole dans la lutte révolutionnaire, tout en montrant avec Lénine les nombreux dangers de cette tactique.

Le paragraphe sur la question nationale s'appuie également sur la **clarification fondamentale** opérée par Lénine:

«Alors que le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial. A l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra localement l'aspect d'un conflit non pas de classes mais de races et de nationalités».

La ligne est donc continue et per-

Pression «raciale»

sonne n'a lieu d'être surpris. Pour en arriver à des travaux plus récents, les «Éléments d'orientation marxiste» disent, bien que ne traitant pas explicitement dans ce passage de la question coloniale:

«Les travailleurs de tous les pays ne peuvent pas ne pas lutter aux côtés de la bourgeoisie pour le renversement des institutions féodales [...]. Même dans les luttes que les jeunes régimes capitalistes mènent pour renverser les restaurations réactionnaires, le prolétariat ne peut refuser son appui à la bourgeoisie» (9).

Ceci s'applique évidemment à la France de 1793 ou à l'Allemagne de 1848. Mais ce serait manquer de cohérence que de refuser de l'appliquer aux révolutionnaires chinois de 1953, qui, de plus, battent en brèche l'impérialisme capitaliste le plus avancé. Il reste, bien sûr, le problème de la juste soudure entre la lutte impitoyable contre cet impérialisme dans les colonies et la lutte dans les métropoles. A la perspective de Lénine, les staliniens ont substitué la honteuse alliance avec les Français, les Anglais et les Américains, et c'est leur défaitisme qui est responsable de l'inefficacité des luttes désespérées des exploités et des opprimés de couleur, qu'ils ont trahies et condamnées à demeurer sans écho.

Dans les «Thèses de la gauche» (ou Plate-forme du parti) publiées en 1947, nous avons naturellement mis au premier rang la condition, qui se

trouvait déjà dans les thèses de Lénine, de la reconstitution du parti unitaire de la révolution internationale qui fait aujourd'hui défaut (10). Nous y avons donc critiqué, comme dans toute notre polémique de 1920-26, la transposition abusive de tactiques valables dans la Russie d'avant 1917 aux pays de capitalisme avancé, et même aux pays extra-européens et coloniaux, notant qu'avec la seconde guerre mondiale le caractère unitaire de la force ennemie s'est encore accru dans le monde entier.

C'est que le problème est précisément historique et non pas tactique. L'appui aux mouvements démocratiques et indépendantistes se plaçant sur le terrain insurrectionnel était logique en Europe dans la première moitié du 19^e siècle. Il reste pleinement valable aujourd'hui pour l'Orient, comme il l'était pour la Russie d'avant 1917: nous avons rappelé cette position marxiste fondamentale dans les thèses évoquées ci-dessus. Ce que nous avons combattu, par contre, c'était la prétention d'appliquer des recettes tactiques désastreuses comme celle du front unique, de l'entrisme, de l'organisation en cellules, du fonctionnarisme, etc., indistinctement aux partis travaillant, mettons, en Asie, ou en Amérique, ou en Angleterre, en promettant des résultats mirobolants; en fait, on ne peut plus cacher aujourd'hui que cette tactique a mené à la destruction de toute énergie révolutionnaire.

tative, dont nous avons plusieurs fois démontré l'absurdité. Tous en effet la revendiquent, mais tous sont également prêts à offrir en grand ou en petit le spectacle d'étonnants coups de force et d'incroyables coups de théâtre dans l'organisation.

Par conséquent, du point de vue de la théorie, aucun militant du parti communiste reconstitué ne pourra se dispenser de comprendre que l'alignement des classes et le rapport des forces dans un pays comme, par exemple, la Chine, sont différents de ce qu'ils sont dans les pays capitalistes occidentaux, et qu'on doit s'attendre à un processus et à un développement des luttes différents, dans le cadre d'un monde moderne qui s'unifie chaque jour davantage par le jeu de sa base économique. Il ne pourra se dispenser de comprendre que l'utilisation des poussées anti-impérialistes des peuples de couleur influe également sur le rapport des forces entre les blocs impérialistes en conflit latent, et que la suprématie de l'un ou de l'autre bloc doit avoir des conséquences bien différentes.

Du point de vue tactique, il ne pourra se dispenser de comprendre que l'exaltation des mouvements coloniaux contre l'Europe ou l'Amérique devient abusive lorsqu'on la sépare, comme le fait encore la IV^e Internationale, de la condition primordiale toujours mise en avant par le marxisme, à savoir l'unité de méthode de la classe prolétarienne mondiale et de son parti communiste, détruite précisément par la liberté de tactique et par la manie des manœuvres, des expédients, des stratagèmes, et autres trouvailles.

Il pourra alors comprendre qu'en plus des deux forces-type du «schéma» qui nous est utile en théorie pour démontrer avec une certitude mathématique l'inéluctabilité de l'écroulement du capitalisme, on trouve sur la scène du monde des forces immenses: dans les pays métropolitains les classes inférieures non prolétariennes, et dans tout le reste de la planète les races et les peuples «arriérés» (adjectif que le second congrès ne sut cependant pas définir).

Cette documentation sur les «antécédents» du problème n'est qu'une introduction au travail plus approfondi qui devra venir plus tard.

Il faut se rendre compte que dans les pays modernes il subsiste des noyaux de petits paysans qui se trouvent encore hors de la sphère du mer-

NI LIBERTÉ THÉORIQUE, NI LIBERTÉ TACTIQUE

Il faut s'entendre sur ce principe fondamental de la Gauche. L'unité substantielle et organique du parti, qui s'oppose diamétralement à l'unité formelle et hiérarchique des staliniens, est une nécessité en matière de doctrine, en matière de programme, et aussi pour ce que l'on appelle la tactique. Si nous entendons par tactique les moyens d'action, ceux-ci ne peuvent être définis que par la même recherche qui nous a permis, en nous basant sur les données de l'histoire passée, de formuler les revendications de notre programme final et intégral.

Ces moyens ne peuvent pas être choisis ni varier à plaisir au gré des époques successives, ou pire encore, des divers groupes, sans que les buts programmatiques et tout le cours qui y conduit ne s'en trouvent eux aussi modifiés.

Il est évident que les moyens ne sont pas choisis pour leurs qualités intrinsèques - beauté ou laideur, douceur ou rudesse, souplesse ou dureté. Mais leur succession doit avoir été dans ses grandes lignes prévue par le parti et faire partie de son armement commun, au lieu d'être abandonnée au hasard des «situations» au jour le jour. Tel a toujours été le sens du combat de la gauche. C'est aussi ce que nous exprimons au niveau organisationnel quand nous disons que la «base» est tenue d'exécuter les indications tactiques du centre, dans la mesure où le centre est lui-même lié par un «éventail» de tactiques possibles, déjà prévues, et correspondant à des éventualités également prévues. Ce n'est que par ce lien dialectique qu'on peut surmonter un problème qu'il est stupide de vouloir résoudre par le moyen de la démocratie consul-

cantilisme et qui se transmettent d'anciennes caractéristiques que l'époque moderne a effacées chez tous les habitants des villes, chez les milliardaires comme chez les mendiants. Comme disait Marx, ils constituent une vraie race de barbares dans un pays avancé - avancé dans le sens de son horrible civilisation. Cependant, même ces barbares pourraient devenir, contre cette civilisation, une des munitions de la révolution qui doit la submerger.

Il faut se rendre compte que dans

les pays d'outre-mer vivent d'immenses collectivités de race jaune, noire, olivâtre, dont les peuples, réveillés par le fracas du machinisme capitaliste, semblent ouvrir le cycle d'une lutte patriotique d'indépendance et de libération nationale comme celle dont s'enivraient nos grands-parents, mais représentent en fait un facteur considérable dans la lutte des classes que la société actuelle porte en son sein, et qui éclatera demain avec d'autant plus de violence qu'elle aura été étouffée plus longtemps.

(1) «Pressione «razziale» del contadine, pressione classista dei popoli colorati», paru sur *Il Programma Comunista* n° 14/1953, 23 juillet 1953. *Il Programma Comunista* était l'organe du parti depuis la rupture avec *Battaglia Comunista* où parurent les premiers Fils du Temps.

(2) Cf l'article «Orient», publié en français en annexe de l'ouvrage: A. Bordiga, «Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste», Ed. Prométhée 1979.

(3) Réunion du parti tenue à Gê-

nes le 26 avril 1953, où fut notamment développé le rapport sur «Les révolutions multiples».

(4) A. Bordiga, «La questione agraria. (elementi marxisti del problema)», publié en série dans *Il Comunista*, organe du PC d'Italie, juin-juillet 1920, puis sous forme de brochure, Libreria editrice del PC d'Italia, 1921 (reprint Feltrinelli).

(5) «Protokoll des II Weltkongresses der Kommunistischen Internationale», Hamburg, 1921, p. 549.

(6) «Protokoll des II Weltkongresses der Kommunistischen In-

ternationale», Hamburg, 1921, pp. 147-148.

(7) Il s'agit du 2° Congrès du PC d'Italie. Voir *Programme Communiste* n°105

(8) Le projet de thèses préparé par Bordiga pour le 3° Congrès du Parti Communiste d'Italie («Thèses de Lyon», 1926) est paru en français dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt n°7, pp. 106-146. Le passage cité plus bas se trouve pp. 128-129.

(9) «Tracciato d'impostazione», *Prometeo* n°1, juillet 1946, traduit en français sous le titre «Eléments d'orientation marxiste», Textes du PCInt n°4.

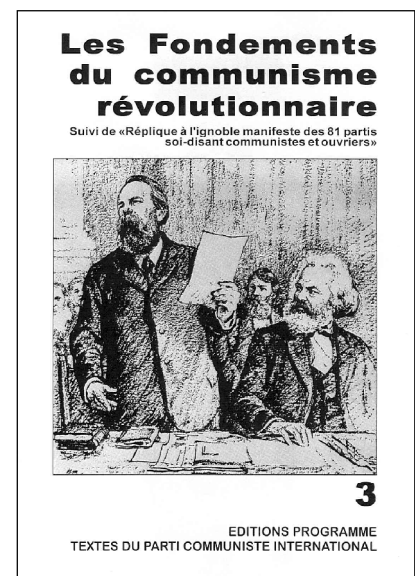
(10) Les «Thèses de la gauche» ont été publiées en 1946-47 sous forme d'une série de textes dans divers numéros de la revue *Prometeo*; parmi ces textes, ont été traduits en français «Les trois phases du capitalisme», «Guerres et crises opportunistes», dans la brochure «Eléments d'orientation marxiste», op. cit; «Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière», dans le recueil «Défense de la continuité...», op. cit.

«Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale»

(Brochure A5, Août 2004; 88 pages, Prix: 3 €, 6 FS)

Au sommaire:

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisse
- Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers



Petit dictionnaire marxiste

1. CLASSES SOCIALES, MODES DE PRODUCTION, ETAT

1.1 Existence des classes sociales. Marx écrit dans l'introduction à la « Critique de l'économie politique » : « *Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles* ». Ces **rapports de production** constituent la base d'un **mode de production** donné, dans lequel les individus sont rangés dans des « classes sociales » particulières. Contrairement aux affirmations de la sociologie bourgeoise vulgaire qui les classe selon leur richesse, ce n'est pas le revenu ou le niveau de vie qui détermine leur place dans une classe ou dans une autre, mais leur position sociale : par exemple, un petit paysan ou un artisan peut bien avoir un niveau de vie inférieur à celui d'un prolétaire, il devra pourtant être rangé parmi les petits bourgeois car il possède ses outils de travail (ou sa terre) ; le prolétaire, lui, ne possède rien, il est donc obligé de se vendre à un patron et de se faire exploiter pour vivre. Cette position sociale différente détermine les potentialités et l'action historiques différentes des classes : seule la classe prolétarienne est historiquement non seulement en opposition totale avec le mode de production capitaliste, mais seule elle a la possibilité d'y mettre fin ; toutes les autres classes plus ou moins possédantes ne peuvent au mieux qu'envisager des aménagements de ce mode de production qu'elles ne peuvent pas ne pas défendre contre le prolétariat.

1.2 Les différents modes de production. Les grandes formes historiques de la production sociales peuvent se diviser en 5 formes successives : communisme primitif, qui est la première forme d'organisation sociale des êtres humains ; forme secondaire, avec ses variantes asiatique (ou mode de production asiatique), antique classique et germanique ; féodalisme (troisième forme) : capitalisme

(quatrième forme) ; socialisme, qui est la cinquième et dernière forme.

Le communisme primitif est de très loin la forme qui a duré le plus longtemps puisqu'elle va depuis les débuts de l'humanité jusqu'à l'époque actuelle où existent encore dans les zones reculées des peuplades qui en sont à ce stade ; connaissant un très faible niveau des forces productives (il n'y a pas d'agriculture), il est caractérisé par le **caractère collectif de la production et de la consommation : absence de la propriété privée** des moyens de production et des produits. Les « chasseurs-cueilleurs » chassent et cueillent collectivement et se partagent les produits de ces activités ; la division du travail est de nature biologique, c'est-à-dire selon le sexe et l'âge (les femmes et les enfants ne pratiquent pas les activités les plus dangereuses ou celles nécessitant un effort physique important, etc.). Il n'existe pas de classes sociales, ni d'Etat, l'organisation de la vie est communautaire (sur le base de la « bande », « horde », « tribu », etc.) et les tensions, affrontements et guerres n'existent que vis-à-vis des autres communautés (pour des territoires de chasse, etc.).

Les différentes variantes des formes secondaires sont basées sur l'agriculture et l'apparition de la **propriété privée des moyens de production** (terre, outils, esclaves) **et des produits**. Corollairement apparaît **l'Etat et sa bureaucratie**, plus ou moins puissant et despotique selon le degré de développement de la production et les nécessités de celle-ci (exemple : les Etats « asiatiques » indispensables à un certain niveau pour organiser et réguler l'irrigation pour l'agriculture, etc.). Apparition de la monnaie et développement des rapports marchands, apparition de classes sociales et d'affrontements entre elles.

Sous le féodalisme (troisième grande forme), l'agriculture est toujours la base économique, mais apparaît la séparation de l'artisanat et de la manufacture de cette dernière ; développement des villes qui ne sont plus seulement des centres politiques

et administratifs, mais deviennent aussi des centres productifs ; la propriété privée de la terre qui est souvent non individuelle (propriété des seigneurs, des ordres religieux, etc.) sur laquelle travaillent des paysans en plus de leurs lopins, paysans qui ne peuvent rompre les liens qui les asservissent aux propriétaires, est la principale source de la richesse. Les grands propriétaires fonciers sont la classe dominante (divisée en « ordres » qui ont un statut privilégié par rapport au reste de la population), mais apparaissent les « bourgeois », les habitants des bourgs, qui vivent et s'enrichissent de l'activité économique urbaine. La production marchande se développe en même temps que l'utilisation de l'argent (circulation monétaire), les prêts, etc. Ce développement économique pousse aussi à la centralisation de l'Etat (monarchies absolues) pour surmonter la fragmentation économique et politique typique du féodalisme. Le féodalisme résiste à l'action dissolvante de l'argent sur les rapports sociaux en réservant son manèment à une catégorie restreinte de la population, qui est en plus rejetée en dehors de la collectivité : les Juifs. Le lent développement économique nécessite aussi peu à peu le renforcement de l'Etat central (royauté).

Sous le capitalisme (quatrième forme) les rapports marchands sont la règle, y compris pour ce qui est des rapports entre les hommes : il n'y a plus de liens, qu'ils soient de corporation ou de dépendance personnelle (communauté, servage, etc.) qui attachent le travail ; le travailleur est « libéré » de tout, y compris de toute propriété : ne possédant rien il ne peut que vendre contre un salaire sa force de travail à un patron pour vivre : la généralisation du salariat est un trait caractéristique du capitalisme, qu'il soit « privé » ou d'Etat. Les classes sociales présentes sont la bourgeoisie (les capitalistes) et les prolétaires (travailleurs salariés, y compris les chômeurs !) qui sont les deux classes fondamentales et antagoniques ; mais il y a aussi les petit-bourgeois (classes moyennes) et les propriétaires fonciers. L'économie

voit la domination de l'industrie sur l'agriculture dont l'importance ne cesse de se réduire. La production est « sociale » (travailleurs associés dans les entreprises), mais l'appropriation est privée (les produits n'appartiennent pas aux travailleurs mais au capitaliste ou à l'entreprise) ; la recherche du profit est le but et la condition de la production. L'activité économique est le fruit de myriades d'entreprises autonomes dont les marchandises se déversent à l'aveugle sur le marché qui fait office de « régulateur ». La division du travail est extrême. **L'Etat atteint son développement maximum**, en conséquence de l'aggravation des contradictions sociales, mais aussi des contradictions économiques : anarchie de la production et production toujours croissante, ce qui se traduit périodiquement par des crises.

Sous le socialisme (cinquième et dernière forme) il n'y a plus de rap-

ports marchands ni d'argent, donc plus de loi de la valeur : les produits sont à la libre disposition de ceux qui en ont besoin. Il n'y a plus d'entreprises autonomes ni de marché, donc plus d'anarchie de la production : la production économique est réglée selon un plan unique mondial. Il n'y a plus de classes sociales, donc plus d'Etat de classe et plus de bureaucratie d'Etat : il n'y a plus de système d'administration des hommes, mais un simple système d'administration des choses. Il n'y a plus de division de l'humanité en nations distinctes (donc plus d'affrontements nationaux ni d'oppressions nationales), mais unification de l'humanité : le socialisme (ou communisme) est la société du genre humain, la société de l'espèce humaine. Les contradictions qui existent encore ne sont plus des oppositions entre des classes d'hommes, mais des contradictions entre l'humanité et le milieu naturel.

2. L'ÉCHANGE MARCHAND, LA LOI DE LA VALEUR, LA VALEUR

2.1 La loi de la valeur (en tant qu'expression économique) signifie que toute **marchandise** a une **valeur** : elle **implique la production marchande** ; là où il n'y a pas de production marchande, les produits ne sont pas des marchandises, ils n'ont pas de valeur marchande, ou, dit de façon abrégée, ils n'ont pas de valeur (mais ils ont bien entendu un autre type de valeur : la valeur d'usage).

Dans la communauté communiste primitive il n'y a pas de production marchande, pas de marchandises et donc pas de « valeur ». Il peut y avoir échange de « cadeaux », mais il n'y a pas de marché. La communauté produit et distribue de façon communautaire ce qui est produit (qui peut être produit individuellement : à la chasse, etc.). Mais dans les rapports entre ces communautés, il peut apparaître à un certain moment un échange de produits : la communauté X a un surplus de production qui peut intéresser la communauté Y qui elle a quelque chose pouvant intéresser X ; cette production en surplus acquiert alors une valeur dans l'échange marchand entre les 2 communautés, elle devient une marchandise. La production des marchandises apparaît à la périphérie des communautés autosuffisantes, mais à la longue elle entraîne (ou peut entraîner) la dissolution de celles-ci.

2.2 La valeur d'usage d'un objet est l'expression de ce quoi il sert : la valeur d'usage d'une chaussure est l'expression de son utilité pour marcher ; si une chaussure est trouée sa valeur d'usage sera moindre que si elle est en bon état.

Quand on parle non plus d'un **objet**, mais d'une **marchandise**, on voit que, comme l'avait déjà écrit Aristote qui vivait dans une société marchande, elle présente un double aspect : celui d'une valeur d'usage et celui d'une **valeur d'échange**. J'achète une chaussure pour sa valeur d'usage (possibilité de marcher avec une chaussure neuve au lieu de ma chaussure trouée), et je la paye à sa valeur d'échange (cette valeur d'échange me permet d'échanger cette chaussure contre une marchandise de valeur équivalente, en particulier contre la *marchandise équivalent général* qu'est la monnaie). (La « valeur marchande » est une expression de commerçant qui signifie la possibilité plus ou moins grande qu'a à un moment donné une marchandise de pouvoir se vendre ; cette expression ne fait pas partie du vocabulaire scientifique marxiste). Le marché ne connaît que la valeur d'échange des marchandises (dite tout simplement valeur), alors que le consommateur les achète pour leur valeur d'usage.

2.3 Lorsque l'échange de marchandises devient un phénomène régulier et non plus accidentel, autrement dit lorsque le marché est suffisamment développé, il s'établit une valeur d'échange moyenne des marchandises qui se vendent et qui s'achètent : cette valeur est l'expression des efforts (du travail) fournis pour produire les marchandises.

C'est le **temps de travail** nécessaire à la production d'une marchandise qui lui confère sa valeur (d'échange) : les marchandises s'échangent à égalité de valeur, selon le temps de travail mis pour les fabriquer : une hache vaudra 2 arcs s'il faut 2 fois plus d'effort (de temps de travail) pour la fabriquer qu'un arc. Cette valeur est une valeur moyenne qui s'établit à travers les échanges : un fabricant maladroit d'arcs, qui met 2 fois plus de temps que la moyenne, sera tout de même obligé de vendre ses arcs au **prix de marché** : la valeur de ses arcs ne sera pas le double de celle de ses concurrents. On voit donc que la valeur d'une marchandise n'est pas une qualité intrinsèque de celle-ci (comme l'est sa valeur d'usage), mais une qualité sociale.

A un stade primitif, l'échange se fait selon le mode du troc, marchandise contre marchandise : M – M. Mais ce système ne facilite pas les échanges : le vendeur de haches qui veut se procurer du pain pour manger doit trouver un vendeur de pain qui ait besoin d'une hache, sinon il mourra de faim.

Il devient donc indispensable, lorsque une certaine division du travail s'est établie (un individu « spécialisé » dans la production des haches, un autre dans celle du pain, etc.), c'est-à-dire qu'un certain niveau d'accroissement des forces productives ait eu lieu, qu'apparaisse une marchandise qui serve d'« équivalent général », de mesure de la valeur : après avoir vendu sa hache à qui en a besoin en échange de cette marchandise équivalent général, le fabricant de haches pourra acheter plus tard ou ailleurs du pain avec cette même marchandise. Dans l'échange, cette dernière n'a pas (ou plus) de valeur d'usage, elle représente purement l'expression de la valeur contenue dans les marchandises : elle joue le rôle d'une monnaie. Au départ elle peut jouer ce rôle parce qu'elle a, elle aussi, une valeur propre : par exemple c'est un matériau précieux dont la production (l'extraction, etc.) nécessite

un temps de travail important, etc. L'argent (A) est donc apparu, la formule de l'échange s'écrit maintenant : M – A – M

Avec le développement des échanges marchands apparaît une monnaie qui n'a plus de valeur en soi (c'est un bout de papier, etc.) : elle est devenue une **monnaie de crédit** ; mais, dans un premier stade, elle peut, théoriquement, être échangée contre une certaine quantité de la marchandise équivalent général, dans la pratique, l'or ; la monnaie circulant dans un pays est gagée sur le stock d'or se trouvant entre les mains de l'Etat (le système dit de l'étalon or) : ce stock est la garantie du crédit (de la confiance) accordée à la monnaie par les acheteurs/vendeurs.

A un stade ultérieur, l'étalon or est abandonné (en 1971 par les USA), et la monnaie, qui a **cours forcé**, devient purement une monnaie *fiduciaire* (dans laquelle on a confiance), un signe abstrait de la valeur des marchandises. Les banques centrales sont chargées de contrôler la création monétaire pour que la quantité de la monnaie circulante corresponde à la valeur de la masse des marchandises qui s'échangent ; évidemment cela permet de s'affranchir des limites physiques du stock d'or et de manipuler à sa guise la création de monnaie pour faciliter le crédit et l'expansion de la production, même si cela implique de l'inflation (baisse de valeur de la monnaie). La Banque Centrale Européenne a par exemple un objectif annuel de 2% d'inflation, soit une baisse de 2% de la valeur de la monnaie ; mais les difficultés économiques l'ont conduit ces derniers mois à une importante création monétaire pour baisser la valeur de la monnaie (de l'argent) disponible aux banques afin de faciliter le crédit aux entreprises.

Il y a un marché mondial des mon-

naies (des devises) qui se traduit par le *cours* des différentes monnaies nationales ; une monnaie nationale représentant en théorie la valeur des marchandises produites et s'échangeant dans cette nation, la valeur des monnaies nationales, toutes choses égales, est le reflet de la puissance économique des différents pays (et non plus l'expression du stock d'or de chacun d'entre eux) ; mais la monnaie étant maintenant fiduciaire, sa valeur à un moment donné est aussi la conséquence de nombreux facteurs (politique monétaire des gouvernements, etc.), certains purement spéculatifs. En cas de crise, la monnaie du pays capitaliste le plus puissant, les Etats-Unis, devient une valeur-refuge, tandis que si un pays particulier est confronté à de graves problèmes, le cours de sa monnaie baisse car sur le marché mondial les acheteurs n'ont plus confiance dans sa valeur.

2.4 Revenons à la loi de la valeur. Elle n'est pas éternelle car elle est la conséquence de l'existence d'une production mercantile ; elle n'existait pas quand l'humanité ne produisait pas de marchandises, elle n'existera plus quand l'humanité aura dépassé le stade de l'économie mercantile, quand elle ne produira plus de marchandises. Elle n'existera donc plus sous le communisme où la société n'attribuera pas de valeur à ce qu'elle produit car **il n'y aura plus d'échange de produits**. Les produits nécessaires à la production seront répartis selon les nécessités du cycle productif, les produits nécessaires à la consommation seront à la libre disposition des consommateurs. C'est ainsi que l'humanité a vécu pendant des centaines de milliers d'années, c'est ainsi qu'elle vivra demain, avec un niveau incomparablement plus grand des forces productives et de la productivité du travail humain.

de travail et donc son prix (salaire), les capitalistes s'efforceront de baisser le prix de la nourriture, de l'habillement, du logement, etc. : de là les programmes sociaux des constructions de logements à bas prix, ou de subventions aux prix des transports, etc. Mais la force de travail n'est pas une marchandise comme une autre : alors que les capitalistes cherchent à diminuer sa valeur, cette force de travail a la capacité de lutter pour résister et augmenter son prix (son salaire), ce qui est une atteinte aux profits.

La lutte pour le salaire ne sort pas des limites du capitalisme, et les réformistes ont pour fonction de faire en sorte qu'elle y reste confinée en lui donnant comme objectif : un « **juste salaire** », un « salaire équitable », c'est-à-dire un salaire égal à la valeur de la force de travail et compatible avec la réalisation de profits suffisants pour l'entreprise : pour les réformistes il peut et il doit y avoir équilibre entre les salaires et les profits, entre les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes.

Cette lutte pour le salaire qui est une lutte « immédiate », d'abord défensive, est indispensable pour les prolétaires s'ils ne veulent pas être écrasés par les capitalistes : s'ils ne rencontrent pas de résistance, il peut arriver que ceux-ci réussissent à acheter la force de travail **en-dessous de sa valeur**, c'est-à-dire donnent des salaires de famine qui ne permettent pas la reconstitution normale de la force de travail, qui ne permettent pas de manger à sa faim ou de se loger, etc. A certains moments et dans certaines circonstances favorables, les travailleurs peuvent également réussir à ce que leur force de travail soit payée au-dessus de sa valeur ; ils ont alors la possibilité d'avoir accès à des biens « de luxe » ou de se constituer un petit pécule. Mais ce ne sont que des exceptions, la tendance normale du capitalisme étant de faire baisser la valeur de la force de travail et donc du salaire.

Ceci n'est pas contradictoire avec la tendance historique à l'**augmentation du niveau de vie** des travailleurs, à mesure que s'accroissent, à une échelle encore plus grande, la richesse et la puissance du capital : le niveau de vie moyen d'un travailleur actuel est bien supérieur à celui d'un travailleur d'il y a un siècle, son salaire lui permettant d'acheter davantage de marchandises ; cela signifie que la valeur de sa force de travail

ou à une époque où les frais de nourriture et logement sont plus bas que dans un autre, les salaires seront eux aussi plus bas. Le salaire « réel » comprend aussi ce qu'on appelle le « salaire différé », c'est-à-dire la partie qui n'est pas versée directement au travailleur par le capitaliste, mais qui est versée à diverses institutions sociales pour payer les retraites, les indemnités de chômage, maladie, etc.

Pour baisser la valeur de la force

3. EXPLOITATION, SALARIAT, PROFIT

3.1 Le salaire est le prix de la marchandise force de travail, marchandise qui, comme toutes les autres, est achetée, en moyenne, à sa valeur. La valeur de la force de travail est égale à la valeur des biens et services nécessaires à sa reproduction : le salaire doit payer les frais de nourriture, habillement, logement, transport, etc., de la force de travail. Cette valeur est variable suivant les époques et les pays : dans un pays

est bien supérieure à celle du travailleur d'il y a un siècle : il lui serait impossible de vivre avec le salaire d'un travailleur de cette époque car il lui faut dépenser bien plus pour manger, se vêtir, se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, etc., etc.

L'objectif final des prolétaires ne doit pas être un « juste salaire », autrement dit une « juste exploitation », mais l'abolition du salariat, autrement dit la fin de leur exploitation.

3.2. L'exploitation. La marchandise force de travail est achetée à sa valeur, mais elle a la caractéristique de **produire plus** que sa valeur. Par exemple, mettons que 6 heures de travail suffisent au travailleur pour produire l'équivalent de sa valeur (de son prix qui est exprimé dans le salaire), il devra cependant faire ses 8 heures de travail comme stipulé dans son contrat : les 2 heures supplémentaires seront du travail gratuit pour le capitaliste, produisant une valeur supplémentaire, une **plus-value** ; ce travail gratuit fourni par le travailleur (on emploie aussi le terme de « surtravail »), est ce qu'on appelle du point de vue marxiste son exploitation ; le **taux d'exploitation** est le rapport entre le « travail nécessaire » (celui produisant la valeur payée par le salaire) et le travail gratuit qui produit une valeur revenant exclusivement au capitaliste, la « plus-value ». La plus-value est le moteur du capitalisme : c'est elle qui, lorsque les produits ont trouvé acquéreurs sur le marché, donne le profit qui permet de recommencer et d'accroître le cycle productif. Sans profit le cycle productif s'arrête, l'entreprise fait faillite. La formule capitaliste est : $A - M \neq M + \ll M - A + \ll A$.

Elle signifie qu'au cours du cycle productif ?! une valeur « M s'est ajoutée à M (la valeur de toutes les marchandises consommées dans le cycle, y compris la force de travail) ; et en résultat, après la vente, une quantité plus grande, « A, ajoutée au capital argent (A), revient au capitaliste : son profit. Sous le capitalisme le but n'est pas de produire des produits ou des marchandises, mais du profit : la production des marchandises est le moyen de produire des profits, rien de plus : la production est avant tout production de capital. Est productif dans cette société tout ce qui produit un profit, et improductif, ce qui n'en produit pas. Mais la

société capitaliste a besoin de produire des biens ou des produits qui ne sont pas source de profits (ou de profits suffisants) : de l'éducation de la force de travail à la fourniture en eau et électricité, etc. Cette production indispensable est alors confiée à des structures particulières, étatiques ou para-étatiques, qui sont dites de « service public », et qui sont financées par les impôts et taxes.

Le capitaliste est donc à la recherche du profit, mais plus précisément du meilleur **taux de profit**. Le taux de profit est le rapport entre le profit obtenu et toutes les dépenses faites au cours du processus de production : plus ces dernières sont importantes, et plus le taux de profit est faible. Pour « rentabiliser » ses investissements, le capitaliste cherche à réduire au maximum les dépenses (qui sont des *avances* qu'il fait en prévision d'un profit futur), par la baisse des salaires versés, par la baisse des investissements, etc. Une solution pour avoir un taux de profit plus grand est la **délocalisation** dans un pays où les salaires sont plus bas et où on peut investir moins dans des machines et appareillages divers.

3.3. Plus-value, productivité. Au début du capitalisme, où la productivité était faible, la plus-value était obtenue en accroissant démesurément la durée de la journée de travail : 10, 11, 12 heures de travail par jour, parce que le travail nécessaire prenait 9, 10, 11 heures. Marx parle à ce propos de **plus-value** (ou surtravail) **absolue**. Mais apparaît assez vite une autre façon d'obtenir ou d'augmenter la plus-value : diminuer le temps de travail nécessaire, par **l'augmentation de la productivité** du travail : si, en raison de l'augmentation de la productivité du travail, le temps de travail nécessaire n'est plus que de 6 ou 7 heures, le capitaliste peut

admettre une diminution de la durée de journée de travail parce qu'il obtiendra une plus-value identique voire supérieure. Marx parle alors de **plus-value relative**.

L'augmentation de la productivité du travail est obtenue par l'amélioration du processus productif, tant par l'innovation technique, l'utilisation d'outillages, de machines, etc., que par la modification de la façon de travailler : spécialisation des travailleurs, travail à la chaîne, augmentation des cadences, etc. (intensification du travail).

Un puissant facteur qui pousse les capitalistes à la recherche de la plus-value relative et de l'augmentation de la productivité du travail, est la lutte historique des travailleurs pour la diminution de la durée de la journée de travail.

3.4 Travail productif et improductif. Sous le capitalisme est travail productif tout travail qui **produit un profit** ; Marx donne l'exemple d'un enseignant : tant qu'il fait partie de l'Education nationale son travail n'est pas productif ; mais s'il travaille dans une école privée il devient un travailleur productif, il entre dans le mécanisme de l'exploitation capitaliste et son travail produit un profit pour le propriétaire de l'école. Mais qui dit travail improductif ne dit pas travail inutile : le travail de l'enseignant de l'Education Nationale est utile car il forme la main d'œuvre indispensable au capitalisme. Il existe du travail non productif mais indispensable (par exemple celui de l'artisan boulanger), mais il existe également du travail improductif parasitaire, car il ne sert qu'à consommer une partie de la plus-value extorquée par les capitalistes (par exemple le travail des domestiques et autres serveurs des bourgeois, etc.) sans participer à la production capitaliste.

4. L'ACCUMULATION DU CAPITAL

4.1. La valeur des marchandises vendues à l'issue du cycle productif sert à payer les différents groupes de la classe dominante : les banquiers ou investisseurs qui ont avancé le capital ; le propriétaire foncier du terrain où se trouve l'entreprise, les autres capitalistes à qui l'entrepreneur a acheté les matières premières et autres ; l'usure des machines et l'entretien des installations ; les divers frais étatiques (par l'impôt) ; elle sert

aussi à payer le salaire de la force de travail : tout cela représente le prix complet d'un cycle productif, l'argent que le capitaliste a investi dans ce cycle et qu'il retrouve à la fin de ce cycle (après avoir vendu la marchandise) où, comme on l'a vu, il a obtenu une quantité supplémentaire, la plus-value.

Ayant donc en poche un capital argent plus grand à la fin du cycle productif qu'au début, le capitaliste

peut, où dépenser ce surplus de façon improductive en faisant la noce ou en payant un dividende aux actionnaires, ou alors l'investir pour recommencer le cycle productif à une échelle élargie: il y a alors dans ce cas **reproduction élargie** du capital (et non pas reproduction simple s'il se contentait de réinvestir la même quantité de capital A qu'auparavant) qui permet d'augmenter le profit final.

Cependant pour pouvoir commencer une reproduction élargie, il faut que la quantité supplémentaire de A, « A, obtenue à l'issue du cycle productif, soit suffisante (pour acheter des matières premières, des machines et de la force de travail supplémentaires) ; cela signifie qu'il faut d'abord **accumuler** une quantité suffisante de capital. Cette accumulation est soit faite petit à petit par le capitaliste lui-même, soit par des banques qui centralisent de nombreux capitaux et peuvent ainsi prêter au capitaliste.

Le capitalisme d'Etat qui supprime la fraction consacrée à la consommation du capitaliste individuel ainsi qu'à la location ou l'achat des terrains, supprime du même coup ces dépenses improductives et augmente d'autant la part réinvestie dans la production, autrement dit accroît l'accumulation du capital ; il n'est donc pas une forme plus « socialiste », mais **plus capitaliste** que la forme capitaliste privée.

4.2 composition organique du capital, baisse tendancielle du taux de profit. Selon le schéma marxiste la valeur « incorporée » dans une marchandise se décompose en « capital constant » (valeur de la fraction des installations, des outillages, des matières premières, etc., consommées lors du processus de sa fabrication), « capital variable » (valeur de la part du salaire correspondant) et plus-value : $C + V + Pl$. C'est cela qu'on appelle la composition organique du capital.

Les richesses naturelles éventuellement utilisées, qui ne coûtent rien, qui n'ont pas de valeur, n'entrent par conséquent pas dans C : par exemple l'oxygène de l'air indispensable aux travailleurs. Mais certains travaux, par exemple sous scaphandre, nécessitent d'alimenter les travailleurs en oxygène ; cet oxygène-là a un prix, une valeur, parce que pour sa production il faut du travail humain, et il fait alors partie de C. Le capital constant,

(c'est-à-dire les produits et équipements, etc., utilisés au cours de la production) est le fruit d'un travail humain passé : les matières premières ont été extraites, l'oxygène a été produit, les produits semi-finis et les machines ont été fabriquées, etc. On appelle cela le **travail mort**. Sa caractéristique est que sa fraction consommée lors de la production se retrouve intégralement dans la valeur de la marchandise, sans y avoir ajouté aucune valeur supplémentaire, puisque seul le travail gratuit, le « surtravail », du travailleur, produit une valeur supplémentaire incorporée dans la marchandise.

Historiquement la composition organique du capital se modifie par l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable : les outils, appareillages et équipements divers sont toujours plus nombreux pour augmenter la productivité du travail, parfois les machines remplacent des travailleurs (d'une façon ou d'une autre chaque heure de travail permet ainsi de produire davantage). C augmente plus vite que V.

Le **taux de profit** étant le rapport entre la plus-value et le capital constant (Pl / C), la conséquence est donc qu'il a tendance à baisser à mesure qu'augmente le capital constant, même si la **quantité de profit** (la plus-value) continue à augmenter en termes absolus. Par exemple les industries modernes de l'automobile enregistrent des profits incomparablement plus élevés que les petits fabricants d'autos d'il y a un siècle, la productivité du travail y est incomparablement plus grande, mais leur taux de profit est beaucoup plus bas que ces derniers qui n'avaient qu'un outillage des plus sommaires. Encore plus que la quantité de profit lui-même c'est le **taux de profit** qui intéresse le capitaliste : il préférera obtenir 5000 de profit plutôt que 10 000, si dans le premier cas il lui suffit d'investir 20 000 (taux de profit : 25%) contre cent mille dans le deuxième cas (taux de profit : 10%).

La baisse du taux de profit est dite **tendancielle**, car il s'agit en réalité d'une tendance que le capitaliste cherche à contrecarrer, et ce qu'il réussit souvent à faire. Il a plusieurs moyens pour cela : augmentation de la plus-value absolue ou relative, etc... L'un des moyens est la délocalisation dans les pays à bas salaire, c'est-à-dire là où la valeur de la force de travail est basse (les conditions de

vie sont moins onéreuses). C'est un peu comme remonter dans le temps : le taux de profit est plus élevé car le bas coût de la force de travail permettant qu'il y ait moins de machines, la composition organique du capital est plus faible : il est par exemple bien moins coûteux d'installer une chaîne de production automobile en Roumanie ou en Russie qu'en France : la productivité du travail y est plus faible, mais le taux de profit plus élevé.

4.3 Crises capitalistes. La production capitaliste nécessite la vente des marchandises produites : si la vente ne peut se faire, le cycle productif ne peut pas recommencer, la production s'arrête. Le passage par le marché implique la possibilité de la crise : les capitalistes produisent à l'aveugle sans avoir d'assurance qu'ils pourront vendre (« réaliser ») leurs marchandises. Comme la concurrence est la loi du capitalisme, il y a donc constamment des entreprises qui entrent en crise et font faillite parce qu'elles n'arrivent plus à résister à la concurrence d'autres. Mais le capitalisme connaît aussi des crises générales, qui se répètent avec une certaine régularité. Toutes les entreprises étant poussées à produire toujours davantage pour augmenter leurs profits, il arrive inévitablement que la production devienne à un moment plus grande que ce que le marché peut absorber : on alors une crise générale (il peut y avoir aussi des crises limitées à un secteur de production). Sous le capitalisme la production se développant à un rythme plus rapide que la consommation, la crise est une crise de **surproduction**. La crise éclate parce qu'on a trop produit – non pas par rapport aux « besoins » en général de la population, mais par rapport au marché. Les marchandises, trop nombreuses, n'arrivent plus à se vendre, ou seulement à bas prix, en dessous de leur valeur, les entreprises les plus fragiles qui vendent à perte font faillite, licencient, ce qui accroît le marasme en réduisant encore le marché (chaque entreprise qui disparaît fait aussi disparaître le débouché qu'elle représentait pour ses fournisseurs, ses sous-traitants, etc. ainsi que le débouché représenté par la consommation de ses employés). Finalement lorsque les « surcapacités » et la saturation du marché ont disparu, les entreprises les plus fortes, qui ont pu résister, peuvent re-

démarrer et sur une base plus « saine » : c'est la reprise économique qui va peu à peu s'accéléralant et qui conduira au bout de quelques années à une nouvelle crise économique.

Le capitalisme réussit à surmonter la crise, dit Le Manifeste, 1) en trouvant de nouveaux marchés (extension du capitalisme dans de nouvelles régions), 2) en exploitant davantage les marchés existants (extension du capitalisme dans le pays même en réduisant les secteurs non capitalistes de petite production, etc., augmentation des profits de diverses manières), 3) en détruisant les forces productives en surnombre (surcapacités).

5. LUTTE DES CLASSES, ETAT ET RÉVOLUTION

Les deux **classes fondamentales** de la société capitaliste sont la bourgeoisie (la classe des capitalistes qui vit essentiellement de l'exploitation des prolétaires) et le prolétariat (la classe des sans-réserves, obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes pour vivre). Ce sont les classes fondamentales parce qu'elles sont porteuses de deux modes de production qui, historiquement, s'affrontent : le socialisme et le capitalisme. Le prolétariat, est la classe révolutionnaire par excellence, car il ne peut s'émanciper sans renverser le capitalisme (c'est ce que contestent les réformistes, qui prétendent que les intérêts des exploités et des exploités sont conciliables entre eux avec un peu de bonne volonté).

Mais il existe aussi d'autres classes intermédiaires (appelées « classes moyennes », etc.) parfois très importantes en nombre: une société capitaliste « pure » composée exclusivement de prolétaires et de capitalistes n'existe pas et n'existera **jamais**: le fossé entre la poignée de capitalistes et les prolétaires composant l'écrasante majorité de la population serait tel que l'explosion sociale serait immédiate.

Ces classes intermédiaires se composent à la campagne des paysans propriétaires (les salariés agricoles font partie du prolétariat, et les patrons des grandes exploitations agro-industrielles, de la bourgeoisie), des « couches moyennes » multiples dans les villes (des artisans, petits commerçants, professions libérales, aux « cadres » et « intellectuels » divers). Elles jouent un rôle très important dans la lutte des classes car elles servent de « tampon » à la minorité

Les réformistes disent que les crises sont dues à la « sous-consommation » des masses et ils proposent leur recette pour surmonter ou éviter les crises : augmenter les salaires afin que les travailleurs puissent consommer plus. L'augmentation des salaires signifie sans doute un accroissement du marché, mais elle signifie aussi une baisse des profits et elle est donc un facteur de crise. Le capitalisme a en fait besoin vital de préserver ou de restaurer ses profits et donc en période de crise il a besoin de **baisser les salaires** (alors qu'en période de prospérité économique, il peut se permettre de les augmenter).

capitaliste face au prolétariat envers qui elles font office de diffuseur des influences bourgeoises ; dans les périodes de heurt ouvert entre prolétariat et bourgeoisie elles sont utilisées par celle-ci pour réprimer les travailleurs (le fascisme recrute dans ces classes). Ces classes sont régulièrement les victimes du capitalisme, qui dans les périodes de crise les accule à la ruine et à la prolétarianisation ; cela provoque chez elles des réactions, qui peuvent être violentes, mais qui sont souvent pacifistes et légalistes, de « protestation » contre les **conséquences** du régime capitaliste. Elles ont tendance à se mettre en mouvement en prétendant se mobiliser, non pas au nom d'une classe particulière, mais au nom du « peuple », de la « nation », des « 99% » de la population. Parfois leur « anticapitalisme » proclamé peut prendre un caractère d'extrême droite ou fasciste, mais aujourd'hui, où les tensions sociales n'ont pas atteint en général un point d'ébullition, il se pare de couleurs « morales », « humanistes » ou « apolitiques » (mouvement des indignés, etc.), mais toujours foncièrement anti-prolétariennes.

Cependant théoriquement dans les périodes de crise révolutionnaire, une partie d'entre elles peut suivre le prolétariat si celui-ci se montre suffisamment fort et déterminé dans son attaque contre la bourgeoisie. L'attitude à avoir par rapport à ces classes est donc un problème crucial pour le

prolétariat ; mais celui-ci doit avant tout s'organiser de façon indépendante de classe, s'extirper de la mélasse interclassiste, « populaire », pour avoir ensuite une chance d'attirer de son côté au moins une partie de ces classes, au lieu d'être utilisé par elles.

Après avoir renversé le pouvoir bourgeois par l'insurrection armée, le prolétariat instaure son propre pouvoir : la **dictature du prolétariat**, l'« Etat ouvrier ». Comme tous les Etats il est l'instrument de la classe dominante, le prolétariat : la bourgeoisie et les classes possédantes sont exclues du pouvoir : il revendique ouvertement être une dictature, et non une démocratie ; sa fonction est, sur le plan politique et militaire de réprimer les anciennes classes dominantes intérieures et de mener la lutte contre les classes dominantes étrangères ; sur le plan économique et social d'intervenir despotiquement dans les rapports économiques pour extirper le capitalisme.

Mais cet Etat est fondamentalement différent des Etats de classe antérieurs car il est basé sur la participation des masses, réduisant au maximum le recours aux « spécialistes » (fonctionnaires) et donc à la « bureaucratie », et il tend à disparaître au fur et à mesure que disparaissent les classes et les rapports capitalistes de production ; cette période de la dictature du prolétariat est la période de transition au socialisme (ou au communisme, Marx distinguant un stade inférieur du communisme à un stade supérieur ou socialisme). La dictature est internationale à mesure que la révolution s'étend ; elle cherche à centraliser les forces productives au niveau international pour arriver, après la victoire de la révolution dans tous les pays, à dresser un plan unique mondial dont le but sera d'en finir avec les diverses inégalités de production et les dévastations de l'environnement héritées du capitalisme. Plus particulièrement dans les pays capitalistes développés le pouvoir prolétarien engagera une vigoureuse politique de désinvestissement et de suppression des activités parasitaires et antisociales qui y prolifèrent, etc.

6. IMPÉRIALISME

L'impérialisme, selon Lénine, est un stade particulier du capitalisme où les lois de développement de ce mode

de production ont conduit à l'apparition de grandes puissances, incarnation des plus grandes concentrations

capitalistes, en lutte entre elles pour se partager la planète (soit directement sous la forme ancienne des colonies, soit « indirectement » sous la forme moderne d'une domination économique et financière, donc, en conséquence, politique). Périodiquement cette lutte débouche sur des conflits militaires généralisés remettant en cause l'ancien partage, qui culminent dans des guerres mondiales. Entre ces guerres généralisées il y a des périodes de « paix » où il existe toujours des guerres, mais « localisées » (exemple : depuis la dernière guerre mondiale, l'impérialisme français a été perpétuellement en guerre, à l'exception de courtes périodes, pour défendre ses intérêts en Afrique et ailleurs).

Au plan économique on est arrivé à la domination du capital financier (indispensable pour les entreprises), à la constitution de très grandes entreprises, souvent monopolistiques, qui sont aussi « multinationales » en raison de leur internationalisation mais qui restent ancrées dans leur pays d'origine, et d'une interpénétration toujours plus forte de ces grandes entreprises avec l'Etat bourgeois (à la colère des capitalistes plus petits qui demandent un « Etat impartial »), formant ce qu'on appelait autrefois un « capitalisme d'Etat » (aujourd'hui capitalisme d'Etat signifie propriété de l'Etat sur les entreprises), à la différence du capitalisme libéral de la période antérieure. Les courants staliniens et post-staliniens ont particulièrement théorisé le « capitalisme monopoliste d'Etat » en le désignant comme l'ennemi véritable du prolétariat ; en réalité cette critique des « grands

monopoles » s'expliquait par leur politique interclassiste d'alliance avec les petits patrons, les petites entreprises, les capitalistes « nationaux ». Pour le prolétariat l'ennemi véritable est le système capitaliste dans son ensemble et l'Etat bourgeois qui le défend.

Sur le plan politique ce stade impérialiste est en effet caractérisé par le renforcement du poids de l'Etat dans la vie sociale, et notamment par le renforcement des mesures de contrôle et répression, de plus en plus « totalitaires ».

On emploie parfois l'expression imagée de capitalisme « *pourrissant* » pour indiquer que les conditions objectives sont plus que mûres pour passer au socialisme. Mais cette expression indique aussi que les aspects antisociaux, destructifs, etc. du capitalisme, qui ont toujours existé, atteignent un degré de plus en plus élevé quand le capitalisme se développe (par exemple les atteintes à l'environnement prennent une acuité jamais vue avec les modifications climatiques au niveau global et plus seulement local comme autrefois).

Cependant certains courants théorisent une « décadence » ou une « décomposition » du capitalisme telles qu'elles pourraient arriver à compromettre les possibilités du passage au socialisme ou même la survie de la civilisation humaine ; il faudrait alors mettre de côté la lutte de classe et la remplacer par une lutte de tous les humains de bonne volonté contre la barbarie, la catastrophe, etc. C'est une nouvelle forme de l'interclassisme, politique qui vise toujours à empêcher l'émergence de la lutte révolutionnaire prolétarienne.

7. PAYS DOMINÉS ET ANTI-IMPÉRIALISME

La domination impérialiste a comme conséquence d'orienter le développement capitaliste dans les pays dominés dans un sens favorable aux intérêts impérialistes ; elle a aussi comme conséquence qu'une partie de la plus-value extorquée aux prolétaires par les bourgeois locaux ne reste pas entre les mains de ceux-ci, mais retourne dans les centres impérialistes. C'est la raison pour laquelle l'« anti-impérialisme » est un mot d'ordre repris par les courants bourgeois et petit-bourgeois de ces pays qui voudraient desserrer la pression impérialiste, parce qu'ils aspirent à un dévelop-

pement capitaliste dont ils toucheraient davantage les profits, au nom de l'indépendance économique, etc. Cependant l'impérialisme qui domine ces pays, y défend aussi le capitalisme et par conséquent la bourgeoisie locale, contre les travailleurs et les masses pauvres ; les bourgeois et petits-bourgeois locaux n'hésitent jamais à faire appel aux parrains impérialistes quand ils font face à des révoltes de prolétaires ! On peut dire aujourd'hui à propos de ces pays, après la vague des révolutions anti-coloniales, ce que disait Marx à propos de l'Europe occidentale au moment de la Com-

mune : les classes dominantes, même si elles se font la guerre, ne font qu'un contre le prolétariat.

Cela signifie qu'on ne peut parler, comme le faisaient les courants staliniens, maoïstes et autres, de « révolution anti-impérialiste », c'est-à-dire de révolution de **plusieurs classes** prolétariat, paysannerie et petite bourgeoisie en général, bourgeoisie « nationale », c'est-à-dire, selon le marxisme de **révolution bourgeoise**, contre la domination impérialiste – alors que contre la domination coloniale de telles révolutions bourgeoises, visant au développement capitaliste local qui était empêché par le colonialisme, ont été possibles. Dans ces pays, seule une **révolution prolétarienne, socialiste**, visant à renverser le capitalisme, est désormais possible. Même si le faible développement du capitalisme et donc l'existence de nombreuses classes moyennes et intermédiaires pose objectivement de nombreux problèmes à cette révolution.

Les alliés dont pourra disposer le prolétariat seront d'abord les masses pauvres qui, quittant les campagnes, s'entassent dans les métropoles où elles cherchent à survivre avec de petits boulots précaires (marchands ambulants en tout genre, précaire, etc.). Mais ces masses souvent très nombreuses peuvent aussi être mobilisées par des forces réactionnaires (Islamistes, etc.) contre le prolétariat et pour le renforcement du pouvoir bourgeois.

En ce qui concerne les masses paysannes, une attitude particulière sera nécessaire pour les arracher aux influences bourgeoises ou les « neutraliser » politiquement. Il faudra pour cela s'appuyer sur les acquis politiques et programmatiques du mouvement ouvrier révolutionnaire élaborés quand se posait en Europe un problème similaire.

L'opportunisme prescrit au prolétariat, dans ces pays comme partout, une orientation interclassiste : au nom des intérêts suprêmes de la nation, le prolétariat devrait mettre au second plan ses intérêts de classe pour permettre une « alliance » avec les autres classes, un « front unique anti-impérialiste », etc. : les intérêts de « la nation » et du capitalisme national priment les intérêts « égoïstes » des exploités, qui devraient attendre la pleine souveraineté et le plein développement économique pour que leurs revendications soient

prises en compte. Cette orientation a comme conséquence de mettre la force prolétarienne au service d'in-

térêts bourgeois : il ne peut pas y avoir d'alliance égalitaire entre exploités et exploités.

8. OPPORTUNISME ET RÉVOLUTION DANS LES PAYS IMPÉRIALISTES

Le **réformisme** est historiquement le courant qui prétendait que grâce à la réalisation de réformes, il était possible de passer graduellement au socialisme ; pas besoin de révolution, d'insurrection, de dictature du prolétariat, le prolétariat pouvait arriver au pouvoir légalement et pacifiquement par les élections et effectuer par ce moyen une démocratisation de plus en plus profonde de la société et de l'Etat qui déboucherait un jour sur le socialisme. Dans les faits, les réformistes rejetaient la voie révolutionnaire parce qu'ils redoutaient le renversement du capitalisme et que seule la lutte pour l'« améliorer » les intéressaient.

Aujourd'hui les réformistes sont toujours anti révolutionnaires mais ils ont abandonné en outre tout discours sur le socialisme et ils abandonnent même la lutte pour les réformes, se contentant de vouloir négocier les attaques capitalistes afin de les rendre moins douloureuses et plus supportables aux travailleurs : ils apparaissent ainsi plus clairement comme des partisans du capitalisme et des valets de la bourgeoisie.

L'**opportunisme** était un courant politique qui s'était formé au sein du mouvement et des partis ouvriers ; il mettait de côté les principes, le programme et le but socialistes (qu'il ne rejetait pas forcément en parole comme les réformistes ouverts), pour s'adapter de manière opportuniste à la société capitaliste et aux pressions bourgeoises.

L'« **immédiatisme** » ou l'« **activisme** » est une caractéristique de l'opportunisme : les résultats immédiats et l'activité sont la seule chose qui compte, les principes et le programme peuvent et doivent être passés sous silence s'ils gênent ces résultats et cette activité (Berstein : « le mouvement est tout, le but n'est rien »). Le socialiste opportuniste anti-marxiste Brousse (dit « possibiliste »), dirigeant de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, précurseur de la conquête des municipalités, avait cette formule : pour rendre le programme général enfin possible, il faut l'*immédiatiser* en le fractionnant en objectifs réalisables.

Bien entendu cet immédiatisme n'est rien d'autre que de l'adaptation au capitalisme. L'activisme (activité déliée des principes et du programme), est une déviation typique des courants d'extrême-gauche, surtout des trotskystes qui n'hésitent jamais à abandonner leurs prétentions révolutionnaires, à se déguiser en démocrates ou réformistes, etc., pour obtenir de succès, y compris électoraux !

Autrefois les révolutionnaires luttaient dans les partis ouvriers contre le courant opportuniste, pour la fidélité aux positions marxistes et à la politique révolutionnaire. Lors de l'éclatement de la première guerre mondiale, l'opportunisme emporta tous les partis socialistes (ou presque). Lénine disait que l'opportunisme avait mûri, il n'était plus simplement un courant politique droitier à combattre dans les partis ouvriers, il était devenu une force puissante alimentée par la bourgeoisie ; il n'était donc plus possible de cohabiter dans un même parti avec ces agents de la classe dominante, il fallait rompre et créer de nouveaux partis, vraiment révolutionnaires.

L'**anarcho-syndicalisme** ou le **syndicalisme révolutionnaire** (en réalité ce n'est pas exactement la même chose) était un courant qui était apparu dans le mouvement ouvrier en réaction à l'opportunisme croissant

des partis socialistes. Selon la vieille tradition anarchiste, il rejetait la lutte politique, vue comme la lutte parlementaire, pour se consacrer à la lutte syndicale, « purement ouvrière ». Le courant syndicaliste révolutionnaire dirigeant la CGT (alors seul syndicat de classe face aux divers syndicats « jaunes », « blancs » ou patronaux) avait dans sa Charte d'Amiens avant la première guerre mondiale défini un partage des rôles : le parti socialiste s'occupait de la lutte politique, il ne devait pas interférer dans la lutte syndicale, réservée aux syndicalistes révolutionnaires, même si une alliance, sur la base de ce partage des rôles, devait exister entre le syndicat et le parti (pour les vrais anarcho-syndicalistes, il ne devait pas y avoir le moindre rapport et la moindre alliance avec le parti); les syndicalistes révolutionnaires théorisaient que le syndicat, étant la véritable organisation ouvrière, devrait jouer le rôle décisif dans la révolution (réduite à une grève générale qui ferait s'écrouler d'un coup le capitalisme) et la société post-révolutionnaire.

Dans les faits, au moment décisif, les dirigeants syndicalistes-révolutionnaires trahirent la cause prolétarienne tout autant que les dirigeants socialistes, en se ralliant à l'union sacrée avec la bourgeoisie lors de la première guerre mondiale. Les anarcho-syndicalistes, dominant en Espagne (CNT), firent de même lors de la guerre civile dans ce pays en se ralliant à la défense de l'Etat bourgeois au nom de l'anti-fascisme : démonstration que ces courants sont une variété de l'opportunisme.

9. CROISSANCE DES INÉGALITÉS

Il n'est pas très important de déterminer quelle fraction de la bourgeoisie se partage la plus grosse partie de la richesse mondiale ; sans doute est particulièrement frappante la richesse du 1% de la population ou celle d'une poignée de milliardaires : selon l'ONG Oxfam, 62 personnes ont un patrimoine égal à celui de la moitié la plus pauvre de la population de la planète ! Mais fondamentalement la bourgeoisie est la classe qui possède la plus grande partie des moyens de production (à côté des propriétaires fonciers qui possèdent la terre et des petits-bourgeois qui possèdent leurs outils, leur commerce, etc.), alors que les prolétaires ne possèdent rien que leur force de travail.

Plus significatif est la croissance des inégalités de **revenu** (du salaire des prolétaires aux gains et rentes diverses des bourgeois) dans le monde, qui est bien documentée ; des institutions bourgeoises s'alarment régulièrement de cette tendance parce qu'elle signifie le creusement du fossé entre les classes sociales, risquant de déboucher inévitablement sur l'accroissement des tensions sociales.

Après la deuxième guerre mondiale les inégalités de revenu s'étaient fortement réduites dans les pays capitalistes développés, en même temps qu'étaient institués progressivement toute une série d'amortisseurs sociaux : c'était le prix qu'était

prête à payer la bourgeoisie pour écarter le spectre de la révolution sociale et assurer la paix sociale. Les choses ont commencé à changer après la crise de 1981-82 avec les années Reagan et Thatcher, mais c'est surtout depuis une vingtaine d'années que se creusent les inégalités, au point que dans certains pays on arrive à retrouver des inégalités proches de celles existant au début du vingtième siècle (voir les travaux de Picketty, etc.). C'est la démonstration de l'assertion marxiste selon laquelle le capitalisme signifie accroissement de la richesse à un pôle de la société et accroissement de la pauvreté au pôle opposé.

Mais cela ne justifie pas l'orientation réformiste et interclassiste qui prône l'union des 99% de la population pour exproprier les 1% les plus riches. Même si ces 1% étaient expropriés, le capitalisme ne serait pas

supprimé comme l'a prouvé l'expérience des pays capitalistes d'Etat où la propriété privée des grands moyens de production était supprimée. Une alliance interclassiste, des 99%, c'est-à-dire réunissant prolétaires, petits-bourgeois et une partie des bourgeois, serait incapable par nature de réaliser une révolution anti-capitaliste.

Dans les pays de l'OCDE (en gros : pays occidentaux, Amérique Latine plus Japon), les pays où les inégalités de revenu sont les plus fortes sont, dans l'ordre, le Chili, le Mexique, la Turquie, les Etats-Unis. Hors OCDE, les records d'inégalité se trouvent au Lesotho et en Afrique du Sud.

La France est l'un des pays d'Europe qui a connu la plus grande hausse des inégalités après la crise de 2008, derrière l'Irlande l'Espagne et la Grèce : de 2007 à 2011, les 10% les

plus pauvres ont vu leur revenu baisser en moyenne de 1% par an entre alors que les 10% les plus riches ont connu une augmentation de leur revenu de 2% par an ; cependant son « taux de pauvreté » (fraction de la population ayant un revenu inférieur à 60% du revenu médian, considérée comme « à risque d'exclusion sociale ») n'était en 2014 selon Eurostat que de 18,6% contre 20% en Allemagne, 24,8% en Grande-Bretagne, 28% en Italie, 29% en Espagne, 36% en Grèce, le record étant de plus de 40% pour la Bulgarie et le Roumanie : les « amortisseurs sociaux » y sont encore plus nombreux ou plus efficaces en France que dans ces autres pays, mais les bourgeois et leurs hommes politiques s'efforcent de les diminuer à coup de réformes diverses, car ils constituent une « charge intolérable » pour le capitalisme français par rapport à ses concurrents.

Les textes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l'effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement « la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti ». Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, « mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux » qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste.

INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €,
4 CHF; décembre 2009)

Au sommaire:

- Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
- Pour mettre les points sur les i ! (« Raddizzare le gambe ai cani », 29 mai 1952)
- L'« invariance » historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
- Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre 1952)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Invariance du marxisme:

- **Théorie et action dans la doctrine marxiste**
- **Pour mettre les points sur les i !**
- **L'« invariance » historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme**
- **Le programme révolutionnaire immédiat**

33

«programme communiste»
Revue théorique du parti communiste international
Sommaire à partir du numéro 81 / Déc. 1979

● **No 105 (Février 2019):**

••• Dix ans après la faillite de Lehman Brothers. Les mesures prises par les classes dirigeantes pour surmonter la crise économique et financière ne font que préparer des crises encore plus générales et plus violentes ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-sla-ve» (2) ••• Histoire de la Gauche communiste : La question du Front Unique (4) / Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie. Rome, mars 1922 (1) / Contribution au projet de programme du Parti Communiste Italien / Amadeo Bordiga. Les Tâches de notre parti. (Il Comunista, 21/3/1922) ••• La Guerre d'Espagne. Une première synthèse des positions du parti (1) ••• Brève chronologie ••• Notes d'actualité. Sur la situation des sans-papiers en Belgique

● **No 104 (Mars 2017):**

••• Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1) ••• Les causes historiques du séparatisme arabe ••• Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-sla-ve» (1) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (3) ••• Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4) ••• Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935) ••• À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

● **No 103 (Janvier 2016):**

••• Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin) ••• Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (2) / Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (Il Comunista n° 11, 13, 15, 19,25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922) ••• Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou ••• «Communisme-ouvrier» ou démocratisation petit-bourgeois? ••• La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)

● **No 102 (Février 2014):**

••• Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accumulent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme ••• Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58) ••• Histoire de la Gauche communiste ••• La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921) ••• Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint ••• Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921) ••• Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ••• En défense du marxisme. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire ••• Notes de lecture. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie ••• Notes d'actualité. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

● **No 101 (Août 2011) :**

••• Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles tremblent demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe ••• Propriété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain (Fin) ••• Histoire de la Gauche communiste - L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive» - Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - Ile Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920) - Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (Il Soviet, IIIe année, n°11, 11 avril 1920) ••• Notes de lecture: Robert Camoin. La doctrine économique de Sismondi et le marxisme / Oliver Le Cour Grandmaison. Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial ••• Roger Dangeville

● **No 100 (décembre 2009) :**

••• Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial ••• Histoire de la Gau-

che communiste : - La scission en Italie et le mouvement communiste international - Le VKPD devant la scission de Li-vourne - La réplique de la «Gauche ita-lienne» ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3) ••• Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social con-temporain ••• Notes de lecture: - Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (Internationa Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» - Michel Naumann: « M.N. Roy (1887-1954): Un révolutionnaire indien et la question de l'universel » - A propos de Riazanov. Précisions ••• Thè-ses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

● **No 99 (juin 2006) :**

••• L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion antiprolétarienne réactionnaire ••• Ce qui distingue notre parti ••• Ma-tériaux pour un bilan des crises du parti. *En mémoire de Bruno Maffi*. La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes ••• Les Variations d'Il Programma Co-munista sur la «question nationale» ••• Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La pro-priété urbaine. Le capitalisme et la pro-priété urbaine des immeubles et des ter-rains. Note sur le problème de la construc-tion en Italie. Thèses relatives aux cha-pitres I – VI ••• Notes de lecture. David Riazanov: Marx et Engels / Robert Ca-moin: David Riazanov, marxiste et com-muniste / D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

● **No 98 (mars 2003) :**

••• Points de repères marxistes sur l'im-périalisme et le terrorisme ••• Proprié-té et capital (2). V. La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain ••• Histoire de la Gauche Communiste. Les premiers pas du Parti Communiste d'Italie ••• Annexes à l'«Histoire de la Gauche Com-muniste»: La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) / La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) / Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) / La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) / L'usage de la violence («Il Comunista» n° 7 - 24/12/1921) ••• Eléments de l'his-toire de la Fraction de Gauche à l'étran-ger (de 1928 à 1935) (2) ••• En défense de l'incendiaire du reichstag: Van der Lub-be. Les fascistes exécutent. Socialistes et

(Suite page 58)

«programme communiste» Suite sommaire

centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) / Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) ••• Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne ••• Notes de lecture: «Marxist» n°5 (2003) / «L'Internationaliste»

● No 97 (mars 2000):

••• Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme ••• Propriété et capital (1) - Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain ••• Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) ••• Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) ••• Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste» - Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920) - L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921) - Les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) ••• Notes de lecture: - «Aufheben» - Marc Laverne et le Courant Communiste International - «(Dis)continuité»

● No 96 (octobre 1998):

••• *La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation.* Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise ••• *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.* La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine ••• Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) ••• *Sur le fil du temps:* Danse des fantoches: de la conscience à la culture ••• La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (fin) ••• Notes sur les thèses sur les questions d'organisation (1964) ••• *Les trotskystes et la nature de l'URSS.* La charlatanerie des Spartacistes ••• Notes de lecture: - Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

● No 95 (mai 1997):

••• Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain ••• Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) ••• La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2) ••• Sur le fil du temps: Parodie de la praxis ••• Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne ••• Mysticisme florentin / Notes de lecture: - Revolutionary History vol. 5, n° 4. «Throu-

gh fascism, war and revolution: Trotskyism and Left Communism in Italy»

● No 94 (mai 1995):

••• Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale ••• Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) ••• La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) ••• Le capitalisme soviétique en crise (Fin) ••• C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire ••• A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador ••• Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

● No 93 (mars 1993):

••• Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés ••• Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste ••• Vers le parti communiste ••• Le capitalisme soviétique en crise (2) ••• Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2) ••• La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionale

● No 92 (novembre 1991):

••• La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre ••• Le capitalisme soviétique en crise (1) ••• Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétaires indépendants (1) ••• La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).

● No 91 (juin 1990):

••• A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe ••• Cours de l'impérialisme mondial (8) ••• La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) ••• Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.

● No 90 (septembre 1988):

••• Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe
La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) ••• La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte ••• Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

● No 89 (mai 1987):

••• Programme communiste reprend sa publication ••• Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer ••• Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982 ••• La relation: appui ou obstacle à la lutte de clas-

se? Considérations à propos de la théologie de la libération: • Prêtres et marxisme / • Théologie de la libération / • En marge du synode des évêques

● No 88 (mai 1982):

••• Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? ••• La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne ••• Cronstadt: une tragique nécessité ••• Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 ••• Aperçus de la situation au Brésil

● No 87 (décembre 1981):

••• La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe ••• Les populations immigrées en Grande-Bretagne ••• Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF) ••• Après l'assassinat de Sadate ••• A propos de la révolution sandiniste ••• Dernière minute: l'état de siège en Pologne

● No 86 (août 1981):

••• Mitterrand président ••• La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial ••• Cours de l'impérialisme mondial (7) ••• Les bases du militantisme communiste ••• Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) ••• Les «trotskistes» contre Trotsky

● No 84-85 (mars 1981):

••• La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti ••• Le procès de Blida ••• Les perspectives de l'après-guerre ••• Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) ••• Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» ••• L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne ••• Un mythe usé: le socialisme à l'Est

● No 83 (juillet 1980):

••• La lutte de classe est plus vivante que jamais! ••• La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC) ••• Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine ••• La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde» ••• Note de lecture: • Léon Trotsky: terrorisme et communisme / • P. Frank manipule l'histoire

● No 82 (avril 1980):

••• L'ère des guerres et des révolutions ••• Le rôle de la nation dans l'histoire ••• L'Afrique, proie des impérialismes (5) ••• L'Ulster, dernière colonie anglaise

● No 81 (décembre 1979):

••• Souviens-toi des deux guerres impérialistes! ••• Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) ••• L'Afrique, proie des impérialismes (4) ••• Notes critiques: • Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / • Marcuse, prophète du bon vieux temps

« Il Comunista » organo del partito comunista internazionale

No 168, Aprile-Maggio 2021
L'aspra via dell'emancipazione proletaria passa attraverso la lotta di classe rivoluzionaria, la conquista del potere politico e l'instaurazione della dittatura proletaria...

navigatori del sito di partito www.pcint.org
No 167, Gennaio-Marzo 2021 :
Capitalismo e pandemia: affari d'oro chiamati vaccini! La violenza contro le donne è parte integrante della violenza di classe espressa nella società in cui i rapporti sociali dipendono strettamente dai rapporti di produzione e di proprietà borghesi...

(Birmania). Colpo di stato militare e «transizione democratica» sono due facce della stessa medaglia! Per l'indipendenza di classe del proletariato! Per una lotta aperta contro tutti i campi borghesi - Cina, India: precari in lotta... Tunisia: giovani in rivolta... Quadro internazionale. Le nostre prese di posizione: Washington: giornata nera per il Campidoglio, casa-simbolo della democrazia americana / Polonia. Contro la reazione clericale e i vicoli ciechi femministi Aborto libero e gratuito per tutte! Difesa della donna proletaria! / Spagna. Viva i violenti di Linares. Contro la disoccupazione, la miseria e la repressione della polizia, che esplosa la rabbia proletaria!...



« le prolétaire » Organe du parti communiste international

540 (Février-Mai 2021) :
Confinement, déconfinement et état d'urgence permanent
Premier mai 2021: quelle lutte pour le prolétariat?
Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses opprimées palestiniennes!
Le modèle suédois de lutte contre la pandémie: laisser crever les vieux !
MAN Energy Solutions Saint-Nazaire. Ni défense de l'entreprise, ni défense de l'intérêt national : combattre les licenciements sur le terrain de classe...

et « transition démocratique » sont les deux faces d'une même pièce ! Pour l'indépendance de classe du prolétariat ! Pour une lutte ouverte contre tous les camps bourgeois !
Climat : cirque démocratique, élucubrations écologistes et programme communiste
539 (Nov. / Déc. 2020 - Janvier 2021) :
L'évolution de la crise économique dicte le rythme des attaques capitalistes
A nos lecteurs, à nos sympathisants, à nos camarades
L'impérialisme français sur de multiples fronts (1)
Les brutalités policières ne sont que l'autre face de la démocratie bourgeoise !
Réseaux sociaux: les campagnes de désinformation de l'armée française en Afrique
Troupes marocaines, hors du Sahara Occidental !
PCF: centième anniversaire de la naissance avortée du véritable parti communiste
Thèses de Lyon
Élections parlementaires au Venezuela. Gigantesque victoire du chavisme ?
Non, méfiance dévastatrice du prolétariat !
Washington : journée noire pour le Capitole, symbole de la démocratie américaine
Pandémie, crise économique et lutte des classes en inde
538 (Août-Sept.-Oct. 2020):
Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?
Un plan de relance de l'exploitation capitaliste
Belgique : un nouveau gouvernement pour une même politique anti-ouvrière
Après l'assassinat de Samuel Paty. Non à l'union nationale !

Non à la défense des « valeurs de la République » !
Non au couvre-feu ! Non au retour de l'«état d'urgence sanitaire» !
Espagne. Alors que la pandémie continue inexorablement. La bourgeoisie nationale et régionale déclare la guerre au prolétariat
Beyrouth : le capitalisme est l'assassin, c'est lui qu'il faut combattre et renverser !
Farce électorale, répression et grèves en Biélorussie
Sur la nature des événements en Biélorussie
Les craintes de la Banque Mondiale pour la démocratie
La CWO-TCI renie la dictature de classe au profit de la « vraie démocratie »
Claudio



«el proletario»

Órgano del partido comunista internacional

- No 22 - Enero - Abril de 2021:
Tras las elecciones en Cataluña la clase proletaria debe sacar sus lecciones: en el circo electoral, gane quien gane siempre vence la burguesía...

- ciones sociales dependen estrechamente de las relaciones burguesas de producción y propiedad... Grupo Barbaria, el bordiguismo a la carta... El Partido comunista internacional en el surco de las batallas de clase... Aviso a los lectores, simpatizantes y camaradas...

todo, salvar la economía nacional. ¿Las consecuencias mortales de la pandemia? ...

el proletario

ORGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

el proletario
ESPECIAL Cataluña
Octubre de 2016

Cataluña, rompeolas de las Españas

de Amadeo Bordiga sobre el fascismo. V Congreso de la Internacional Comunista. (23ª sesión, 2 de julio de 1924)

«Proletarian» Supplement to «le prolétaire»

- No 17 (Spring 2021):
January 6, 2021, Washington: a dark day for the Capitol, symbol of American democracy... Myanmar. Military coup and the "democratic transition" are two sides of the same coin!

«el programa comunista» Revista teórica

- No 54 - Noviembre de 2020:
Los gigantesos crujidos de la economía mundial acercan la alternativa de guerra mundial o revolución internacional... No 53 - Junio de 2018:
¡Viva Octubre rojo, de ayer y mañana!

el programa comunista

ORGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Table with 2 columns: Article Title and Page Number. Includes 'Viva Octubre rojo, de ayer y mañana!', 'Las grandes lecciones de Octubre de 1917', etc.

Proletarian Organ of the International Communist Party
Wave of Strikes in Education in the United States Workers Must Fight on Class Terrain to win their Struggle!

Suplemento Venezuela a «el programa comunista»

- Suplemento Venezuela No 25 - Abril de 2021
Contra las amenazas de guerra entre Venezuela y Colombia, ¡Solidaridad y lucha de clases internacional de los proletarios!

tras el asesinato por la policía del afroamericano George Floyd... Birmania (Myanmar). ¡Golpe militar y «transición democrática» son las dos caras de una misma moneda!

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux,

allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

